

- 2° kopie van de identiteitskaart;
- 3° eventuele handicap;
- 4° burgerlijke staat en gezinssamenstelling;
- 5° aantal personen ten laste, hun sociaal statuut en gegevens over eventuele handicap van die personen;
- 6° inkomen van de partner, sociaal statuut van de partner en gegevens over eventuele handicap van de partner;
- 7° identificatie van de aanbieder;
- 8° werkovereenkomst;
- 9° datum van indiensttreding;
- 10° arbeidsattesten;
- 11° toepasselijke arbeidstijdregeling;
- 12° toepasselijke functie overeenkomstig de bijlage van dit besluit en overeenkomstig het besluit van de Regering van 22 juni 2001 tot vaststelling van de berekeningsgrondslagen voor de subsidiëring van de personeelskosten in de sectoren "sociale aangelegenheden" en "gezondheid";
- 13° brutojaarloon;
- 14° voortbewegingsmiddel dat gebruikt wordt om het traject tussen woonplaats en werkplek af te leggen;
- 15° behaalde diploma's, certificaten of andere kwalificaties;
- 16° het aantal werkelijk per maand gepresteerde en betaalde werkdagen of werkuren en de gewettigde afwezigheden;
- 17° aard en bedrag van de loonsubsidies van de overheid en externe financieringen vermeld in artikel 9.3;
- 18° ziekenfonds waarbij het personeelslid aangesloten is;
- 19° gegevens over het arbeidsgeneeskundig onderzoek;
- 20° gegevens in geval van een arbeidsongeval;
- 21° benaming van de bank en bankrekeningnummer.

De aanbieders bezorgen de gegevens vermeld in het eerste lid op aanvraag aan de Dienst voor zelfbeschikkend leven.

§ 2 - Onverminderd andere wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen die eventueel in een langere bewaartermijn voorzien, worden de gegevens vermeld in paragraaf 1 tot hoogstens tien jaar na het overlijden van het betrokken personeelslid bewaard.

Art 9.5 - Voor de toepassing van dit hoofdstuk bepaalt de overeenkomst die tussen de Dienst voor zelfbeschikkend leven en de aanbieders vermeld in artikel 9.1 wordt gesloten, naast de elementen en voorwaarden vermeld in de artikelen 6 en 7, het volgende:

1° welke loonkosten in het kader van artikel 9.2 als goedgekeurde personeelssubsidie kunnen worden gedefinieerd;

2° welke loonkosten ten laste van de aanbieder blijven."

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Art. 6. De minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 27 juni 2019.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Viceminister-President,
De Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,
A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203840]

6 MAI 2019. — Décret relatif à la délinquance environnementale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification du Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Article 1^{er}. Dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, la Partie VIII comportant les articles D.138 à D.171, modifiée pour la dernière fois par le décret du 31 janvier 2019, est remplacée par ce qui suit :

« Partie VIII. — Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article D.138. La présente partie comporte les dispositions de surveillance, de contrainte et de sanctions nécessaires à l'application des lois et décrets suivants, ainsi que de leurs arrêtés d'exécution :

1° la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

2° la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

3° la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

4° la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

5° le Code de l'Environnement, en ce compris le Livre I^{er}, le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le Livre III du Code de l'Environnement contenant le Code de la gestion des ressources du sous-sol, le Livre VII du Code de l'Environnement contenant le Code déchets-ressources et le Livre IX du Code de l'Environnement contenant le Code du permis d'environnement;

6° le Code forestier;

7° le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

8° le Code wallon de l'Agriculture;

9° le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

10° le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

11° le Code wallon du Bien-être animal;

12° le décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules;

13° le décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur.

La présente partie comporte également les dispositions de surveillance, de contrainte et de sanctions nécessaires à l'application des règlements et décisions européens visés par ou en vertu du chapitre II, du titre V, de la présente partie, ainsi que par l'article 63 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. D.139. Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal sont applicables aux dispositions visées à l'article D.138 et aux dispositions réglementaires prises en vertu de celles-ci.

Art. D.140. Sans préjudice des articles 5 et 7bis du Code pénal, l'État fédéral, les Régions, les Communautés, les provinces, les zones de secours, les communes, les zones pluricommunales et les centres publics d'action sociale peuvent être tenus pour responsable, à l'issue de la procédure de sanction administrative, de l'infraction constatée. Dans ce cas, seule une mesure de restitution peut être prononcée, à l'exclusion de toute autre sanction.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. D.141. Pour l'application de la présente partie, l'on entend par :

1° l'Administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° l'agent constatateur : l'agent statutaire ou contractuel désigné en vertu des articles D.146, D.149 et D.152 pour contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138, rechercher et constater les infractions en vertu de la présente partie;

3° un avertissement : une information communiquée oralement ou par écrit à un contrevenant lui précisant que son comportement constitue une infraction, le cas échéant assortie d'une injonction de régularisation dans un délai déterminé;

4° le Code de l'Eau : le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

5° un expert : un tiers offrant des garanties d'indépendance et de compétence auxquels les agents constatateurs peuvent faire appel dans le cadre de leurs missions en vertu de l'article D.148;

6° le fonctionnaire sanctionnateur : l'agent statutaire ou contractuel désigné en vertu des articles D.156 à D.158 pour poursuivre et sanctionner, de manière administrative, les infractions constatées en vertu de la présente partie;

7° une infraction : tout crime, délit et contravention définis par les dispositions visées à l'article D.138;

8° une " infraction déclassée " : toute infraction reprise dans une liste prise par le Gouvernement en vertu de l'article D.192 qui ne peut faire l'objet que d'une sanction administrative exclusive;

9° des mesures de restitution : ensemble de mesures, en ce compris la remise en état, prononcées par le juge en vertu de l'article D.185 ou ordonnées par le fonctionnaire sanctionnateur en vertu de l'article D.201, consistant à rétablir la situation antérieure à l'infraction, à compenser les dommages occasionnés ou à atténuer ces conséquences;

10° le plan d'intervention : l'ensemble des mesures de sécurité permettant, à titre conservatoire, de maîtriser la menace ou les effets d'une pollution jusqu'à ce que les sources de danger ou de pollution en aient été retirées, en ce compris par une évaluation des risques sanitaires;

11° la récidive : la situation dans laquelle une personne, précédemment condamnée pénalement ou sanctionnée administrativement pour une infraction à l'une des législations reprises à l'article D.138, commet, dans un délai de cinq ans à compter de la condamnation pénale ou administrative coulée en force de chose jugée, une nouvelle infraction à la même législation;

12° une remise en état : toute action ou combinaison d'actions visant soit, le cas échéant conjointement :

- la réintégration des lieux dans l'environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel ou en vue du retour à la situation existante avant la réalisation de l'infraction ou à un état correspondant aux objectifs de la règle transgressée;

- la restauration, la réhabilitation ou le remplacement de ressources naturelles endommagées, le cas échéant par le biais d'une alternative équivalente à ces ressources;

- la restauration dans un état tel que la situation ne présente plus aucun danger, ni ne constitue plus aucune nuisance pour l'environnement ou la santé humaine;

13° le responsable de l'animal : la personne, propriétaire ou détentrice d'un animal, qui exerce habituellement sur lui une gestion ou une surveillance directe;

14° la SPAQuE : la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 22, § 2, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux Sociétés régionales d'investissement.

En application de l'alinéa 1^{er}, 12°, la remise en état est :

1° pour les infractions prévues par le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, celle qui découle des obligations visées à l'article 19 du même décret;

2° pour les infractions prévues par le Code wallon du Bien-être animal qui peuvent faire l'objet d'une régularisation, l'ensemble des opérations envisagées en vue de mettre la situation visée par les faits infractionnels en situation de conformité par rapport aux dispositions du même Code et de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE III. — Objectifs et coordination de la politique répressive environnementale

Art. D.142. § 1^{er}. La présente partie du Code vise à régler de manière uniforme la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions aux dispositions visées à l'article D.138, dans un objectif de cohérence, de clarté et d'efficacité, et afin de lutter contre le sentiment d'impunité.

§ 2. Au plus tard douze mois après sa prestation de serment, le Gouvernement adopte la stratégie wallonne de politique répressive environnementale. Avant son adoption, le Gouvernement transmet le projet de stratégie au Parlement pour présentation et débat.

La stratégie wallonne de politique répressive environnementale est élaborée en tenant compte des principes directeurs suivants :

1° le principe d'efficacité selon lequel les services de l'Administration sont utilisés le plus efficacement possible, en veillant à ce que chaque agent constatateur apporte la plus grande contribution possible à la recherche, à la constatation, à la poursuite, à la répression et aux mesures de réparation des infractions;

2° le principe d'indépendance selon lequel les agents constatateurs et les fonctionnaires sanctionneurs exercent les missions dévolues par la présente partie en l'absence d'injonctions extérieures, et ce, en conformité avec les priorités d'action définies.

Le principe visé à l'alinéa 2, 2°, est sans préjudice des dispositions applicables en vertu du Code d'instruction criminelle.

La stratégie wallonne de la politique répressive environnementale comprend au moins les éléments suivants :

1° les priorités d'action dans le cadre de la politique répressive environnementale et l'identification des objectifs à atteindre tant en matière de contrôle et de recherche des infractions que de répression et de mesures de réparation;

2° la coordination proposée entre tous les acteurs publics concernés, en ce compris la répartition des missions dévolues aux différents services de l'Administration assurant des missions de contrôle, de recherche et de constatation des infractions;

3° les actions à mener pour rendre effective et visible la réparation des infractions constatées;

4° l'organisation des services de l'Administration afin d'assurer des missions effectives de contrôle, de recherche et de constatation des infractions sur le terrain, en ce compris l'évolution des recrutements;

5° le contenu des formations, à la fois de base et en suivi continu qui sont dispensées aux acteurs publics concernés.

En application de l'alinéa 4, 1°, les priorités d'action et les objectifs à atteindre sont déclinés pour chaque service de l'Administration assurant des missions de contrôle, de recherche et de constatation des infractions, en ce compris l'Unité spécialisée d'investigation visée à l'article D.155 et sont traduits en objectifs opérationnels ou repris dans le contrat d'administration.

Préalablement à son adoption définitive par le Gouvernement, le projet de stratégie wallonne de politique répressive environnementale est soumis pour avis à remettre dans un délai d'un mois au moins :

1° au Pôle Environnement;

2° aux parquets des différents ressorts des Cours d'appel et arrondissements judiciaires;

3° aux pouvoirs locaux;

4° à l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

5° aux représentants de la police fédérale et locale.

§ 3. Le Gouvernement adopte des indicateurs en tenant compte des principes visés au paragraphe 2, alinéa 2, permettant de contribuer à l'évaluation et au suivi de la stratégie wallonne de la politique répressive environnementale.

L'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie est réalisée tous les deux ans. L'évaluation est transmise au Parlement dans le mois de son adoption pour présentation et débat.

Art. D.143. § 1^{er}. Pour assurer la mise en œuvre coordonnée de la politique répressive environnementale visée à l'article D.142, l'Administration se réunit, au moins deux fois par an, avec :

1° les parquets des différents ressorts des Cours d'appel et arrondissements judiciaires;

2° les représentants des pouvoirs locaux;

3° la police fédérale et la police locale;

4° les représentants de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

5° les personnes désignées par le Gouvernement.

Les représentants des cours et tribunaux sont informés de la tenue de la réunion visée à l'alinéa 1^{er}, et invités à titre d'observateurs.

§ 2. Le Gouvernement conclut, avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie, un protocole de collaboration visant à coordonner la politique répressive visée à l'article D.142. Ce protocole porte sur la collaboration accrue entre la Région wallonne et les communes, sur la répartition des missions entre les différents acteurs concernés et sur les modalités pratiques de cette collaboration.

Ce protocole est actualisé suivant la même périodicité que la stratégie wallonne de politique répressive environnementale.

§ 3. Le Gouvernement conclut, avec les Procureurs du Roi, chaque partie pour ce qui la concerne, un protocole de collaboration visant à coordonner la politique répressive visée à l'article D.142. Ce protocole porte sur les modalités pratiques de cette collaboration entre la Région et les Procureurs du Roi compétents. Ce protocole assure l'indépendance du ministère public dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, et ne fait pas obstacle aux directives arrêtées en matière de politique criminelle.

Ce protocole est actualisé suivant la même périodicité que la stratégie wallonne de politique répressive environnementale.

§ 4. Lorsqu'un agent constatateur prend connaissance d'une infraction aux dispositions visées à l'article D.138 qu'il ne lui revient pas de constater en vertu de ses missions, de ses priorités d'action ou d'un protocole visé au paragraphe 2, il en informe sans délai les agents constatateurs compétents pour constater ladite infraction. Le Gouvernement détermine les modalités de transmission des informations pertinentes.

Art. D.144. § 1^{er}. L'Administration établit et gère un fichier central de la délinquance environnementale, ci-après dénommé le « fichier central ». Ce fichier central a pour finalité de permettre aux personnes dûment habilitées en vertu du paragraphe 2 à mutualiser leurs connaissances relatives à des situations infractionnelles dans l'optique d'assurer une meilleure coordination et effectivité de la politique répressive environnementale.

Le fichier central est institué sous la forme d'une plateforme électronique dont l'accès est strictement réservé aux personnes visées au paragraphe 2. Ce fichier central recense, pour chaque contrevenant identifié suite à la constatation de faits infractionnels visés par la présente partie, les différents actes, décisions ou documents émis dans le cadre de la répression des infractions environnementales.

Ce fichier central comprend :

- 1° les procès-verbaux et avertissements écrits dressés en vertu de la présente partie;
- 2° les mesures de contraintes prises à l'égard des contrevenants;
- 3° les mesures de remise en état demandées par les agents constatateurs ou par le Bourgmestre;
- 4° les propositions de perception immédiate formulée par les agents constatateurs;
- 5° les situations infractionnelles régularisées suite à un avertissement ou à une mesure de contrainte prononcée;
- 6° la décision du Ministère public visée à l'article D.166;
- 7° les propositions de transactions faites aux contrevenants par les Procureurs du Roi;
- 8° les jugements et arrêts rendus par les cours et tribunaux ayant autorité de chose jugée, en ce compris les peines infligées, les mesures accessoires et les mesures de restitution prononcées;
- 9° les propositions de transactions faites aux contrevenants par les Fonctionnaires sanctionneurs;
- 10° les décisions des Fonctionnaires sanctionneurs ayant autorité de chose jugée, en ce compris les sanctions administratives infligées, les mesures accessoires et les mesures de restitution prononcées;
- 11° l'exécution des décisions rendues soit par les cours et tribunaux, soit par un fonctionnaire sanctionneur.

Par dérogation à l'alinéa 3, 1°, les procès-verbaux finalement considérés comme étant erronés sont retirés du fichier central.

La mention des infractions, ainsi que les points y relatifs, sont effacés automatiquement dix ans à compter du classement sans suite ou de l'exécution des décisions rendues soit par les cours et tribunaux, soit par un fonctionnaire sanctionneur. Ce délai de dix ans commence à compter du lendemain du jour où la décision visée n'est plus susceptible de recours.

§ 2. Les données du fichier central ne sont pas accessibles au public et peuvent être utilisées uniquement par les agents constatateurs ayant la qualité d'officier de police judiciaire, par les bourgmestres, par les fonctionnaires de police, par les fonctionnaires sanctionneurs ainsi que par les magistrats du ministère public.

Les personnes qui reçoivent communication des données à caractère personnel dans le cadre des dispositions du présent chapitre prennent les mesures qui permettent de garantir le caractère confidentiel de ces données ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu de la présente partie ou pour l'application de leurs obligations légales.

§ 3. Lorsqu'un contrevenant est, pour la première fois, enregistré dans le fichier, il en est informé sans délai par le responsable du traitement.

Cette information mentionne :

- 1° les coordonnées d'une personne de contact;
- 2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données;
- 3° la finalité en vue de laquelle les données recueillies sont utilisées;
- 4° les données à caractère personnel qui concernent le contrevenant;
- 5° l'adresse de l'Autorité de protection des données;
- 6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits;
- 7° le délai endéans lequel les données seront effacées du fichier central.

§ 4. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui accède aux données du fichier ou en fait usage, à l'exception des personnes autorisées conformément au paragraphe 2.

Art. D.145. § 1^{er}. L'Administration constitue le responsable du traitement des données reprises dans le fichier central. A ce titre, l'Administration gère le fichier central et collecte les données utiles à l'établissement du fichier central auprès de sources de référence qui en disposent dans le cadre de leurs activités.

Les sources de référence visées à l'alinéa 1^{er} sont respectivement :

- 1° les agents constatateurs pour les contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 11°;
- 2° les bourgmestres pour les contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, 3°, 5° et 11°;
- 3° les procureurs du Roi pour les contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 6°, 7° et 8°;
- 4° les fonctionnaires sanctionneurs pour les contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 9°, 10° et 11°.

Chaque source de référence transmet à l'Administration les données qu'elle détient suivant les modalités techniques reprises dans un protocole signé entre l'Administration et la source de référence.

§ 2. Le Gouvernement établit le contenu minimal du protocole visé au paragraphe 1^{er} et précise les modalités suivant lesquelles les sources de référence fournissent à l'Administration les données.

Le protocole contient au minimum les modalités relatives à :

- 1° la fourniture, actualisée selon la périodicité convenue, des contenus visés à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3;
- 2° les dispositions à respecter, notamment en terme de confidentialité et de respect du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;
- 3° les modalités et procédures de rectification des données;
- 4° l'engagement par la source de référence de fournir, à l'Administration, les données suivant les procédures et standards techniques et informatiques.

Le protocole contient les éléments garantissant, pour les données transmises, la compatibilité avec les systèmes développés par l'Administration et les formats et contingences techniques y associés.

Le protocole est établi et signé conjointement par la source de référence et l'Administration.

TITRE II. — *Différents intervenants dans le cadre de la délinquance environnementale*

CHAPITRE I^{er}. — *Agents constatateurs*

Section 1. — *Agents constatateurs régionaux*

Art. D.146. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux fonctionnaires de police, le Gouvernement désigne les agents constatateurs régionaux chargés de contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138 et les dispositions prises en vertu de celles-ci, et de rechercher et constater les infractions à ces dispositions.

Le Gouvernement organise la formation des agents constatateurs visés à l'alinéa 1^{er}. Cette formation contient une formation de base d'un minimum de cinquante heures et dont le contenu est au moins suivant :

- 1° les principes généraux du droit pénal;
- 2° l'organisation judiciaire;
- 3° la constatation des infractions et la rédaction de procès-verbaux;
- 4° les bases de la législation environnementale, en ce compris la présente partie du Code;
- 5° les bases de la législation en matière de bien-être animal;
- 6° les bases de la législation en matière agricole;
- 7° la gestion de conflits.

Le Gouvernement peut compléter le programme minimal visé à l'alinéa 2, en y insérant des cours supplémentaires.

Outre la formation de base visée à l'alinéa 2, le Gouvernement met en œuvre, selon les modalités qu'il fixe, un support électronique de formation à distance permettant l'approfondissement et l'actualisation des connaissances des législations reprises à l'article D.138. Il en assure l'hébergement, la diffusion en ce compris l'accès en ligne et l'actualisation, au bénéfice de tous les agents constatateurs et des fonctionnaires sanctionneurs.

Le Gouvernement arrête les modalités suivant lesquelles ces formations sont dispensées.

A leur demande, les Procureurs du Roi compétents ainsi que les représentants des cours et tribunaux peuvent être invités à participer aux formations visées au présent paragraphe.

§ 2. Les compétences de police judiciaire peuvent être exercées uniquement par des agents constatateurs ayant prêté serment. Les agents constatateurs régionaux prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative.

Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance de Wallonie, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

En cas de changement de résidence, les agents constatateurs régionaux ne prêtent pas un nouveau serment.

§ 3. Le Gouvernement peut, en outre, désigner parmi les agents constatateurs régionaux ceux ayant la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi pour contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138. Sont désignés officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi, uniquement les agents constatateurs régionaux, qui en fonction de leurs attributions spécifiques, sont amenés à poser des actes nécessitant cette qualité.

Les officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi, visés à l'alinéa 1^{er}, prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative.

Le greffier en chef communique à ses collègues de tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels l'officier doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

§ 4. Les agents constatateurs visés aux paragraphes 1^{er} à 3 collaborent à l'alimentation du fichier central visé à l'article D.144.

§ 5. Les agents constatateurs régionaux exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Le Gouvernement fixe les conditions permettant d'assurer l'indépendance et l'impartialité des agents constatateurs régionaux.

§ 6. Le Gouvernement détermine l'autorité compétente pour désigner les agents chargés du contrôle du respect des dispositions visées au titre V de la Partie II du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, et aux dispositions prises en vertu de celui-ci, et de constater les infractions. Ces agents remplissent les conditions déterminées par le Gouvernement.

Art. D.147. L'Administration dispose d'un service de garde et d'intervention urgente qui fonctionne 24 heures sur 24, et tous les jours de l'année.

Art. D.148. § 1^{er}. Les agents constatateurs peuvent confier tout examen précis et tout contrôle précis à des experts, après accord du Gouvernement sur les missions confiées.

Les experts agissent suivant les instructions des agents constatateurs. Ils effectuent leurs missions de contrôle de façon loyale et correcte, dans le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que des circulaires ou des instructions y afférentes. À cette fin, ils prêtent, préalablement à l'exercice de leurs missions, serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative.

Les informations et constatations recueillies par l'expert, dans le cadre de ses missions, peuvent, à tout moment et le cas échéant sans constatation complémentaire, être utilisées par les agents constatateurs notamment aux fins de dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Les missions confiées en vertu de l'alinéa 1^{er} ne peuvent être en lien avec le chapitre 8 du Code wallon du Bien-être animal.

§ 2. Le Gouvernement :

- 1° arrête la liste des examens et contrôles qui peuvent être confiés aux experts, ainsi que les infractions pour lesquelles ces experts sont compétents;
- 2° fixe les conditions et la procédure de délégation des missions aux experts visées au paragraphe 1^{er} ;
- 3° détermine la compétence requise des experts, leurs droits et devoirs ainsi que le mode de rétribution de leurs services.

Pour l'exercice des missions de ces experts, le Gouvernement adopte une carte de légitimation. Il détermine les modalités d'utilisation de cette carte.

§ 3. Le Gouvernement détermine les sanctions qui peuvent être infligées en cas de non-respect des devoirs et des dispositions légales et réglementaires à l'exécution desquelles les experts collaborent.

§ 4. Cet article n'est pas applicable aux experts techniques auxquels les agents constatateurs et les fonctionnaires sanctionneurs auraient à recourir dans le cadre de leurs missions prévues aux articles D.162, alinéa 1^{er}, 7^o, et D.194, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o.

Section 2. — Agents constatateurs communaux

Art. D.149. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences dévolues au bourgmestre et à la police locale, le conseil communal peut désigner des agents constatateurs communaux ou d'associations de projet dans le cadre de missions à caractère régional conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et qui sont chargés de contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138 et les dispositions prises en vertu de celles-ci, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 6^o, et de rechercher et constater les infractions.

Ces agents constatateurs remplissent les conditions suivantes :

1^o n'avoir subi aucune condamnation pénale du chef d'un crime, d'un délit ou d'une infraction de première ou deuxième catégorie au sens de la présente partie;

2^o disposer au moins, soit :

a) d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

b) d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur et d'une expérience utile pour l'exercice de la fonction de cinq ans au service d'une commune ou d'une intercommunale;

3^o avoir suivi avec succès une formation dont le contenu est déterminé, pour chaque type d'agent constatateur, par le Gouvernement.

Les compétences de police judiciaire peuvent être exercées uniquement par des agents constatateurs communaux ayant prêté serment. Les agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative.

§ 2. Les agents constatateurs communaux sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées à l'article D.138, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 6^o, et de la constatation des infractions relatives à ces dispositions. Ils sont habilités à mener ces missions sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Outre les compétences visées à l'alinéa 1^{er}, les agents constatateurs communaux peuvent être chargés de la constatation des infractions visées à l'article D.197, § 3, sur le territoire des communes qui font partie de la même zone de police, pour autant qu'une convention ait été conclue à cette fin entre les communes concernées.

§ 3. Les agents constatateurs communaux exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Le Gouvernement fixe les conditions permettant d'assurer l'indépendance et l'impartialité des agents constatateurs communaux.

Art. D.150. La commune ou l'association de projet qui désigne un agent constatateur communal conformément aux dispositions de la présente section transmet à l'Administration une preuve de cette désignation. Le cas échéant, elle informe également l'Administration de la fin de fonction de l'agent.

Les agents constatateurs visés à l'article D.149 collaborent à l'alimentation du fichier central visé à l'article D.144.

Art. D.151. Le Gouvernement octroie une subvention lorsqu'une commune ou une association de projet en fait la demande pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un agent, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Le Gouvernement détermine le mode de calcul et la fixation du montant maximum de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}. Il peut déterminer un montant minimal et un montant maximal par bénéficiaire.

Pour les agents dont la demande vise à maintenir leur engagement, le mode de calcul déterminé en vertu de l'alinéa 2 tient compte de l'effectivité des missions menées par l'agent selon les critères déterminés par le Gouvernement.

Section 3. — Agents constatateurs des organismes d'intérêt public

Art. D.152. Lorsque la protection de l'environnement ou du bien-être animal est compatible avec son objet social, un organisme d'intérêt public ou une intercommunale peut proposer au Gouvernement de désigner un ou plusieurs agents constatateurs pour contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138 et les dispositions prises en vertu de celles-ci, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 6^o, et de rechercher et constater les infractions à ces dispositions. Le Gouvernement fixe les modalités de la transmission de cette proposition, ainsi que la procédure de désignation. Dans sa décision de désignation, le Gouvernement détermine :

1^o l'étendue des compétences de l'agent constatateur désigné au regard des dispositions visées à l'article D.138 en tenant compte de l'objet social de l'organisme ou de l'intercommunale;

2^o le territoire sur lequel l'agent constatateur est compétent en tenant compte de l'étendue des missions de l'organisme ou de l'intercommunale;

3^o les conditions que l'agent constatateur désigné doit respecter dans le cadre de l'exercice de ses missions, notamment afin de prévenir les conflits d'intérêt.

Ces agents constatateurs remplissent les conditions suivantes :

1^o n'avoir subi aucune condamnation pénale du chef d'un crime, d'un délit ou d'une infraction de première ou deuxième catégorie au sens de la présente partie;

2^o disposer au moins, soit :

a) d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

b) d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur et d'une expérience utile pour l'exercice de la fonction de cinq ans au service d'une commune ou d'une intercommunale;

3^o avoir suivi avec succès une formation dont le contenu est déterminé, pour chaque type d'agent, par le Gouvernement.

Ces agents constatateurs exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Le Gouvernement fixe les conditions permettant d'assurer l'indépendance et l'impartialité de ces agents constatateurs.

Art. D.153. L'organisme d'intérêt public ou l'intercommunale qui désigne un agent constatateur conformément aux dispositions de la présente section transmet à l'Administration une preuve de cette désignation. Le cas échéant, elle informe également l'Administration de la fin de fonction de l'agent.

Les agents constatateurs visés à l'article D.152 collaborent à l'alimentation du fichier central visé à l'article D.144.

Art. D.154. Le Gouvernement peut octroyer une subvention lorsqu'un organisme d'intérêt public ou une intercommunale en fait la demande pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un agent, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

CHAPITRE II. — *Lutte contre la criminalité environnementale*

Art. D.155. § 1^{er}. Le Gouvernement met en œuvre au sein de ses services une Unité spécialisée d'investigation pour la répression de la criminalité environnementale, ci-après dénommée l'Unité spécialisée d'investigation ».

Cette Unité spécialisée d'investigation a pour mission de mener des enquêtes approfondies, de manière proactive ou à la demande d'autres services, visant à rechercher, constater et permettre la mise en œuvre de poursuites à l'encontre des auteurs d'infractions graves liées à l'environnement. Dans ce cadre, elle recourt à des techniques policières et oriente principalement ces actions vers :

1° les secteurs d'activités ou les exploitants hermétiques au respect du droit de l'environnement;

2° les filières criminelles organisées actives dans les domaines visés à l'article D.138.

Lorsque les circonstances le requièrent, l'Unité spécialisée d'investigation intervient en appui des autres agents constatateurs régionaux visés à l'article D.146.

§ 2. Cette Unité spécialisée d'investigation est composée d'agents constatateurs régionaux disposant de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi désigné en vertu de l'article D.146, § 3.

L'Unité est dirigée par un agent identifié comme expert-police, dont les missions sont :

1° d'assurer la coordination opérationnelle des missions et actions de l'Unité spécialisée d'investigation;

2° d'assurer la coordination des relations entre l'Unité spécialisée d'investigation et les autres services compétents ou concernés par la répression des infractions environnementales;

3° de veiller à l'uniformisation des interprétations des dispositions reprises à l'article D.138;

4° d'améliorer les procédures d'investigation.

§ 3. Outre les formations prévues à l'article D.146, le Gouvernement assure la formation spécifique des agents visés au paragraphe 2 en lien avec leurs missions. Le Gouvernement en détermine le contenu et arrête les modalités suivant lesquelles ces formations sont dispensées.

CHAPITRE III. — *Fonctionnaires sanctionneurs*

Section 1. — *Fonctionnaires sanctionneurs régionaux*

Art. D.156. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires sanctionneurs régionaux habilités à infliger les sanctions administratives.

Les agents constatateurs ne peuvent être désignés comme fonctionnaires sanctionneurs.

Le Gouvernement détermine les conditions de qualification auxquelles le fonctionnaire sanctionneur régional satisfait et fixe son statut pécuniaire.

Les fonctionnaires sanctionneurs régionaux participent aux formations visées à l'article D.146, § 1^{er}. Le Gouvernement peut compléter ces formations de contenus spécifiques aux fonctionnaires sanctionneurs.

§ 2. Les fonctionnaires sanctionneurs exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Section 2. — *Fonctionnaires sanctionneurs communaux*

Art. D.157. § 1^{er}. Lorsqu'il incrimine dans ses règlements des faits constitutifs d'infractions, le conseil communal désigne en qualité de fonctionnaire sanctionneur communal soit :

1° le directeur général de l'administration communale;

2° un fonctionnaire d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis ou disposant d'une expérience professionnelle équivalente.

Ce fonctionnaire n'est ni un agent constatateur, ni le directeur financier.

Le conseil communal peut désigner comme fonctionnaire sanctionneur communal un fonctionnaire provincial proposé par le conseil provincial. Ce fonctionnaire dispose d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis ou disposant d'une expérience professionnelle équivalente.

La décision du conseil communal portant sur la désignation d'un fonctionnaire sanctionneur communal est transmise pour information à l'Administration. Le cas échéant, le conseil communal informe également l'Administration de la fin de fonction du fonctionnaire sanctionneur.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, la province reçoit de la commune concernée une indemnité pour les prestations du fonctionnaire provincial agissant en qualité de fonctionnaire chargé d'infliger les sanctions administratives. Un accord préalable concernant le montant de cette indemnité et la manière de payer est conclu entre le conseil communal et le conseil provincial.

Plusieurs communes peuvent décider ensemble de désigner un agent statutaire ou contractuel pour exercer les missions de fonctionnaire sanctionneur communal. Elles peuvent décider entre elles de la répartition des différents coûts y afférents.

§ 2. L'agent désigné en qualité de fonctionnaire sanctionneur communal en vertu du paragraphe 1^{er} suit une formation dont le contenu est déterminé par le Gouvernement.

§ 3. Les fonctionnaires sanctionneurs communaux exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Le Gouvernement fixe les conditions permettant d'assurer l'indépendance et l'impartialité des fonctionnaires sanctionneurs communaux.

Art. D.158. Lorsqu'un organisme d'intérêt public ou une intercommunale dispose d'agents constatateurs désignés conformément à l'article D.152, la compétence d'engager les poursuites administratives pour les infractions constatées par ces agents constatateurs relève de la compétence des fonctionnaires sanctionneurs désignés en vertu de l'article D.156.

TITRE III. — Contrôles, recherche des infractions et mesures de contrainte

CHAPITRE I^{er}. — Contrôle

Art. D.159. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux fonctionnaires de police, le contrôle du respect des dispositions visées à l'article D.138, et la constatation des infractions sont assurés par les agents visés aux articles D.146 à D.154.

Les agents constatateurs peuvent requérir la force publique dans l'exercice de leur mission.

§ 2. Pour l'exercice des missions des agents constatateurs visés aux articles D.146 à D.154, le Gouvernement adopte une carte de légitimation. Il détermine les modalités d'utilisation de cette carte. Le Gouvernement peut fixer un uniforme le cas échéant spécifique à la qualité des agents constatateurs.

CHAPITRE II. — Moyens d'investigation

Art. D.160. Le Gouvernement peut arrêter des dispositions relatives aux modalités de l'inspection pour toutes ou certaines catégories d'installations et activités visées par les législations reprises à l'article D.138.

Art. D.161. Sans préjudice de l'article 94 du Code forestier, dans l'exercice de leurs missions et sans préjudice de leurs tâches d'inspection établies par ailleurs, les agents constatateurs peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ces agents peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction ou pour autant qu'il ait le consentement exprès et préalable de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés.

Art. D.162. Les agents constatateurs peuvent, dans l'accomplissement de leur mission :

1° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions visées à l'article D.138, sont respectées et, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

c) contrôler l'identité de toute personne;

2° prélever des échantillons selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

3° faire procéder à des analyses selon les règles déterminées conformément à l'article D.163;

4° arrêter tout véhicule, en ce compris ceux utilisés pour le transport, et contrôler leur chargement;

5° prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'Administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a) interdire de déplacer des objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b) arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

6° en présence de l'intéressé ou celui-ci dûment appelé, tester ou faire tester par les personnes, les laboratoires ou organismes publics et privés agréés les appareils et dispositifs susceptibles d'être en contravention avec les dispositions citées à l'article D.138;

7° se faire accompagner d'experts techniques;

8° procéder à des mesures de police administrative permettant de retirer de la circulation des objets pouvant être source d'une infraction au sens de la présente partie, en ce compris par le biais d'une saisie administrative;

9° sans préjudice de l'article D.161, suivre les objets jusque dans les lieux où ils auront été transportés, et les placer sous séquestre;

10° faire amener à la rive les embarcations aux fins de contrôler leur contenu;

11° procéder à des constatations à l'aide de moyens audiovisuels;

12° procéder à des prises de mesure par le biais d'un sonomètre;

13° consulter et prendre une copie des données administratives nécessaires, tels les documents légalement prescrits qui doivent être en possession du conducteur d'un véhicule et plus largement tous les documents utiles à l'identification du véhicule, du conducteur ou de la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé.

En cas de prélèvement en vue d'analyse en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le contrevenant est immédiatement informé de la possibilité d'effectuer, à ses frais, une contre-analyse. S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal conformément à l'article D.165.

En application de l'alinéa 1^{er}, 8°, le Gouvernement arrête les modalités de saisie administrative, d'information du contrevenant et de désignation de la destination des objets saisis, ainsi que les modalités de prise en charge des frais de saisies. Dans le cas d'une infraction prévue à l'article D.397, § 1^{er}, du Code wallon de l'agriculture, la saisie administrative porte sur les objets, échantillons, aliments, ou documents constitutifs de l'infraction.

Art. D.163. Le Gouvernement arrête les règles d'agrément des laboratoires chargés des analyses officielles.

Le Gouvernement peut fixer des modèles de protocole d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires, ainsi que les règles de financement du coût des analyses et des prélèvements.

Si les conditions générales, sectorielles, particulières ou intégrales prescrivent des règles en ce qui concerne les méthodes d'analyse et d'échantillonnage ou si le Gouvernement en a imposé indépendamment, les prélèvements d'échantillons, les analyses et contre-analyses sont conformes à ces règles.

CHAPITRE III. — *Avertissement et constatation d'infractions*

Art. D.164. § 1^{er}. En cas d'infraction, les agents constatateurs peuvent adresser un avertissement à l'auteur présumé de l'infraction ou au propriétaire du bien sur lequel elle a été commise ou d'où provient le fait constitutif de l'infraction. Lorsqu'une mise en conformité est possible, l'avertissement fixe le délai de régularisation.

L'avertissement n'emporte pas la constatation de l'infraction au sens de l'article D.165.

Lorsqu'il est donné verbalement, l'agent constatateur confirme l'avertissement par écrit dans les quinze jours.

L'avertissement comprend un rappel de la législation à laquelle se rapporte le comportement constaté et le fait qui constitue une infraction.

§ 2. Les agents constatateurs se tiennent mutuellement informés sans délai des avertissements dont ils sont auteurs et établissent, lorsqu'un délai a été fixé, un rapport à l'issue du délai de régularisation.

Art. D.165. § 1^{er}. Lorsqu'un avertissement n'est pas envisagé ou lorsque, à l'expiration du délai de régularisation fixé dans l'avertissement, il apparaît que la situation infractionnelle n'a pas été régularisée, les agents constatateurs constatent les infractions par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter un modèle type de procès-verbal devant être utilisé par les agents constatateurs, ainsi que son contenu minimal.

Les procès-verbaux peuvent, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, être dressés sous forme électronique avec signature électronique ou au moyen d'un appareil sécurisé, permettant le recours à une signature manuscrite conservée sous forme numérique.

§ 3. Le procès-verbal mentionne la disposition de la législation visée servant de base à l'incrimination, ainsi que les éventuelles réglemmentations qui la précise.

Dans le cas d'infraction constatée par un agent désigné en vertu de l'article D.149, ou par un fonctionnaire de la police locale, le procès-verbal mentionne, le cas échéant, la disposition du règlement communal servant de base à l'incrimination.

Art. D.166. § 1^{er}. L'agent constatateur qui a constaté une infraction conformément à l'article D.165, envoie au contrevenant, par recommandé, une copie du procès-verbal. Cet envoi est opéré :

1° lorsque le procès-verbal n'est pas consécutif à l'expiration du délai de régularisation fixé dans l'avertissement, dans les trente jours de la clôture du procès-verbal;

2° lorsque le procès-verbal est dressé à l'expiration du délai de régularisation fixé dans l'avertissement en vertu de l'article D.164, § 1^{er}, dans les trente jours de l'expiration de ce délai de régularisation.

Au-delà du délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'infraction ne peut plus être poursuivie sur la base du constat effectué par l'agent constatateur.

§ 2. Dans le même délai que celui visé au paragraphe 1^{er}, l'original de ce procès-verbal et une preuve d'envoi du recommandé au contrevenant sont transmis au Procureur du Roi territorialement compétent, sauf si l'infraction constatée constitue une infraction déclassée listée en application de l'article D.192.

Le Procureur du Roi est présumé avoir reçu le procès-verbal le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi mentionnée au procès-verbal.

Dans le même délai, l'agent constatateur, en ce compris le fonctionnaire de police, qui a constaté l'infraction transmet copie de ce procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur compétent en vertu de l'article D.197 pour infliger une éventuelle sanction administrative.

§ 3. Pour informer le fonctionnaire sanctionnateur compétent qu'une information ou une instruction a été ouverte ou qu'il estime devoir procéder à un classement sans suite du dossier, le Procureur du Roi dispose, à compter de la présomption de réception du procès-verbal, d'un délai de :

1° quarante jours pour les infractions de quatrième catégorie;

2° quatre-vingt jours pour les infractions de troisième ou de deuxième catégorie.

L'information visée à l'alinéa 1^{er} est réalisée par le biais du formulaire ad hoc déterminé par le Gouvernement.

Aucune sanction administrative ne peut être infligée avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1^{er}, sauf si le Procureur du Roi a fait savoir au préalable qu'il ne réserverait pas de suite aux faits constatés. Passé ce délai, les faits constatés dans le procès-verbal pourront être sanctionnés uniquement de manière administrative.

§ 4. Lorsque le constat d'infraction concerne une infraction déclassée en application de l'article D.192, le procès-verbal et une preuve d'envoi du recommandé au contrevenant sont transmis au fonctionnaire sanctionnateur compétent dans le même délai que celui visé au paragraphe 1^{er}. Dans ce cadre, les faits spécifiés dans le procès-verbal pourront être sanctionnés uniquement de manière administrative.

Dans le même délai, l'agent constatateur, en ce compris le fonctionnaire de police, qui a constaté l'infraction déclassée en application de l'article D.192, transmet copie de ce procès-verbal, pour information, au Procureur du Roi territorialement compétent.

§ 5. Lorsque le constat d'infraction comprend une infraction déclassée en application de l'article D.192, ainsi qu'une autre infraction, les paragraphes 2 et 3 s'appliquent.

Art. D.167. Dans les procès-verbaux dressés ou dans les documents qui l'accompagnent, l'agent constatateur peut, s'il l'estime opportun, suggérer au procureur du Roi de faire application des articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle. Le cas échéant, il précise le montant des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

Art. D.168. En cas d'infraction commise à partir ou au moyen d'un véhicule à moteur, lorsque l'agent constatateur n'a pas pu identifier l'auteur des faits mais bien le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le procès-verbal constatant l'infraction et comportant l'identification du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule fait foi que l'infraction a été commise par la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé auprès de l'autorité responsable de l'immatriculation des véhicules ou de son équivalent étranger. Cette présomption peut être renversée par tout moyen de droit, à l'exception du serment.

En cas de contestation de la présomption par une personne morale, celle-ci communique l'identité du conducteur au moment des faits ou, si elle ne la connaît pas, l'identité de la personne responsable du véhicule.

CHAPITRE IV. — *Mesures de contrainte*

Art. D.169. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction aux dispositions visées à l'article D.138, sans préjudice des actions prévues dans lesdites dispositions, le bourgmestre, sur rapport de l'agent constatateur, peut :

1° ordonner la cessation totale ou partielle d'une exploitation ou d'une activité pour la durée qu'il détermine;

2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'installation pour la durée qu'il détermine;

3° imposer au responsable de l'installation, exploitation ou activité précitée un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état ou de réhabilitation dans un délai déterminé et, le cas échéant, la fourniture au bénéfice de la Région, d'une sûreté suivant l'une des modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement, afin de garantir la remise en état;

4° prendre toute autre mesure utile pour faire cesser un danger pour l'environnement, en ce compris la santé humaine, ou pour le bien-être animal;

5° imposer au responsable de l'animal les mesures nécessaires visant à protéger l'animal ou à assurer son bien-être;

6° informer l'Administration au sens de l'article 2, 18°, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

7° faire pourvoir d'office, à charge du titulaire des obligations désigné en vertu de l'article 26 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, à l'exécution des mesures de suivi prescrites en vertu de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ce même décret.

Les mesures prononcées en vertu de l'alinéa 1^{er}, 3°, peuvent comprendre des mesures d'atténuation et de suppression des nuisances pour la population et pour l'environnement, ou des mesures transitoires à l'accomplissement du plan d'intervention ou à l'introduction d'un plan de remise en état ou de réhabilitation.

Le bourgmestre communique au contrevenant sa décision prise sur la base de l'alinéa 1^{er}, soit par remise contre récépissé, soit par envoi recommandé avec accusé de réception. Le bourgmestre envoie en même temps la copie de cette décision à l'agent constatateur qui a rédigé le rapport.

§ 2. En cas d'inaction du bourgmestre durant trente jours à dater de l'envoi du rapport prévu au paragraphe 1^{er} ou lorsque l'imminence d'un danger est telle que le moindre retard provoque un risque pour l'environnement, en ce compris la santé humaine, ou pour le bien-être animal, les agents constatateurs visés à l'article D.146, disposent des mêmes prérogatives que le bourgmestre.

Il en va de même en cas d'infraction aux articles D. 135 à D. 163 du Code wallon de l'agriculture, qui est susceptible de causer un dommage irréversible, même en absence de risque pour l'environnement, en ce compris la santé humaine.

L'agent constatateur communique au contrevenant sa décision prise sur la base du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, soit par remise contre récépissé, soit par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 3. Les mesures prises conformément au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, sont levées de plein droit dès que l'autorisation administrative nécessaire à l'exploitation ou à l'activité est accordée ou dès que la déclaration ou l'enregistrement nécessaire à l'exploitation ou à l'activité a été reconnu recevable par l'autorité compétente.

§ 4. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan de remise en état ou de réhabilitation dans le délai fixé ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou, à défaut, le Gouvernement ou son délégué peut procéder d'office à la remise en état aux frais du contrevenant.

§ 5. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la SPAQuE l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge du contrevenant.

§ 6. Outre les mesures prévues aux paragraphes 4 et 5, le Gouvernement ou son délégué peut imposer au contrevenant la fourniture au bénéfice de la Région, d'une sûreté suivant l'une des modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement, afin d'en garantir l'exécution.

Le Gouvernement ou son délégué avise par envoi recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

§ 7. Les frais liés aux mesures prises sur la base du présent article sont à la charge de l'auteur présumé de l'infraction visé aux paragraphes 1^{er} et 2.

Si les frais visés à l'alinéa 1^{er} sont avancés par la Région wallonne, ils sont réclamés à l'auteur présumé de l'infraction.

Art. D.170. § 1^{er}. Lorsqu'une infraction est ou a été précédemment constatée et que cette infraction concerne un ou plusieurs animaux vivants, la saisie administrative des animaux peut être décidée par un agent constatateur ou par le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se trouve généralement les animaux. Sauf si la mise à mort s'avère immédiatement nécessaire, l'agent constatateur ou le bourgmestre font alors héberger les animaux dans un lieu d'accueil approprié.

Les animaux détenus malgré une interdiction prononcée en application des articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, peuvent en tout temps faire l'objet d'une saisie par un agent constatateur ou par le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se trouve généralement les animaux.

§ 2. Lorsqu'un agent constatateur ou un bourgmestre procède ou fait procéder à une saisie en application du paragraphe 1^{er}, une copie de la décision de saisie est envoyée au service compétent, désigné par le Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine. L'agent joint à son envoi une copie du procès-verbal constatant ou ayant constaté l'infraction.

Lorsque l'infraction ayant mené à la saisie a été constatée par un fonctionnaire de police, une copie du procès-verbal est adressée dans les quinze jours de la constatation des faits au service compétent, désigné par le Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Le Gouvernement ou le bourgmestre fixe la destination des animaux saisis conformément au paragraphe 1^{er}. Cette destination consiste en :

1° la restitution au propriétaire sous conditions;

2° le don en pleine propriété à une personne physique ou morale, le cas échéant sous conditions;

3° ou la mise à mort sans délai lorsque celle-ci s'avère nécessaire au cours ou à l'issue de la période d'hébergement.

En application de l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, les conditions visent à assurer le bien-être de l'animal saisi. Le Gouvernement peut préciser la nature des conditions visées. Les conditions peuvent être propres à l'utilisation des animaux ou à leurs conditions de détention. Lorsque l'animal est restitué au propriétaire, une des conditions peut en outre consister en l'obligation d'une cession.

Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour fixer la destination des animaux.

§ 4. Lorsqu'une saisie est réalisée conformément aux paragraphes 1^{er} à 3, l'agent constatateur ou le bourgmestre adresse au responsable des animaux saisis :

1^o une copie de l'acte de saisie;

2^o les renseignements utiles quant au lieu d'hébergement et à la destination des animaux;

3^o le cas échéant, une copie de la justification vétérinaire démontrant la nécessité de recourir à la mise à mort sans délai conformément au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 3^o.

§ 5. La saisie visée au paragraphe 1^{er} est levée de plein droit par la décision visée au paragraphe 3 ou, en l'absence d'une telle décision, après un délai de soixante jours à compter de la date de réception par l'Administration du procès-verbal visé au paragraphe 2 et de la décision de saisie.

Pour le calcul du délai prévu à l'alinéa 1^{er}, le jour de la réception des documents visés à l'alinéa 1^{er} n'est pas inclus. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

En l'absence de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou le bourgmestre notifie au responsable des animaux la levée automatique de la saisie et la possibilité de prendre possession des animaux à l'adresse où il est hébergé. Les animaux sont retirés dans les quinze jours de la notification. Passé ce délai, la propriété des animaux est automatiquement transférée à la personne physique ou morale qui l'héberge.

§ 6. Les frais liés aux mesures prises sur la base des paragraphes 1^{er} et 3 sont à la charge du responsable des animaux.

Si les frais visés à l'alinéa 1^{er} sont avancés par la Région wallonne ou par la commune, ils sont réclamés au responsable des animaux.

Art. D.171. Sans préjudice de l'article 94 du Code forestier, pour l'exécution des mesures de contrainte, les agents constatateurs peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ces agents constatateurs peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction ou pour autant qu'il ait le consentement exprès et préalable de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés.

Art. D.172. Un recours est ouvert auprès du Gouvernement aux destinataires de toute décision adoptée conformément à l'article D.169.

A peine de forclusion, le recours est introduit par requête auprès du Gouvernement dans les trente jours de la notification de cette décision. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ du délai de recours n'y est pas inclus. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du premier jour suivant la réception du recours. Lorsque l'échéance de ce délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, ce jour est reporté au jour ouvrable suivant.

En l'absence de décision dans le délai prescrit à l'alinéa 3, la décision ayant fait l'objet du recours est censée être confirmée.

Le Gouvernement détermine les modalités du recours.

TITRE IV. — *Extinction éventuelle de l'action publique moyennant une transaction*

Art. D.173. Dans le cadre de leurs prérogatives respectives et avant l'entame des poursuites pénales ou administratives, une transaction peut être proposée par le Procureur du Roi ou par le fonctionnaire sanctionnateur :

1^o si le fait n'a pas causé de dommage immédiat à autrui;

2^o moyennant l'accord du contrevenant.

Le paiement de la somme visée à l'alinéa 1^{er} éteint :

1^o les poursuites pénales et administratives lorsqu'elle est prononcée par le Procureur du Roi;

2^o les poursuites administratives lorsqu'elle est prononcée par le fonctionnaire sanctionnateur.

Le montant de la transaction ne peut être supérieur au maximum de l'amende prévue :

1^o à l'article D.178, § 2, lorsqu'elle est prononcée par le juge;

2^o à l'article D.198, § 1^{er}, alinéa 2, lorsqu'elle est prononcée par le fonctionnaire sanctionnateur.

Art. D.174. § 1^{er}. Lors de la constatation d'une des infractions énumérées au paragraphe 2, une perception immédiate peut être proposée par l'agent constatateur dans les mêmes conditions que la transaction visée à l'article D.173, alinéa 1^{er}.

La somme prononcée au titre de perception immédiate est perçue soit immédiatement ou soit dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la constatation des faits. L'agent constatateur peut en outre imposer au contrevenant la remise en état. Le cas échéant, il précise le montant des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

Lorsque l'agent constatateur impose la remise en état conformément à l'alinéa 2, il peut en outre prononcer des mesures d'atténuation et de suppression des nuisances pour la population et pour l'environnement, ou des mesures transitoires à l'accomplissement de la remise en état.

Le Gouvernement détermine le montant de cette somme, qui ne peut être supérieur au maximum de l'amende prévue à l'article D.198, § 1^{er}, alinéa 2, pour cette infraction, ainsi que les modalités de perception.

Les agents constatateurs sont chargés de l'application du présent article et des mesures prises pour son exécution.

§ 2. Les infractions visées au présent article sont :

1^o l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes à la législation relative aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier;

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu de la législation relative aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau;

3° le défaut de permis d'environnement ou de déclaration ou le non-respect des conditions d'exploitation conformément à la législation relative au permis d'environnement;

4° les infractions de troisième et quatrième catégorie aux législations visées à l'article D.138;

5° les infractions à la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

6° les infractions au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

7° les infractions prévues à l'article 102 du Code forestier;

8° les infractions au Code wallon du Bien-être animal;

9° le défaut d'agrément ou d'enregistrement requis en application de la législation relative aux déchets, ou le non-respect de cet agrément ou de cet enregistrement;

10° le non-respect du règlement 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil européen du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets et du règlement 1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du règlement 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets ne s'applique pas;

11° les infractions au décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules;

12° les infractions au décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur.

§ 3. Le paiement de la somme visée au paragraphe 1^{er} éteint :

1° les poursuites pénales ou administratives, sauf si le Procureur du Roi compétent notifie à l'intéressé, dans les trente jours à compter du jour du paiement, qu'il entend exercer les poursuites pénales;

2° les poursuites administratives pour ce qui concerne une infraction déclassée en application de l'article D.192, sauf si le fonctionnaire sanctionnateur notifie à l'intéressé, dans les trente jours à compter du paiement, qu'il entend exercer les administratives.

La notification visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, a lieu par envoi recommandé. Elle est réputée faite le plus prochain jour ouvrable suivant celui de l'envoi.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le contrevenant qui n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique paie immédiatement la somme proposée. En cas de contestation, il consigne entre les mains des agents constatateurs une somme destinée à couvrir l'amende, les frais d'analyse ou d'expertise et les frais de justice éventuels. Le montant de cette somme à consigner et les modalités de sa perception sont fixés par le Gouvernement.

§ 5. Si l'exercice des poursuites pénales ou administratives entraîne la condamnation de l'intéressé, la somme perçue ou consignée est imputée respectivement sur les frais de justice dus à l'État et sur l'amende prononcée ou sur l'amende administrative. L'éventuel excédent est restitué.

En cas d'acquiescement, la somme perçue ou consignée en vertu du paragraphe 4 est restituée.

La somme consignée en vertu du paragraphe 4 est restituée lorsque le Procureur du Roi décide de ne pas poursuivre ou lorsque l'action publique est éteinte ou prescrite.

Art. D.175. En cas de récidive, le montant de la transaction est doublé.

Art. D.176. La somme perçue en vertu de l'article D.174 est versée au Fonds pour la protection de l'environnement, section incivilités environnementales, institué par l'article D.220 ou à la commune, selon que l'infraction a été constatée par un agent visé aux articles D.146, D.149 et D.152.

Art. D.177. Les mesures prises en vertu du présent titre sont consignées au sein du fichier central, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

TITRE V. — Poursuite pénale des infractions

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. D.178. § 1^{er}. A l'exception des infractions déclassées en application de l'article D.192, les infractions aux dispositions visées à l'article D.138 font l'objet de poursuites pénales, sauf si le ministère public envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle.

§ 2. Les infractions aux dispositions visées à l'article D.138, sont réparties en quatre catégories.

Les infractions de première catégorie sont punies d'une réclusion à temps de dix ans à quinze ans et d'une amende d'au moins 100.000 euros et au maximum de 10.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions de deuxième catégorie sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende d'au moins 100 euros et au maximum de 1.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions de troisième catégorie sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une amende d'au moins 100 euros et au maximum 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions de quatrième catégorie sont punies d'une amende d'au moins 1 euro et au maximum 1.000 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les sanctions pénales prévues pour les infractions aux dispositions visées à l'article D.138, alinéa 1^{er}, 1° et 6° sont celles prévues par les législations visées.

§ 3. Alternativement, les infractions de deuxième, troisième et quatrième catégories peuvent faire l'objet soit d'une transaction, soit d'une sanction administrative.

Art. D.179. Les infractions de première catégorie requièrent, de manière cumulative, les éléments constitutifs suivants :

1° un élément matériel qui aurait été constitutif d'une infraction de deuxième catégorie;

2° un élément moral par lequel l'infraction a été commise dans un but de lucre;

3° un élément matériel qui consiste dans la circonstance que la santé humaine a été ou est susceptible d'être mise en danger.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en matière de bien-être animal, les infractions de première catégorie requièrent, de manière cumulative, les éléments constitutifs suivants :

1° un élément matériel qui aurait été constitutif d'une infraction de deuxième catégorie;

2° un élément moral par lequel l'infraction a été commise avec intention de faire sciemment souffrir l'animal;

3° un élément matériel qui consiste dans la circonstance que la vie de l'animal a été mise gravement en péril.

Art. D.180. En cas de récidive, les peines peuvent être portées au double du maximum encouru à l'article D.178, § 2. En outre, la peine d'amende minimale ne peut pas être, dans ce cas, inférieure au triple du minimum.

En cas de récidive pour une infraction :

1° prévue au Code wallon du Bien-être animal, le juge ordonne une interdiction de détention de l'animal faisant l'objet de l'infraction ou le retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal, définitivement, ou pendant une période d'un mois à dix ans;

2° commise dans l'exercice de sa profession, le juge peut interdire au contrevenant d'exercer, personnellement ou par interposition de personne, pour une période d'un à cinq ans, une activité professionnelle déterminée, en lien avec l'infraction.

Art. D.181. Lorsque l'exploitant est une personne morale qui a fait l'objet d'une liquidation, d'un concordat ou d'une faillite et qui était contrôlée par une ou plusieurs autres personnes morales au sens des articles 5 et suivants du Code des sociétés ou qui constituent un consortium au sens de l'article 10 du Code des sociétés, la société mère ou les sociétés constituant le consortium répondent en lieu et place de l'exploitant défaillant des mesures de contrainte visées aux articles D.169 à D.172, des mesures de transaction, des amendes pénales, des sanctions administratives, ou des mesures de restitution visées aux articles D.185 et D.201.

Art. D.182. § 1^{er}. La citation relative à une infraction au décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols devant le tribunal est transcrite à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier de justice.

La citation contient la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction et en identifie le propriétaire.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

§ 2. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie à l'Administration et, le cas échéant, à la SPAQuE, copie des citations à comparaître relatives à des infractions au décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel.

CHAPITRE II. — *Certaines infractions*

Art. D.183. En vertu des législations visées à l'article D.138, commet une infraction de deuxième catégorie celui qui :

1° s'oppose, enfreint ou ne respecte pas les mesures de contrainte prévues aux articles D.169 à D.172;

2° s'oppose ou entrave les missions des agents constatateurs ou ne respecte pas une injonction donnée;

3° s'oppose ou entrave les missions des fonctionnaires sanctionneurs;

4° s'oppose, entrave, ne respecte pas ou n'exécute pas les sanctions ou les mesures de restitution prononcées par le juge en vertu de l'article D.185;

5° s'oppose, entrave, ne respecte pas ou n'exécute pas les sanctions ou les mesures de restitution imposées par un fonctionnaire sanctionneur en vertu de l'article D.201, sauf en cas de recours en vertu des articles D.217 et D.218;

6° exerce une activité professionnelle en dépit d'une interdiction prononcée par un juge ou un fonctionnaire sanctionneur.

Art. D.184. § 1^{er}. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, dénommé ci-après le « règlement du 18 décembre 2006 » :

1° l'article 5;

2° l'article 6, §§ 1^{er} et 3;

3° l'article 7, §1^{er} ;

4° l'article 9, §§ 5 et 6;

5° l'article 14, §§ 1^{er}, 6 et 7;

6° l'article 37, §§ 4, 5, 6 et 7;

7° l'article 38, §§ 1^{er}, 3 et 4;

8° l'article 39, §§ 1^{er} et 2;

9° l'article 40, § 4;

10° l'article 50, § 4;

11° l'article 56, §§ 1^{er} et 2;

12° l'article 60, § 10;

13° l'article 67.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions du règlement du 18 décembre 2006.

§ 2. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 :

1° l'article 3, §§ 2 à 4;

2° l'article 4, §§ 1^{er} à 4;

3° l'article 5, §1^{er} ;

4° l'article 6, §§ 1^{er} et 2;

5° l'article 8, §§ 1^{er} à 3;

6° l'article 10, § 3;

7° l'article 11, § 4;

8° l'article 13, §§ 1^{er} et 2.

§ 3. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui :

1° procède à un transfert illicite de déchets au sens de l'article 2, 35), du règlement n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, dénommé ci-après « le règlement du 14 juin 2006 »;

2° contrevient aux articles 3, 4, 5, 9, § 6, 10 à 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35, § 4, 36, § 1^{er}, 37, 38, 39, 40, 41, 42, § 3, c), et 4, 45, 46, 47, 48, et 49 du règlement du 14 juin 2006.

§ 4. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui enfreint les dispositions de l'article 1^{er} et de l'annexe du règlement n°1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets ne s'applique pas.

§ 5. Commet une infraction de deuxième catégorie au règlement n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone :

1° celui qui produit des substances réglementées en contrevenant aux interdictions ou limitations de production édictées par ou en application des articles 4, 7, 8 et 11;

2° celui qui utilise des substances réglementées en contrevenant aux interdictions ou limitations d'utilisation édictées par ou en application des articles 5, 7, 8, 11, 12 et 13;

3° celui qui récupère et détruit des substances réglementées en méconnaissant les prescriptions édictées par ou en application de l'article 22;

4° toute entreprise qui méconnaît les mesures préventives édictées par ou en application de l'article 23;

5° celui qui enfreint l'article 17.

§ 6. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions des articles suivants du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008, ou aux dispositions prises en application de ces articles :

1° l'article 3, §§ 1^{er}, 2 et 4;

2° l'article 4, §§ 1^{er} et 4;

3° l'article 5;

4° l'article 7;

5° l'article 8, §§ 1^{er} à 3;

6° l'article 9, § 1^{er} ;

7° l'article 10, §§ 4 à 6;

8° l'article 11;

9° l'article 13, §§ 1^{er} et 3.

§ 7. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient à l'article 4, §§ 1^{er} à 3, 5, 6 et 8, ou à l'article 7, §§ 1, 2 et 3, du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

§ 8. Commet une infraction de deuxième catégorie à l'article 24 du règlement 1069/2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 relatif aux sous-produits animaux celui qui :

1° exploite un établissement et/ou installations sans agrément;

2° ne respecte pas les prescriptions contenues dans son agrément.

§ 9. Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement du 18 décembre 2006 :

1° l'article 6, § 4;

2° l'article 7, § 2;

3° l'article 9, § 2;

4° l'article 12, §§ 2 et 3;

5° l'article 17, § 1^{er} ;

6° l'article 18, § 1^{er} ;

7° l'article 22, §§ 1^{er}, 2 et 4;

8° l'article 24, §2;

9° l'article 36, §§ 1^{er} et 2;

10° l'article 41, § 4;

11° l'article 46, § 2;

12° l'article 49;

13° l'article 50, § 2;

14° l'article 61, §§ 1^{er} et 3;

15° l'article 63, § 3;

16° l'article 66, § 1^{er} ;

17° l'article 105.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 10. Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient à l'article 19, du règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006, ou des dispositions adoptées en vertu de celui-ci.

§ 11. Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions des articles 12 et 14 du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008, ou aux dispositions prises en application de ces articles.

CHAPITRE III. — *Mesures accessoires qui peuvent être prononcées par le juge*

Art. D.185. § 1^{er}. Outre la peine, le juge peut, soit d'office, soit sur demande du ministère public, soit sur demande de la personne désignée par le Gouvernement, soit sur demande du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, soit sur demande de la partie civile, prononcer, aux frais du contrevenant, les mesures de restitution suivantes :

1° la remise en l'état;

2° la mise en œuvre de mesures visant à faire cesser l'infraction;

3° l'exécution de mesures de nature à protéger la population ou l'environnement des nuisances causées ou de mesures visant à empêcher l'accès aux lieux de l'infraction;

4° l'exécution de mesures de nature à atténuer les nuisances causées et ces conséquences;

5° l'exécution de travaux d'aménagement visant à régler la situation de manière transitoire avant la remise en état;

6° la réalisation d'une étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées;

7° le réempoissonnement ou le repeuplement en cas d'infraction au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2°, les mesures visant à faire cesser l'infraction peuvent notamment consister en :

1° la cessation de toute exploitation ou partie d'exploitation, pendant la durée que le juge détermine, à l'endroit où l'infraction a été commise;

2° la fermeture, pour une période d'un mois à trois ans, de l'établissement où l'infraction a été commise.

Pour déterminer la nature et l'étendue de la mesure de restitution qu'il entend prononcer, le juge peut entendre préalablement tout tiers qu'il désigne à cet effet.

Dans sa décision, le juge détermine le délai endéans lequel les mesures de restitution doivent être accomplies par le contrevenant.

§ 2. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou les travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le Gouvernement ou le bourgmestre pourra pourvoir d'office à son exécution.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par l'autorité qui aura procédé à l'exécution.

Art. D.186. Le juge peut ordonner que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours qui suivent le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté au bénéfice du Gouvernement suivant les modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement, à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

Art. D.187. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, en cas d'inexécution des mesures de restitution prescrites par le juge, le Gouvernement ou le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, peut pourvoir d'office à leur exécution.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par l'autorité qui aura procédé à l'exécution.

Art. D.188. Le juge peut condamner celui qui a commis l'infraction à verser à la commune ou au Fonds pour la Protection de l'Environnement institué par l'article D.220, section incivilités environnementales, une somme d'argent équivalente aux frais exposés par la commune ou la Région wallonne pour prévenir, réduire, mettre un terme ou remédier au risque de dommage ou au préjudice causé à l'environnement, en ce compris la santé humaine, par l'infraction. Cette disposition ne fait pas obstacle à la possibilité pour chaque autorité publique concernée de réclamer en justice, y compris par le biais d'une amende civile, l'indemnisation de son dommage.

Art. D.189. § 1^{er}. Outre la peine, le juge peut, soit d'office, soit sur demande du ministère public, soit sur demande de la personne désignée par le Gouvernement, soit sur demande du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, soit sur demande de la partie civile, condamner le contrevenant :

1° à ne pas détenir, définitivement ou pendant une période de trois mois à dix ans, un ou plusieurs animaux d'une ou plusieurs espèces;

2° à limiter le nombre d'animaux ou d'espèces détenus;

3° au retrait de son permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal.

En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le retrait du permis de détention d'un animal peut être prononcé pour un délai déterminé ou définitivement. Le délai déterminé ne peut être inférieur à trois mois.

L'interdiction de détention ou le retrait du permis de détention d'un animal prononcé par le juge conformément à l'alinéa 1^{er} entraîne pour le contrevenant qu'il n'est plus autorisé, dans les conditions fixées, à détenir, directement, indirectement ou par personne interposée, un ou plusieurs animaux.

Les décisions de retrait de permis de détention d'un animal sont consignées dans le fichier central visé à l'article D.144.

§ 2. Le juge peut, dans les cas visés à l'article D.170, § 1^{er}, prononcer la confiscation. La confiscation est toujours prononcée dans les cas visés à l'article D.170, § 1^{er}, alinéa 2. Il en est de même en cas de combats ou de tirs d'animaux, pour les enjeux, le montant des droits d'entrée et les objets ou installations servant auxdits combats ou tirs.

Art. D.190. Le juge peut ordonner que le jugement portant condamnation soit publié aux frais du condamné suivant les modalités qu'il détermine.

Art. D.191. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie au directeur général de l'Administration et, s'il échet, au collège communal, copie des requêtes ou des citations à comparaître relatives à des infractions visées aux articles D.185 et D.187 devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel.

Les jugements et arrêts pour lesquels une copie des requêtes ou des citations à comparaître a été notifiée conformément à l'alinéa 1^{er} sont notifiés au directeur général de l'Administration et, s'il échet, au collège communal, par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné.

TITRE VI. — *Poursuite administrative des infractions*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions préliminaires*

Art. D.192. § 1^{er}. Pour autant que les infractions constatées ne soient pas constitutives d'infractions de première catégorie, les infractions déclassées listées en vertu du paragraphe 2 sont susceptibles de faire l'objet de sanctions administratives exclusives conformément au présent titre, à l'exclusion de toute poursuite pénale.

La perception immédiate qui peut être proposée par l'agent constatateur en vertu de l'article D.174 reste d'application.

§ 2. Le Gouvernement peut, moyennant l'avis des représentants des parquets des différents ressorts des Cours d'appel et arrondissements judiciaires, arrêter la liste des infractions déclassées. Ce déclassé ne peut être opéré lorsque le comportement nécessaire à la réalisation de l'infraction visée :

1° est commis par une structure organisée;

2° concerne le transport de déchets au sens de la législation en vigueur en matière de déchets;

3° nuit gravement à l'environnement, en ce compris la santé humaine, ou gravement au bien-être animal ou cause la mort;

4° consiste à ne pas disposer d'un permis d'environnement ou à ne pas établir de rapport de sécurité ou de rapport sur les incidences environnementales.

Art. D.193. Sans préjudice de l'article D.192, les infractions constatées sont poursuivies par voie administrative, sauf si :

1° le ministère public juge qu'il y a lieu à poursuites pénales ou envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction

criminelle;

2° une transaction a été conclue et exécutée conformément à l'article D.173.

Les poursuites pénales et la transaction excluent l'application des poursuites administratives par un fonctionnaire sanctionnateur.

CHAPITRE II. — *Pouvoirs du fonctionnaire sanctionnateur*

Art. D.194. § 1^{er}. Si le procureur du Roi renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé à l'article D.166, § 3, ou pour les infractions déclassées en application de l'article D.192, le fonctionnaire sanctionnateur compétent décide s'il y a lieu d'entamer les poursuites administratives.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur peut :

1° interroger toute personne sur tout élément dont la connaissance pourrait être utile;

2° se faire produire par toute personne, tout renseignement, ainsi que tout document, pièce, ou titre utile et en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

3° solliciter des devoirs complémentaires des agents constatateurs;

4° demander aux greffes des juridictions judiciaires la production d'objets saisis;

5° recourir à un expert technique;

6° se rendre sur les lieux;

7° requalifier les faits.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, le fonctionnaire sanctionnateur peut demander à des personnes autres que la personne concernée, des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui lui sont confiées. Il justifie dans sa demande la nécessité de se procurer ces données. La personne sollicitée transfère les données demandées au fonctionnaire sanctionnateur qui est responsable des traitements de ces données à caractère personnel dès leur réception.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7°, la requalification des faits consiste à apprécier les faits constitutifs de l'infraction constatée par l'agent constatateur, le cas échéant après audition du contrevenant, et à déterminer l'existence d'une ou plusieurs autres infractions aux législations visées à l'article D.138, le cas échéant, en remplacement de l'infraction initialement constatée, ou à déterminer la possible réunion des conditions d'une infraction de première catégorie au sens de l'article D.179.

Art. D.195. § 1^{er}. Avant toute décision, le fonctionnaire sanctionnateur communique au contrevenant, par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi :

1° les faits à propos desquels la procédure a été entamée;

2° un extrait de la législation transgressée ainsi que, le cas échéant, un extrait du règlement communal transgressé;

3° les sanctions administratives et les éventuelles mesures de restitution qui sont encourues pour les faits constatés;

4° que le contrevenant peut exposer par écrit, par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant une date certaine à l'envoi, ses moyens de défense dans les trente jours à compter du jour de la notification de l'envoi recommandé, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur la présentation orale de sa défense;

5° que le contrevenant peut se faire assister ou représenter par la personne de son choix;

6° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;

7° une copie du procès-verbal de constat visé à l'article D.165.

Le fonctionnaire sanctionnateur détermine, le cas échéant, le jour et l'heure où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

§ 2. A l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, ou avant l'échéance de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet, le fonctionnaire sanctionnateur peut imposer une sanction administrative prévue à l'article D.198 et prononcer une mesure de restitution prévue à l'article D.201.

Aucune sanction administrative et aucune mesure de restitution n'est ordonnée plus de deux ans après la réception de la copie du procès-verbal.

CHAPITRE III. — *Sanctions administratives et des mesures alternatives*

Section 1. — Dispositions générales

Art. D.196. La sanction administrative est proportionnée à la gravité des faits qui la motivent.

Art. D.197. § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 2, la sanction administrative est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur régional.

§ 2. Si l'infraction a été constatée, par un agent désigné en vertu de l'article D.149, ou par un fonctionnaire de la police locale, et qu'elle est prescrite dans le règlement communal conformément au paragraphe 3, la sanction est infligée par le fonctionnaire sanctionneur communal ou provincial désigné par le conseil communal en vertu de l'article D.157, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 3. Le conseil communal peut incriminer, en tout ou en partie, par voie de règlement communal, des faits constitutifs des infractions suivantes :

1° l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions de la législation en matière de déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, visée par le Code rural et le Code forestier;

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu de la législation en matière de déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau;

3° les infractions de troisième et quatrième catégorie aux dispositions visées à l'article D.138, à l'exception de celles visées à l'article D.138, alinéa 1^{er}, 1° et 6°;

4° les infractions au décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules.

Les infractions visées dans le règlement communal sont passibles d'une sanction administrative ou de mesures de restitutions visées à l'article D.201.

Art. D.198. § 1^{er}. Le fonctionnaire sanctionneur peut prononcer une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° une amende administrative dont le montant est fixé à l'alinéa 2;

2° la prestation citoyenne définie comme étant une prestation d'intérêt général effectuée par le contrevenant au profit de la collectivité;

3° la médiation telle que définie à l'article D.202.

Le montant de l'amende administrative encourue est :

1° de 150 euros à 200.000 euros pour une infraction de deuxième catégorie;

2° de 50 euros à 15.000 euros pour une infraction de troisième catégorie;

3° de 1 euro à 2.000 euros pour une infraction de quatrième catégorie.

Pour les infractions déclassées en application de l'article D.192, les montants prévus à l'alinéa 2 sont applicables au regard la catégorie de l'infraction visée.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionneur régional uniquement peut infliger le retrait ou la suspension administrative d'un agrément, d'un enregistrement, d'une autorisation ou d'une dérogation délivrée conformément aux dispositions visées à l'article D.138 et leurs arrêtés d'exécution, après avis de l'autorité ayant procédé à sa délivrance.

L'autorité ayant procédé à la délivrance de l'agrément, de l'enregistrement, de l'autorisation ou de la dérogation communique au fonctionnaire sanctionneur son avis dans un délai de trente jours à compter de la demande d'avis introduite par le fonctionnaire sanctionneur. A défaut d'avis émis endéans le délai fixé, cet avis est réputé favorable au retrait ou à la suspension.

Le retrait des actes visés à l'alinéa 1^{er}, peut entraîner, pour le gestionnaire de l'établissement concerné, l'interdiction de solliciter un nouvel agrément, un nouvel enregistrement ou une nouvelle autorisation pendant une période d'un mois à cinq ans.

Le permis d'environnement et la déclaration au sens de la législation relative au permis d'environnement ne sont pas visés par la sanction prévue à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionneur peut, à titre de sanction accessoire, confisquer :

1° les choses formant l'objet de l'infraction et celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre, quand la propriété en appartient au contrevenant;

2° les choses qui ont été produites par l'infraction;

3° les avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, les biens et valeurs qui leur ont été substitués et les revenus de ces avantages investis.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine la procédure de gestion et de transmis des pièces confisquées détenues par les greffes de l'ordre judiciaire au fonctionnaire sanctionneur compétent.

Le fonctionnaire sanctionneur détermine, le cas échéant, la destination des biens confisqués.

§ 4. Le fonctionnaire sanctionneur peut, à titre de sanction accessoire, ordonner la publication de sa décision aux frais du contrevenant suivant les modalités qu'il détermine.

§ 5. Lorsqu'une infraction au Code wallon du Bien-être animal ou aux dispositions prises en vertu de celui-ci est constatée, le fonctionnaire sanctionneur peut :

1° interdire de détenir, pendant une période d'un mois à cinq ans, un ou plusieurs animaux d'une ou plusieurs espèces;

2° limiter le nombre d'animaux ou d'espèce pouvant être détenus;

3° procéder au retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal.

En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le retrait du permis de détention d'un animal peut être prononcé pour un délai déterminé ou définitivement. Le délai déterminé ne peut pas être inférieur à un mois.

L'interdiction de détention ou le retrait du permis de détention d'un animal prononcé par le fonctionnaire sanctionneur conformément à l'alinéa 1^{er} entraîne pour le contrevenant qu'il n'est plus autorisé, dans les conditions fixées, à détenir, directement, indirectement ou par personne interposée, un ou plusieurs animaux.

Les décisions de retrait de permis de détention d'un animal sont consignées dans le fichier central visé à l'article D.144.

Art. D.199. En cas de récidive :

1° le montant maximal de l'amende administrative encourue est doublé;

2° pour une infraction prévue au Code wallon du Bien-être animal, le fonctionnaire sanctionneur ordonne une interdiction de détention de l'animal faisant l'objet de l'infraction ou le retrait du permis de détention visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal, définitivement, ou pendant une période d'un mois à cinq ans;

3° pour une infraction commise dans l'exercice de sa profession, le fonctionnaire sanctionneur peut interdire au contrevenant d'exercer, personnellement ou par interposition de personne, pour une période d'un mois à trois ans, une activité professionnelle déterminée en lien direct avec l'infraction commise.

Art. D.200. § 1^{er}. Lors de l'établissement d'une sanction administrative, le fonctionnaire sanctionnateur peut :

1° accorder à l'auteur de l'infraction des mesures de sursis à l'exécution de tout ou partie des sanctions prévues à l'article D.198;

2° réduire le montant de l'amende administrative au-dessous du minimum prévu à l'article D.198 en cas de circonstances atténuantes.

Lorsqu'une mesure de sursis à l'exécution est prononcée en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1°, le délai du sursis ne peut être inférieur à un an, ni excéder quatre ans à compter de la date de la décision. Ce sursis à l'exécution peut être :

1° probatoire, lorsqu'il est accompagné de conditions particulières fixées en vertu du paragraphe 2;

2° simple, lorsque aucune condition particulière n'est fixée.

Dans tous les cas, le sursis à l'exécution est assorti de la condition de ne pas commettre d'infractions à une des dispositions reprises à l'article D.138 et à leurs arrêtés d'exécution au cours du délai déterminé par le Fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. Le sursis probatoire visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, est toujours assorti des conditions suivantes :

1° avoir une adresse fixe et, en cas de changement de celle-ci, communiquer sans délai l'adresse de sa nouvelle résidence au fonctionnaire sanctionnateur ou au service désigné par le Gouvernement;

2° donner suite aux convocations du fonctionnaire sanctionnateur ou du service désigné par le Gouvernement.

Ces conditions peuvent être complétées par des conditions particulières fixées par le fonctionnaire sanctionnateur. Ces conditions particulières tiennent compte des faits constatés et de la situation propre au contrevenant, et visent à éviter la récidive et à encadrer la guidance.

Ces conditions particulières peuvent notamment consister en l'obligation :

1° d'effectuer une prestation citoyenne visée à l'article D.203 et suivants;

2° de suivre une formation déterminée.

Les modalités de la guidance visée à l'alinéa 2 sont déterminées par le Gouvernement. Celles-ci ont pour finalité l'évitement de la récidive par le suivi et l'observation des conditions fixées en vertu du présent paragraphe.

§ 3. L'exécution des conditions fixées en vertu du paragraphe 2 est contrôlée par le fonctionnaire sanctionnateur ou le service désigné par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine les modalités et la périodicité de ce contrôle.

§ 4. Le sursis est révoqué de plein droit par le fonctionnaire sanctionnateur en cas de nouvelle infraction à une des dispositions reprises à l'article D.138, ou à ses arrêtés d'exécution, commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné une condamnation pénale ou administrative coulée en force de chose jugée.

Le sursis probatoire peut être révoqué si la personne qui fait l'objet de cette mesure n'observe pas les conditions fixées en vertu du paragraphe 2. Dans ce cas, la procédure en révocation est intentée par le fonctionnaire sanctionnateur au plus tard dans les trois mois du constat du non-respect des conditions fixées.

Avant toute décision de révocation, le fonctionnaire sanctionnateur communique au contrevenant, par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi :

1° les faits à propos desquels la procédure de révocation a été entamée, ainsi que la possibilité envisagée de révoquer le sursis;

2° que le contrevenant peut exposer par écrit, par envoi recommandé ou par toute autre modalité déterminée par le Gouvernement conférant une date certaine à l'envoi, ses moyens de défense dans les trente jours à compter du jour de la notification de l'envoi recommandé, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur la présentation orale de sa défense;

3° que le contrevenant peut se faire assister ou représenter par la personne de son choix;

4° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier.

Le fonctionnaire sanctionnateur détermine, le cas échéant, le jour et l'heure où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

A l'échéance du délai de trente jours ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet, le fonctionnaire sanctionnateur statue sur la révocation du sursis. Lorsqu'il ne révoque pas le sursis, le fonctionnaire sanctionnateur peut assortir le sursis probatoire de nouvelles conditions.

Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant dans les trois mois qui suivent l'intentement de la procédure de révocation du sursis

§ 5. La décision de révocation, ainsi que la décision fixant de nouvelles conditions au sursis probatoire sont susceptibles de recours par le contrevenant dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, prenant cours à compter de la notification de la décision.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Le recours est introduit :

1° en cas d'infractions de deuxième catégorie, par voie de requête devant le tribunal correctionnel;

2° en cas d'infractions de troisième ou quatrième catégorie, par voie de requête devant le tribunal de police.

Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le requérant au fonctionnaire sanctionnateur qui a intenté la procédure de révocation du sursis.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée, les motifs de contestation de cette décision.

Les décisions du tribunal de police et du tribunal correctionnel ne sont pas susceptibles d'appel.

Art. D.201. Outre les sanctions administratives, le fonctionnaire sanctionnateur peut, soit d'office, soit sur demande du ministère public, soit sur demande de la personne désignée par le Gouvernement, soit sur demande du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, soit sur demande de la partie civile, prononcer, aux frais du contrevenant, les mesures de restitutions suivantes :

1° la remise en état;

2° la mise en œuvre de mesures visant à faire cesser l'infraction;

3° l'exécution de mesures de nature à protéger la population ou l'environnement des nuisances causées ou de mesures visant à empêcher l'accès aux lieux de l'infraction;

4° l'exécution de mesures de nature à atténuer les nuisances causées et ces conséquences;

5° l'exécution de travaux d'aménagement visant à régler la situation de manière transitoire avant la remise en état;

6° la réalisation d'une étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2°, les mesures visant à faire cesser l'infraction peuvent notamment consister en :

1° la cessation de toute exploitation ou toute partie d'exploitation, pendant une période d'un mois à cinq ans, à l'endroit où l'infraction a été commise;

2° la fermeture, pour une période d'un mois à trois ans, de l'établissement où l'infraction a été commise.

Pour déterminer la nature et l'étendue de la mesure de restitution qu'il entend prononcer, le fonctionnaire sanctionnateur peut entendre préalablement tout tiers qu'il désigne à cet effet.

Dans sa décision, le fonctionnaire sanctionnateur détermine le délai endéans lequel les mesures de restitution doivent être accomplies par le contrevenant.

Art. D.202. § 1^{er}. Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer au contrevenant une procédure de médiation organisée par un médiateur habilité pour traiter les dossiers en matière de sanctions administratives. Le Gouvernement détermine les conditions d'habilitation des médiateurs.

La médiation correspond à une mesure éducationnelle et réparatrice permettant au contrevenant, grâce à l'intervention d'un médiateur, de mettre en place des mesures correctrices, de réparation ou d'indemnisation, ou une prestation citoyenne visée aux articles D.203 à D.208.

Le contrevenant communique son accord ou son refus de participer à cette procédure de médiation dans les vingt jours de la proposition formulée par le fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. Lorsque le contrevenant marque son accord sur la proposition d'organisation d'une procédure de médiation, le fonctionnaire sanctionnateur transmet, au médiateur qu'il désigne et dans les trente jours de la décision visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, l'ensemble du dossier concernant les faits infractionnels. Dans le même délai, le fonctionnaire sanctionnateur informe de l'organisation d'une procédure de médiation toutes les parties impliquées dans la procédure administrative, en ce compris les victimes éventuelles des faits infractionnels.

§ 3. En toute impartialité, le médiateur s'entretient avec le contrevenant et les victimes éventuelles des faits infractionnels. Dans la mesure du possible, le médiateur tente de les réunir au cours de la médiation.

Au cours de la médiation, le médiateur analyse les motifs et les conséquences des faits infractionnels, ainsi que les attentes des parties afin de pouvoir dégager un accord satisfaisant pour tous.

Lorsqu'un accord est trouvé entre les différentes parties, le médiateur dresse une proposition de convention qu'il soumet à la signature des parties. Cette proposition de convention précise l'objet de l'accord et reprend les mesures et les modalités d'exécution concrètes de celui-ci. Lorsqu'il est signé par les différentes parties, le médiateur le transmet au fonctionnaire sanctionnateur pour approbation.

Outre l'approbation de l'accord, le fonctionnaire sanctionnateur peut ordonner, de manière complémentaire, une mesure de restitution en application de l'article D.201.

Lorsque l'accord est approuvé, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut plus engager de poursuites administratives à l'encontre du contrevenant concerné.

L'exécution de l'accord approuvé est contrôlée, à l'issue du délai déterminé dans l'accord, par le médiateur ou le service désigné par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine les modalités de ce contrôle.

§ 4. Lorsque le contrevenant refuse la proposition visée au paragraphe 1^{er} ou lorsque le médiateur constate l'échec de la procédure de médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut prononcer une ou plusieurs sanctions prévues à l'article D.198. Lorsque celle-ci a été entamée, la décision du fonctionnaire sanctionnateur met fin à la procédure de médiation.

L'échec de la procédure de médiation est constaté lorsque le médiateur considère, au cours des discussions, qu'il s'avère impossible de trouver un accord entre les parties ou lorsqu'il constate que le contrevenant ne prend pas, part de manière active, aux discussions. En outre, lorsque le médiateur ou le service désigné par le Gouvernement constate, en vertu du paragraphe 3, alinéa 6, que l'accord n'est pas respecté, l'échec de la procédure de médiation est prononcé par le fonctionnaire sanctionnateur.

§ 5. Les documents établis et les communications faites dans le cadre de la procédure de médiation sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance du fonctionnaire sanctionnateur. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une procédure de médiation.

§ 6. Le Gouvernement peut préciser les modalités de la procédure de médiation.

Section 2. — Prestation citoyenne pour les majeurs

Art. D.203. § 1^{er}. Sans préjudice des mesures de restitution, lorsque le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

En cas de refus du contrevenant, le fonctionnaire sanctionnateur conserve les moyens de sanctions administratives visés à l'article D.198.

§ 2. La prestation citoyenne n'excède pas trente heures et est exécutée dans un délai d'un an à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

Elle consiste, le cas échéant conjointement, en :

1° une formation;

2° une prestation à titre gratuit encadrée par l'Administration, la commune, l'intercommunale, ou une personne morale compétente désignée par l'Administration ou la commune et exécutée au bénéfice d'un service régional ou communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par l'Administration, la commune ou l'intercommunale.

En application de l'alinéa 2, 2^o, le Gouvernement peut, moyennant leur accord préalable, confier l'encadrement de la prestation citoyenne aux associations environnementales reconnues en vertu du titre II/1, de la partie III, du présent Code ou aux refuges et associations agréées en vertu des articles D.28 et D.32 du Code wallon du Bien-être animal. Dans ce cas, le Gouvernement précise les modalités et l'organisation de cet encadrement.

Art. D.204. § 1^{er}. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate que la prestation citoyenne a été exécutée dans les délais impartis, il ne peut plus prononcer l'amende administrative.

En cas de non-exécution totale ou partielle dans l'année à compter de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur, ce dernier peut, sans préjudice du paragraphe 2, alinéa 3, prononcer une amende administrative.

§ 2. L'exécution de la prestation citoyenne est contrôlée, à l'issue du délai prévu à l'article D.203, § 2, par le service du Gouvernement désigné par lui pour l'encadrement de la prestation. Le Gouvernement détermine les modalités de ce contrôle.

Lorsque l'organisme visé à l'alinéa 1^{er} constate que la prestation citoyenne n'a pas été exécutée conformément à la décision du fonctionnaire sanctionnateur ou qu'elle n'a pas été complètement exécutée endéans le délai, il en fait rapport au fonctionnaire sanctionnateur dans les trente jours de l'échéance du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le délai déterminé n'a pas été respecté et qu'une justification dûment motivée est communiquée par le contrevenant, le fonctionnaire sanctionnateur peut proroger le délai d'un an visé à l'article D.203, § 2, pour un maximum de soixante jours.

Section 3. — Mesures applicables aux mineurs de quatorze ans et plus

Art. D.205. § 1^{er}. Un mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis au moment des faits peut faire l'objet de poursuites administratives. A cet effet, le Gouvernement fixe les mesures d'accompagnement des mineurs visés permettant d'assurer leur adéquate protection au cours du processus de répression administrative. S'il juge opportun de poursuivre administrativement les faits constatés, le fonctionnaire sanctionnateur propose obligatoirement une procédure de médiation visée à l'article D.202 au mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis au moment des faits.

Les père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de l'exécution de la procédure de médiation.

Lorsque la procédure de médiation conclut à une proposition de prestation citoyenne, celle-ci est conforme aux articles D.206 et suivants.

§ 2. En cas de refus du mineur et de ces père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde ou en cas d'échec de la procédure de médiation, et lorsque le fonctionnaire sanctionnateur ne propose pas de prestation citoyenne en vertu de l'article D.206, § 1^{er}, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative conformément à l'article D.208.

Art. D.206. § 1^{er}. En cas de refus du mineur et de ces père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde, en cas d'échec de la procédure de médiation, ou lorsque le fonctionnaire sanctionnateur estime que la procédure de médiation n'est pas appropriée en raison des circonstances de l'infraction ou en raison de la personnalité du contrevenant, le fonctionnaire sanctionnateur propose une prestation citoyenne visée à la présente section au mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis au moment des faits.

La prestation citoyenne est organisée en rapport avec son âge et ses capacités.

Les père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de l'exécution de la prestation citoyenne.

Par dérogation à l'article D.203, la prestation citoyenne n'excède pas quinze heures.

§ 2. En cas de refus du mineur et de ces père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde, le fonctionnaire sanctionnateur peut prononcer une amende administrative conformément à l'article D.208.

Art. D.207. Une procédure d'implication parentale peut être prévue préalablement à la proposition de procédure de médiation et de prestation citoyenne.

Dans le cadre de cette procédure, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par envoi recommandé, à la connaissance des père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites vis-à-vis de ces faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal visé à l'article D.165. Il peut à cette fin demander une rencontre avec les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur et ce dernier.

Après avoir recueilli les observations visées à l'alinéa 2, ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer les poursuites administratives prévues à la présente section.

Art. D.208. § 1^{er}. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur impose une sanction administrative, les père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur, sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative.

§ 2. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide de poursuivre administrativement un mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis au moment des faits, un envoi recommandé ou un document ayant date certaine, est adressé au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que le contrevenant.

Le fonctionnaire sanctionnateur en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin que le bâtonnier vérifie si le mineur est assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}. Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis. Une copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique vérifie si l'intéressé est assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde ou qui sont investies d'un droit d'action.

CHAPITRE IV. — Décision du fonctionnaire sanctionnateur

Art. D.209. Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par envoi recommandé, ou par tout moyen permettant de conférer date certaine, et la porte à la connaissance de la commune concernée dans un délai de deux ans. Ce délai prend cours à compter du jour de la réception de la copie du procès-verbal. Cette décision mentionne les possibilités de recours.

Le fonctionnaire sanctionnateur pourvoit à l'exécution de ses décisions, sans préjudice de l'article D.201.

Le fonctionnaire sanctionnateur transmet copie de sa décision au directeur général de l'Administration en même temps qu'au contrevenant.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut transmettre une copie de sa décision à toute partie y ayant un intérêt et qui lui a adressé une demande écrite et motivée.

Art. D.210. La décision d'imposer une sanction administrative ou une mesure de restitution a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours à partir du jour de sa notification, sauf en cas de recours en vertu des articles D.217 et D.218.

Art. D.211. Lorsqu'il prononce une mesure de restitution en application de l'article D.201, le fonctionnaire sanctionnateur peut ordonner au contrevenant de fournir dans les huit jours qui suivent le jour où sa décision est devenue définitive, une sûreté au bénéfice de la Région wallonne ou du collège communal, suivant les modalités prévues en vertu de la législation relative au permis d'environnement, à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

Art. D.212. § 1^{er}. Le fonctionnaire sanctionnateur peut ordonner une astreinte pour le cas où il ne serait pas satisfait aux sanctions infligées en application des articles D.198, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, §§ 2 à 5, et D.199 ou aux mesures de restitution prononcées en application de l'article D.201 dans le délai qu'il prescrit.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut fixer l'astreinte soit à un montant global soit à un montant par unité de temps ou par infraction. Dans les deux derniers cas, il peut également fixer un montant au-delà duquel aucune astreinte n'est encourue.

L'astreinte ne peut pas être encourue avant que la décision du fonctionnaire sanctionnateur ne soit définitive. Les dispositions de la cinquième partie du Code judiciaire qui ont trait à la saisie et à l'exécution, sont également applicables à l'exécution de la décision du fonctionnaire sanctionnateur imposant une astreinte.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur qui a prononcé l'astreinte, peut, à la requête du contrevenant, annuler l'astreinte, en suspendre le cours pendant un délai à fixer par lui ou diminuer l'astreinte en cas d'impossibilité permanente ou temporaire ou partielle pour le contrevenant de satisfaire aux mesures prononcées. Pour autant que l'astreinte soit encourue avant cette impossibilité, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut pas ni l'annuler ni la diminuer.

§ 3. L'astreinte fixée à une somme déterminée par unité de temps cesse de courir à partir du décès du contrevenant, mais les astreintes encourues avant le décès restent dues. L'astreinte reprend cours contre les héritiers et autres ayants-droit du contrevenant uniquement après que le fonctionnaire sanctionnateur qui l'a ordonnée en aura décidé ainsi. Celui-ci peut en modifier le montant et les modalités. Les autres astreintes peuvent, à la demande des héritiers et autres ayants-droit, être supprimées ou réduites par le fonctionnaire sanctionnateur qui les a ordonnées, soit temporairement, soit définitivement et, le cas échéant, avec effet à partir du jour du décès du contrevenant.

Art. D.213. Dans le cas où il a ordonné la réalisation d'une étude afin de déterminer les mesures de sécurité ou de réparation appropriées, le fonctionnaire sanctionnateur peut ordonner la remise en état conformément à l'article D.201, alinéa 1^{er}, 1^o, dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la réception de cette étude. A défaut, aucune remise en état n'est ordonnée.

Art. D.214. Lorsque la remise en état visée à l'article D.201, alinéa 1^{er}, 1^o, n'est pas effectuée dans le délai prescrit, le fonctionnaire sanctionnateur peut pourvoir à son exécution en désignant le directeur général de l'Administration ou le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise.

Le délai prend court à dater du jour où la décision du fonctionnaire sanctionnateur est définitive. Le contrevenant est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par l'autorité qui aura procédé à l'exécution.

Pour l'exécution de la remise en état, les agents peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, ces agents peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction ou pour autant qu'il ait le consentement exprès et préalable de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés.

CHAPITRE V. — Destination des amendes administratives et des astreintes

Art. D.215. L'amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur régional est versée au Fonds pour la protection de l'environnement, section " incivilités environnementales », dans le délai de trente jours qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire.

L'amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur désigné par le conseil communal en vertu de l'article D.157 est payée au profit de la commune, dans le délai de trente jours qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire, par virement sur un compte de l'administration communale.

Art. D.216. L'astreinte ordonnée par le fonctionnaire sanctionnateur régional est affectée au Fonds pour la protection de l'environnement, section " incivilités environnementales ".

L'astreinte ordonnée par le fonctionnaire sanctionnateur désigné par le conseil communal en vertu de l'article D.157 est affectée au profit de la commune, par virement sur un compte de l'administration communale.

CHAPITRE VI. — Recours

Art. D.217. Le contrevenant, le directeur général de l'Administration à l'encontre de la décision du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.157 ou la commune à l'encontre de la décision du fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article D.156, et qui vise des infractions qui ont fait l'objet d'un règlement communal visé à l'article D.197, § 3, peuvent introduire un recours dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, prenant cours à compter de :

1^o la notification de la décision visée à l'article D.209, alinéa 1^{er} ;

2^o ou, en cas d'absence de décision, de l'écoulement du délai prévu à l'article D.195, § 2, alinéa 2 ou à l'article D.213.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal de police en cas d'infractions de troisième ou quatrième catégorie.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal correctionnel en cas d'infractions de deuxième catégorie.

Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le requérant au fonctionnaire sanctionnateur qui a prononcé la sanction administrative.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du requérant, la désignation de la décision attaquée, les motifs de contestation de cette décision.

Les décisions du tribunal de police et du tribunal correctionnel ne sont pas susceptibles d'appel. Le Code d'instruction criminelle est applicable aux procédures et décisions du présent chapitre.

Art. D.218. § 1^{er}. Par dérogation à l'article D.217, lorsque la décision du fonctionnaire sanctionnateur se rapporte aux mineurs, le recours est toujours introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le requérant au fonctionnaire sanctionnateur qui a prononcé la sanction administrative.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du requérant, la désignation de la décision attaquée et les motifs de contestation de cette décision.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une sanction administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation telle qu'elle est prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Dans ce cas, l'article 60 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est d'application.

§ 3. Les décisions du tribunal de la jeunesse ne sont pas susceptibles d'appel.

Toutefois, lorsque le tribunal de la jeunesse décide de remplacer la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation visée à l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, sa décision est susceptible d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les faits qualifiés d'infractions sont d'application.

CHAPITRE VII. — *Perception et recouvrement.*

Art. D.219. § 1^{er}. Sur la base d'un commandement de payer relatif à une décision imposant une amende administrative ayant force exécutoire conformément à l'article D.210, ou à un jugement prononcé sur recours par le tribunal compétent visé aux articles D.217 et D.218, et coulé en force de chose jugée, ou à un jugement prononcé en application des articles D.185 et D.187 et coulé en force de chose jugée, et en vue de la certitude du recouvrement des amendes administratives, de l'astreinte, de la somme d'argent visée à l'article D.188 et des frais de remise en état, la Région wallonne et la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise bénéficient d'un privilège général sur tous les biens de la personne concernée et peuvent grever d'une hypothèque légale tous les biens de celle-ci pouvant en faire l'objet et situés sur le territoire de la Région wallonne.

Ce privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de commerce.

Le rang de l'hypothèque légale est fixé par la date de l'inscription prise en vertu de la signification du commandement de payer.

L'hypothèque est inscrite sur la demande du fonctionnaire sanctionnateur ou de l'autorité compétente qui exécute les mesures ordonnées en vertu des articles D.185 et D.187.

§ 2. L'article 19 de la loi du 8 août 1997 sur la faillite ne s'applique pas à l'hypothèque légale en matière d'amendes administratives pour lesquelles la signification du commandement de payer à l'intéressé est intervenue avant le jugement déclaratif de faillite.

TITRE VII. — *Fonds pour la Protection de l'Environnement*

Art. D.220. Il est créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne un Fonds budgétaire pour la Protection de l'Environnement, dénommé ci-après « le Fonds », composé des quatre sections suivantes :

- 1° la section " incivilités environnementales ";
- 2° la section " protection des eaux ";
- 3° la section " protection des sols ";
- 4° la section " protection de la qualité de l'air ".

Art. D.221. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les modalités d'alimentation et de gestion du Fonds.

Sont intégralement versés au Fonds :

- 1° les sommes d'argent visées aux articles D.174, D.185, D.187 et D.188;
- 2° le produit des amendes administratives infligées par les fonctionnaires sanctionneurs visés à l'article D.156 et perçues en vertu de l'article D.198;
- 3° les dons et les legs réalisés en faveur de la Région wallonne pour le soutien de la protection de l'environnement;
- 4° les sommes d'argent recouvertes par l'autorité compétente conformément à l'article D.123;
- 5° les droits de dossier prévus par la législation relative au permis d'environnement et le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sont versées au :

1° Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, le produit des astreintes prononcées pour des infractions mentionnées aux articles D.396, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, D.397, §§ 1^{er} à 3 et D.398 du Code wallon de l'Agriculture et des amendes administratives infligées en cas d'infraction au Code wallon de l'Agriculture;

2° Fonds budgétaire en matière de financement du Système intégré de Gestion et de Contrôle, le produit des astreintes prononcées pour l'infraction mentionnée à l'article D.396, alinéa 1^{er}, 3°, du Code wallon de l'Agriculture;

3° Fonds budgétaire en matière de politique foncière agricole, le produit des astreintes prononcées pour l'infraction mentionnée à l'article D.397, § 4, du Code wallon de l'Agriculture;

4° Fonds budgétaire en faveur de la gestion piscicole et halieutique en Wallonie, les amendes administratives infligées et les transactions conclues en cas d'infraction au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

5° Fonds budgétaire du bien-être animal, les amendes administratives infligées et les transactions conclues en cas d'infraction au Code wallon du Bien-être animal, ainsi que le produit des confiscations ordonnées par le fonctionnaire sanctionnateur;

6° Fonds budgétaire de protection de la Biodiversité, les amendes administratives infligées et les transactions conclues en cas d'infraction à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou à l'article D.184, § 7.

Art. D.222. § 1^{er}. Les recettes du Fonds, section « incivilités environnementales », sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

- 1° les mesures de restitution, en ce compris la remise en état;
- 2° les actions en matière d'environnement-santé;
- 3° la promotion de la prévention par le contrôle et l'autocontrôle du respect des dispositions visées à l'article D.138;
- 4° les projets d'éducation et de sensibilisation à l'environnement;
- 5° les dépenses de toute nature, relatives à la mise en œuvre de la présente partie, y compris les dépenses de prestations, de fonctionnement et d'investissement;
- 6° l'organisation de l'encadrement, du suivi et du contrôle de la prestation citoyenne;
- 7° les dépenses de toute nature relative à la formation de base et continue des différents intervenants dans le cadre de la politique répressive environnementale.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les recettes du Fonds, section « incivilités environnementales », sont affectées aux frais résultant de l'engagement de personnel au sein de l'Administration dont la mission est de rechercher, constater, poursuivre, réprimer ou imposer des mesures de réparation dans le cadre d'une infraction en matière d'environnement.

§ 2. Les recettes du Fonds, section « Protection des sols », sont affectées au financement des dépenses relatives à la politique de protection et de gestion des sols.

§ 3. Les recettes du Fonds, section « Protection de la qualité de l'air », sont affectées au financement des dépenses relatives à la protection, à l'amélioration et au maintien de la qualité de l'air. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. L'article 51 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, remplacé par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

- 1° abandonne des déchets dans le cadre de l'exercice habituel d'une activité;
- 2° abandonne des déchets dont l'ampleur est telle que l'environnement et, le cas échéant, la santé humaine ont été ou sont susceptibles d'être mise en danger;
- 3° abandonne des déchets dans un autre contexte que celui visé au 1° et d'une ampleur différente que celle visée au 2°;
- 4° contrevient à l'article 3, §§ 1^{er} et 2;
- 5° contrevient à l'article 6;
- 6° sans préjudice des 1° à 3°, contrevient à l'article 7, §§ 1^{er}, 2 et 3;
- 7° contrevient à l'article 8;
- 8° contrevient à l'article 10;
- 9° contrevient à l'article 14;
- 10° contrevient à l'article 19, § 3;
- 11° contrevient à l'article 23. ».

Art. 3. Dans l'article 58, § 2, 3°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « à l'article D.146, 1°, 2° et 3°, du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « à l'article D.162 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 4. Dans l'article 71, § 3, du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « à l'article D.149, § 5, du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « à l'article D.169 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 5. Dans l'article D.28-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :
« Le Gouvernement verse maximum 80 % de la tranche annuelle inconditionnelle de la subvention, annuellement, le cinquième jour ouvrable du mois de janvier, au demandeur répondant aux conditions suivantes : »;
- 2° les §§ 3 et 4 sont abrogés.

Art. 6. L'article D.28-20 du même Code, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, est abrogé.

Art. 7. Dans le chapitre VII du Titre IV de la Partie II du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, un article D.177bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. D.177bis. Le Gouvernement arrête les modalités de suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable, de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. ».

Art. 8. A l'article D.263, § 1^{er}, du même livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014 et modifié par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'article D.147 » sont remplacés par les mots « de l'article D.163 »;
- 2° à l'alinéa 3, les mots « de l'article D.147 » sont remplacés par les mots « de l'article D.163 ».

Art. 9. A l'article D.396 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° l'agriculteur dont l'exploitation agricole est déclarée non conforme pendant trois années au moins, consécutives ou non, au cours d'un même programme d'observation des APL. ».

Art. 10. L'article D.398 du même Livre est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 33 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Sans préjudice de l'article D. 154, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, commet une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.151 » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article D.183, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, commet une infraction de troisième catégorie au sens du Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « de l'article D.178 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 12. Dans l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Sans préjudice de l'article D.152 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article D.180 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « de l'article D.178 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 13. Dans l'article 35, alinéa 3, du même décret, les mots « à l'article D.159, § 1^{er}, alinéa 2, » sont remplacés par les mots « à l'article D.174 ».

Art. 14. L'article D.390 du Code wallon de l'Agriculture est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.390. Les agents chargés de contrôler le respect des dispositions du présent Code et des dispositions prises en vertu de celui-ci sont les agents et experts visés aux articles D.146 et D.148 et aux articles D.149 et D.152 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 15. Dans l'article 391, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « conformément à l'article D.147 de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « conformément à l'article D.163 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 16. Dans l'article 395 du même Code, les mots « à l'article D.148 de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « à l'article D.164 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 17. Dans l'article 399, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « conformément à l'article D.159, § 1^{er}, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont remplacés par les mots « conformément à l'article D.174 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 18. Dans l'article 400 du même Code, les mots « Par dérogation à l'article D.165, alinéa 3, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont chaque fois remplacés par les mots « Par dérogation à l'article D.216 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 19. Dans l'article 37 du décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone, les mots « de l'article D.151 de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'article D.178 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 20. Dans l'article 124, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, il est inséré un 4° rédigé comme suit :

« 4° pour l'article 99 du présent décret, les procédures administratives concernant un sol pollué in situ, décidées par le Gouvernement sur base de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, ou décidées par le Bourgmestre ou l'agent chargé de la surveillance sur base de l'article D.149 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ainsi que les recours y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de cette décision. ».

Art. 21. A l'article D.12, § 3, du Code wallon du Bien-être animal, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « vingt » est remplacé par le mot « dix » et les mots « Passé ce délai » sont remplacés par les mots « Passé ce délai et à défaut de prorogation visée à l'alinéa 2 »;

2° il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prorogé de dix jours à la demande du responsable de l'animal lorsque celui-ci établit ne pas être en mesure de pouvoir récupérer l'animal dans le délai visé. ».

Art. 22. Dans le Code wallon du Bien-être animal, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article D.20, § 2, alinéa 1^{er}, 4°, a), les mots « article D.149bis » sont remplacés par les mots « article D.170 »;

2° à l'article D.29, § 2, les mots « article D.163bis » sont remplacés par les mots « article D.198, § 2 »;

3° à l'article D.58, § 2, alinéa 2, 3°, les mots « article D.140bis » sont remplacés par les mots « article D.148 »;

4° à l'article D.101, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « article D.170, § 3, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « article D.221, § 2, alinéa 1^{er}, 5° »;

5° à l'article D.101, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « article D.149bis » sont remplacés par les mots « article D.170 »;

6° à l'article D.104, § 1^{er}, les mots « à l'article D.140 » sont remplacés par les mots « aux articles D.146 à D.155 »;

7° à l'article D.104, § 3, les mots « article D.140, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « article D.146 ».

Art. 23. A l'article D.38 du même Code, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, lorsqu'il peut être prouvé que l'amputation de la queue a été pratiquée avant l'entrée en vigueur du présent Code, l'équidé concerné par cette intervention reste autorisé à participer à des expositions d'animaux, des expertises ou à un concours, et peut y être admis. ».

Art. 24. A l'article D.105 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 10° est complété par les mots « ou exerce une activité soumise à agrément ou à autorisation en vertu du présent Code sans en respecter les conditions fixées »;

2° au paragraphe 1^{er}, au 32°, le point final est remplacé par un point-virgule;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par un 33° rédigé comme suit :

« 33° s'oppose, empêche ou ne respecte pas les conditions fixées, lors de la restitution de l'animal ou lors de la donation de celui-ci, en vertu de l'article D.170 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 25. Dans l'article 15 du décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux véhicules :

1° prioritaires visés à l'article 37 du Code de la route;

2° des forces armées;

3° utilisés en situation d'urgence ou opération de sauvetage à la demande des pompiers, de la police, de l'armée, de la protection civile ou des autorités routières;

4° spécialement équipés pour l'entretien et le contrôle d'infrastructures et d'installations d'intérêt général;

5° équipés d'un aménagement frigorifique;

6° spécialement équipés dont le fonctionnement du moteur permet d'alimenter en énergie électrique, de manière autonome, les équipements du véhicule;

7° présentant un problème technique qui nécessite de maintenir le moteur en fonctionnement. »;

2° l'article est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut compléter la liste des véhicules visés à l'alinéa 2 qui dérogent à l'application de l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 26. L'article 19 du décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur, est remplacé par ce qui suit :

« A l'exception de l'article 4, le présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.

L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires, abrogatoire et finale*

Art. 27. Les agents visés à l'article D.139, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement dans sa version antérieure à sa modification prévue par le présent décret sont considérés comme désignés conformément au présent décret.

Les fonctionnaires sanctionneurs visés à l'article D.137, 4^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement dans sa version antérieure à sa modification prévue par le présent décret sont considérés comme désignés conformément au présent décret.

Art. 28. Sans préjudice de l'article D.138 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement comporte les dispositions de surveillance, de contrainte et de sanctions nécessaires à l'application des lois et décrets suivants, ainsi que de leurs arrêtés d'exécution :

1° le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

2° la loi du 14 août 1986 relatif à la protection et au bien-être des animaux;

3° le décret du 7 juillet 1988 des mines;

4° le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

5° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

6° le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires;

7° le décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone.

Le Gouvernement abroge les différentes énumérations visées à l'alinéa 1^{er} à la date qu'il détermine.

Art. 29. Sont abrogés :

1° l'article 13 du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires;

2° les articles 413 et 414 du Code wallon de l'Agriculture;

3° l'article 40 du décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone;

4° l'article 17 du décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur.

Art. 30. § 1^{er}. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur de l'article 29, alinéa 1^{er}, 4^o.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} :

1° les articles 20 et 24 du présent décret prennent leurs effets à compter du 1^{er} janvier 2019;

2° l'article 25 du présent décret prend ses effets à compter du 1^{er} mars 2019;

3° les articles 7, 9, 10, 21, 23 et 26 du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances,
de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1333 (2018-2019) N^{os} 1, 1bis à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 mai 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203840]

6. MAI 2019 — Dekret über die Umweltkriminalität (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Artikel 1 - In dem Buch I des Umweltgesetzbuches wird der zuletzt durch das Dekret vom 31. Januar 2019 abgeänderte Teil VIII mit den Artikeln D.138 bis D.171 durch Folgendes ersetzt:

"Teil VIII - Ermittlung, Feststellung, Verfolgung, Ahndung der Verstöße und Wiedergutmachungsmaßnahmen im Umweltbereich

TITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

KAPITEL I — *Anwendungsbereich*

Art. D.138 - Vorliegender Teil umfasst die Bestimmungen in Sachen Überwachung, Zwangs- und Strafmaßnahmen, die zur Durchsetzung folgender Gesetze und Dekrete sowie deren Ausführungserlasse notwendig sind:

1° Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

2° Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

3° Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

4° Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

5° Umweltgesetzbuch, einschließlich des Buches I; Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet; Buch III des Umweltgesetzbuches, welches das Gesetzbuch über die Bodenschätze bildet; Buch VII des Umweltgesetzbuches, welches das Gesetzbuch über die Abfälle-Ressourcen bildet; Buch IX des Umweltgesetzbuches, welches das Gesetzbuch über die Umweltgenehmigung bildet;

6° Forstgesetzbuch;

7° Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

8° Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

9° Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

10° Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

11° Wallonisches Gesetzbuch über den Tierschutz;

12° Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung;

13° Dekret vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft.

Der vorliegende Teil enthält ebenfalls die Bestimmungen in Sachen Überwachung, Zwangs- und Strafmaßnahmen, die zur Durchsetzung der durch oder gemäß Titel V Kapitel II des vorliegenden Teils sowie Artikel 63 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betroffenen europäischen Verordnungen und Beschlüsse notwendig sind.

Art. D.139 - Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches sind auf die Bestimmungen nach Artikel D.138 und auf die kraft Letzterer verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen anwendbar.

Art. D.140 - Unbeschadet der Artikel 5 und 7bis des Strafgesetzbuches können der Föderalstaat, die Regionen, die Gemeinschaften, die Provinzen, die Hilfeleistungszonen, die Gemeinden, die Mehrgemeindezonen und die öffentlichen Sozialhilfezentren am Ende des Verwaltungssanktionsverfahrens für den festgestellten Verstoß verantwortlich gemacht werden. In diesem Fall kann nur eine Wiederherstellungsmaßnahme, ausschließlich jeder sonstigen Strafe, verhängt werden.

KAPITEL II — *Definitionen*

Art. D.141 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Teils gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° feststellender Bediensteter: der statutarische oder Vertragsbedienstete, der kraft Artikel D.146, D.149 und D.152 bestimmt wird, um die Einhaltung der Bestimmungen nach Artikel D.138 zu kontrollieren, und die Verstöße kraft des vorliegenden Teils zu ermitteln und festzustellen;

3° Verwarnung: eine Information, die einem Zuwiderhandelnden mündlich oder schriftlich mitgeteilt wird, und in der Letzterer darauf hingewiesen wird, dass sein Verhalten einen Verstoß darstellt; gegebenenfalls ist die Verwarnung an eine Anordnung zur Regularisierung gekoppelt;

4° Wassergesetzbuch: das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

5° Sachverständiger: eine Drittperson, die eine Unabhängigkeits- und Kompetenzgarantie bietet, an die sich die feststellenden Bediensteten im Rahmen ihrer Aufgaben kraft Artikel D.148 wenden können;

6° sanktionierender Beamter: der statutarische oder Vertragsbedienstete, der kraft Artikel D.156 bis D.158 bestimmt wird, um die kraft des vorliegenden Teils festgestellten Verstöße verwaltungsmäßig zu verfolgen und zu ahnden;

7° Verstoß: ein Verbrechen, Vergehen oder eine Übertretung, so wie in den in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften definiert;

8° "herabgestufter Verstoß": ein in einer von der Regierung kraft Artikel D.192 erstellten Liste aufgenommener Verstoß, der nur Gegenstand einer ausschließlichen Verwaltungsstrafe sein kann;

9° Wiederherstellungsmaßnahmen: ein Maßnahmenpaket einschließlich der Wiederinstandsetzung, das kraft Artikel D.185 vom Richter verhängt oder kraft Artikel D.201 vom sanktionierenden Beamten angeordnet wird, und darin besteht, die Situation vor dem Verstoß wiederherzustellen, die angerichteten Schäden auszugleichen, oder die Auswirkungen zu mildern;

10° Einsatzplan: die gesamten Sicherheitsmaßnahmen zur vorsorglichen Beherrschung der Bedrohung oder der Auswirkungen einer Verschmutzung, bis dass die Gefahren- oder Verschmutzungsquellen beseitigt sind, einschließlich mittels einer Bewertung der sanitären Risiken;

11° Wiederholungsfall: die Situation, in der eine Person, die wegen eines Verstoßes gegen eine der in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften zuvor strafrechtlich verurteilt oder verwaltungsmäßig bestraft worden ist, binnen fünf Jahren ab der noch rechtskräftigen strafrechtlichen oder administrativen Verurteilung einen neuen Verstoß gegen dieselbe Rechtsvorschriften begeht;

12° Wiederinstandsetzung: jede Maßnahme oder Kombination von Maßnahmen, die auf eines, oder gegebenenfalls gleichzeitig mehrere der folgenden Ergebnisse abzielt:

- die Wiedereinfügung der Örtlichkeiten in die Umwelt angesichts ihrer Umwidmung zu einer funktionellen Zweckbestimmung oder im Hinblick auf die Rückkehr zur vor dem Begehen des Verstoßes existierenden Situation, oder zu einem Zustand, der den Zielsetzungen der Regel entspricht, gegen welche verstoßen wurde;

- die Restaurierung, die Rehabilitierung oder den Ersatz beschädigter Naturressourcen, ggf. mittels einer mit diesen Ressourcen gleichwertigen Alternative;

- die Restaurierung in einen Zustand, der keine Gefahr, keine Umweltbelastung oder Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit mehr aufweist;

13° für das Tier verantwortliche Person: die Person, die ein Tier besitzt oder hält, die üblicherweise mit diesem Tier umgeht, oder über dieses Tier eine direkte Aufsicht ausübt;

14° "SPAQuE": die öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement") nach Artikel 22 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften.

In Anwendung von Absatz Ziffer 12 ist die Wiederinstandsetzung

1° für die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgesehenen Verstöße: diejenige, die sich aus den Verpflichtungen nach Artikel 19 dieses Dekrets ergibt;

2° für die im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz vorgesehenen Verstöße, die Gegenstand einer Regularisierung sein können: die gesamten Maßnahmen, die in Aussicht genommen werden, um die Situation, die sich aus der Straftat ergibt, im Hinblick auf die Bestimmungen desselben Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse in Ordnung zu bringen.

KAPITEL III — Zielsetzungen und Koordination der Sanktionspolitik bei Umweltverstößen

Art. D.142 - § 1. Der vorliegende Teil des Gesetzbuches zielt darauf ab, die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung der Verstöße gegen die in Artikel D.138 genannten Bestimmungen auf einheitliche Weise zu regeln, um Kohärenz, Klarheit und Wirksamkeit zu gewährleisten und das Gefühl der Straflosigkeit zu bekämpfen.

§ 2. Spätestens zwölf Monate nach ihrer Eidesleistung verabschiedet die Regierung die wallonische Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen. Bevor die Strategie verabschiedet wird, übermittelt die Regierung den betreffenden Entwurf dem Parlament zwecks Vorstellung und Debatte.

Die wallonische Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen wird unter Berücksichtigung folgender Leitgrundsätze erarbeitet:

1° Grundsatz der Effizienz: die Dienststellen der Verwaltung werden möglichst effizient eingesetzt, wobei jeder feststellende Bedienstete den möglichst großen Beitrag zur Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung der Verstöße und zu den Wiedergutmachungsmaßnahmen leistet;

2° Grundsatz der Unabhängigkeit: die feststellenden Bediensteten und die sanktionierenden Beamten erfüllen die sich aus vorliegendem Teil ergebenden Aufgaben gemäß den festgelegten Aktionsprioritäten in Abwesenheit jeglicher externer Anweisungen.

Der in Absatz 2 Ziffer 2 genannte Grundsatz gilt unbeschadet der kraft des Strafprozessgesetzbuches anwendbaren Bestimmungen.

Die wallonische Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen umfasst mindestens die folgenden Elemente:

1° die vorrangigen Maßnahmen im Rahmen der Sanktionspolitik bei Umweltverstößen und die Bestimmung der zu erreichenden Zielsetzungen, sowohl in Bezug auf die Kontrolle und Ermittlung der Verstöße als in Bezug auf die Ahndung und die Wiedergutmachungsmaßnahmen;

2° einen Vorschlag zur Koordination zwischen allen betroffenen öffentlichen Akteuren, einschließlich der Verteilung der Aufgaben, die den verschiedenen Dienststellen der Verwaltung anvertraut werden, die in Sachen Kontrolle, Ermittlung und Feststellung der Verstöße aktiv sind;

3° die zu ergreifenden Maßnahmen, damit die Wiedergutmachung der festgestellten Verstöße effektiv und sichtbar wird;

4° die Organisation der Dienststellen der Verwaltung, um vor Ort wirksame Aufgaben zur Kontrolle, Ermittlung und Feststellung von Verstößen zu gewährleisten, einschließlich der Entwicklung der Anwerbung von Personal;

5° den Inhalt der Aus- und Weiterbildungslehrgänge für die betroffenen öffentlichen Akteure.

In Anwendung von Absatz 4 Ziffer 1 werden die vorrangigen Maßnahmen und die zu erreichenden Zielsetzungen für jede Dienststelle der Verwaltung, die Aufgaben zur Kontrolle, Ermittlung und Feststellung von Verstößen durchführt, einschließlich der spezialisierten Untersuchungseinheit nach Artikel D.155, einzeln bestimmt und in operative Zielsetzungen umgesetzt oder im Verwaltungsvertrag aufgenommen.

Vor seiner endgültigen Verabschiedung durch die Regierung wird der Entwurf der wallonischen Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen mindestens den folgenden Instanzen zwecks Stellungnahme binnen eines Monats übermittelt:

- 1° dem Pool Umwelt;
- 2° den Staatsanwaltschaften der verschiedenen Amtsbereiche der Appellationshöfe und Gerichtsbezirke;
- 3° den lokalen Behörden;
- 4° der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;
- 5° den Vertretern der föderalen und lokalen Polizei.

§ 3. Unter Berücksichtigung der Grundsätze nach Paragraph 2 Absatz 2 legt die Regierung Indikatoren fest, die zur Bewertung und Weiterverfolgung der wallonischen Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen beitragen.

Die Bewertung der Art und Weise, wie die Strategie umgesetzt wird, erfolgt alle zwei Jahre. Die Bewertung wird binnen eines Monats nach ihrer Verabschiedung dem Parlament zwecks Vorstellung und Debatte übermittelt.

Art. D.143 - § 1. Zur Gewährleistung der koordinierten Umsetzung der Sanktionspolitik bei Umweltverstößen tritt die Verwaltung mindestens zweimal im Jahr zusammen, mit

- 1° den Staatsanwaltschaften der verschiedenen Amtsbereiche der Appellationshöfe und Gerichtsbezirke;
- 2° den Vertretern der lokalen Behörden;
- 3° der föderalen und lokalen Polizei;
- 4° den Vertretern der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;
- 5° den von der Regierung bestimmten Personen.

Die Vertreter der Gerichtshöfe und Gerichte werden über die in Absatz 1 genannte Versammlung informiert, und als Beobachter eingeladen.

§ 2. Die Regierung schließt mit der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ein Kooperationsprotokoll ab, das darauf abzielt, die Sanktionspolitik nach Artikel D.142 zu koordinieren. Dieses Protokoll betrifft die verstärkte Zusammenarbeit zwischen der Wallonischen Region und den Gemeinden, die Verteilung der Aufgaben unter die verschiedenen betroffenen Akteure und die praktischen Durchführungsbestimmungen dieser Zusammenarbeit.

Dieses Protokoll wird in der gleichen Häufigkeit wie die wallonische Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen aktualisiert.

§ 3. Die Regierung schließt mit den Prokuratoren des Königs, jede Partei soweit sie betroffen ist, ein Kooperationsprotokoll ab, das darauf abzielt, die Sanktionspolitik nach Artikel D.142 zu koordinieren. Dieses Protokoll betrifft die praktischen Durchführungsbestimmungen der Zusammenarbeit zwischen der Region und den zuständigen Prokuratoren des Königs. Es gewährleistet die Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft bei den Ermittlungen und individuellen Verfolgungen, und beeinträchtigt keinesfalls die in Sachen Kriminalpolitik erlassenen Richtlinien.

Dieses Protokoll wird in der gleichen Häufigkeit wie die wallonische Strategie zur Sanktionspolitik bei Umweltverstößen aktualisiert.

§ 4. Wenn ein feststellender Bediensteter von einem Verstoß gegen die Bestimmungen nach Artikel D.138 Kenntnis hat, dessen Feststellung ihm kraft seiner Aufgaben, Handlungsprioritäten oder eines Protokolls nach Paragraph 2 nicht obliegt, unterrichtet er unverzüglich diejenigen feststellenden Bediensteten, die zur Feststellung dieses Verstoßes befugt sind. Die Regierung legt die Bestimmungen zwecks der Übermittlung der relevanten Informationen fest.

Art. D.144 - § 1. Die Verwaltung erstellt und führt eine zentrale Datei für die Umweltkriminalität, die nachstehend als "zentrale Datei" bezeichnet wird. Diese zentrale Datei dient dazu, den kraft Paragraph 2 ordnungsgemäß befugten Person zu ermöglichen, ihre Informationen in Bezug auf Rechtsverletzungen auszutauschen, mit Hinblick auf eine bessere Koordination und Wirksamkeit der Sanktionspolitik bei Umweltverstößen.

Die zentrale Datei wird in der Form einer elektronischen Plattform eingerichtet, zu der nur die in Paragraph 2 genannten Personen Zugang haben. In dieser zentralen Datei werden für jeden anschließend an die Feststellung von in vorliegendem Teil genannten Straftaten identifizierten Zuwiderhandelnden die verschiedenen Rechtsakte, Beschlüsse oder Dokumente verzeichnet, die im Rahmen der Ahndung von Umweltverstößen erstellt wurden.

Diese zentrale Datei enthält:

- 1° die kraft des vorliegenden Teils erstellten Protokolle und schriftlichen Verwarnungen;
- 2° die entgegen Zuwiderhandelnden ergriffenen Zwangsmaßnahmen;
- 3° die von den feststellenden Bediensteten oder dem Bürgermeister angeforderten Wiederinstandsetzungsmaßnahmen;
- 4° die von den feststellenden Bediensteten ausgehenden Vorschläge zur sofortigen Erhebung;
- 5° die Rechtsverletzungen, die anschließend an eine Verwarnung oder eine angeordnete Zwangsmaßnahme behoben worden sind;
- 6° den Beschluss der Staatsanwaltschaft nach Artikel D.166;
- 7° die Vergleichsvorschläge, welche die Prokuratoren des Königs den Zuwiderhandelnden gemacht haben;
- 8° die materiell rechtskräftigen Urteile und Entscheide der Gerichtshöfe und Gerichte, einschließlich der auferlegten Strafen, der Nebenmaßnahmen und der verhängten Wiederherstellungsmaßnahmen;
- 9° die Vergleichsvorschläge, welche die sanktionierenden Beamten den Zuwiderhandelnden gemacht haben;
- 10° die materiell rechtskräftigen Beschlüsse der sanktionierenden Beamten, einschließlich der auferlegten Verwaltungsstrafen, der Nebenmaßnahmen und der verhängten Wiederherstellungsmaßnahmen;
- 11° die Vollstreckung der entweder von den Gerichtshöfen und Gerichten, oder von einem sanktionierenden Beamten getroffenen Entscheidungen.

Abweichend von Absatz 3 Ziffer 1 werden die Protokolle, die sich schließlich als irrtümlich erwiesen haben, von der zentralen Datei entfernt.

Der Eintrag der Verstöße und die einschlägigen Angaben werden zehn Jahre nach der Einstellung der Strafverfolgung oder nach der Vollstreckung der entweder von den Gerichtshöfen und Gerichten, oder von einem sanktionierenden Beamten getroffenen Entscheidungen automatisch gelöscht. Diese zehnjährige Frist läuft ab dem Tag nach demjenigen, an dem gegen den betreffenden Beschluss kein Rechtsbehelf mehr eingelegt werden kann.

§ 2. Die Daten der zentralen Datei sind für die Öffentlichkeit nicht zugänglich. Sie können nur von den feststellenden Bediensteten, die die Eigenschaft eines Gerichtspolizeioffiziers haben, von den Bürgermeistern, von den Polizeibeamten, von den sanktionierenden Beamten sowie von den Magistraten der Staatsanwaltschaft benutzt werden.

Die Personen, denen im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels personenbezogene Daten mitgeteilt werden, ergreifen die erforderlichen Maßnahmen, damit die Vertraulichkeit dieser Daten gewahrt wird, und damit sie nur zu den Zwecken benutzt werden, die in dem oder kraft des vorliegenden Teils oder zwecks der Umsetzung ihrer gesetzlichen Verpflichtungen vorgesehen sind.

§ 3. Wenn ein Zuwiderhandelnder zum ersten Mal in die Datei eingetragen wird, wird er unverzüglich von der für die Datenverarbeitung verantwortlichen Person darüber informiert.

In dieser Information muss Folgendes vermerkt sein:

- 1° Personalien einer Kontaktperson;
- 2° die gesetzliche oder verordnungsrechtliche Grundlage für die Datensammlung;
- 3° der Zweck, zu dem die gesammelten Daten verwendet werden;
- 4° die personenbezogenen Daten, die den Zuwiderhandelnden betreffen;
- 5° die Anschrift der Datenschutzbehörde;
- 6° das Recht auf Zugriff auf die Daten und auf Berichtigung fehlerhafter Daten sowie die Modalitäten für die Ausübung dieser Rechte;
- 7° die Frist, innerhalb deren die Daten von der zentralen Datei gelöscht werden.

§ 4. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der auf die Daten der Datei zugreift oder sie benutzt, mit Ausnahme der gemäß Paragraf 2 befugten Personen.

Art. D.145 - § 1. Die Verwaltung ist die für die Verarbeitung der in der zentralen Datei eingetragenen Daten verantwortliche Person. In dieser Eigenschaft führt die Verwaltung die zentrale Datei und sammelt sie die zur Erstellung der zentralen Datei nützlichen Daten bei vorhandenen Referenzquellen, die im Rahmen ihrer Tätigkeiten über solche verfügen.

Die in Absatz 1 genannten Referenzquellen sind jeweils:

- 1° die feststellenden Bediensteten für die in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 1, 2, 3, 4, 5 und 11 genannten Inhalte;
- 2° die Bürgermeister für die in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 5 und 11 genannten Inhalte;
- 3° die Prokuratoren des Königs für die in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 6, 7 und 8 genannten Inhalte;
- 4° die sanktionierenden Beamten für die in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 9, 10 und 11 genannten Inhalte.

Jede Referenzquelle übermittelt der Verwaltung ihre Daten gemäß den technischen Modalitäten, die in einem zwischen der Verwaltung und der Referenzquelle unterzeichneten Protokoll angegeben werden.

§ 2. Die Regierung bestimmt den Mindestinhalt des in Paragraf 1 genannten Protokolls und legt die Modalitäten fest, nach denen die Referenzquellen der Verwaltung die Daten mitteilen.

Dieses Protokoll enthält mindestens die Modalitäten in Bezug auf:

- 1° die nach der vereinbarten Häufigkeit aktualisierte Mitteilung der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 genannten Inhalte;
- 2° die einzuhaltenden Vorschriften, insbesondere in Sachen Vertraulichkeit und Beachtung der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;
- 3° die Modalitäten und Verfahren zur Berichtigung der Daten;
- 4° die Verpflichtung der Referenzquelle, die Daten gemäß den technischen und Informatikverfahren und -standards der Verwaltung zur Verfügung zu stellen.

Das Protokoll umfasst die Elemente zur Gewährleistung, dass die übermittelten Daten mit den von der Verwaltung entwickelten Systemen und den damit verbundenen Formaten und technischen Auflagen vereinbar sind.

Das Protokoll wird von der Referenzquelle und der Verwaltung gemeinsam erstellt und unterzeichnet.

TITEL II — Verschiedene Beteiligte im Rahmen der Umweltkriminalität

KAPITEL I — Feststellende Bedienstete

Abschnitt 1 — Regionale feststellende Bedienstete

Art. D.146 - § 1. Unbeschadet der den Polizeibeamten obliegenden Pflichten bestimmt die Regierung die regionalen feststellenden Bediensteten, die mit der Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen und der kraft Letzterer erlassenen Bestimmungen und mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen diese Bestimmungen beauftragt sind.

Die Regierung organisiert die Aus- und Weiterbildung der in Absatz 1 genannten feststellenden Bediensteten. Die Basisausbildung dauert mindestens fünfzig Stunden. Deren Mindestinhalt betrifft:

- 1° die Grundsätze des Strafrechts;
- 2° die gerichtliche Organisation;
- 3° die Feststellung der Verstöße und die Abfassung der Protokolle;
- 4° die Grundlagen der Rechtsvorschriften im Umweltbereich einschließlich des vorliegenden Teils des Gesetzbuches;
- 5° die Grundlagen der Rechtsvorschriften im Bereich des Tierschutzes;
- 6° die Grundlagen der Rechtsvorschriften im Bereich der Landwirtschaft;
- 7° die Konfliktbewältigung.

Die Regierung kann das in Absatz 2 erwähnte Mindestprogramm um zusätzliche Kurse ergänzen.

Neben der in Absatz 2 genannten Grundausbildung richtet die Regierung nach von ihr festgelegten Modalitäten eine elektronische Fernunterrichtsplattform ein, anhand deren die Kenntnisse über die in Artikel D.138 genannten

Rechtsvorschriften vertieft und aktualisiert werden können. Die Regierung sorgt für das Website-Hosting der Plattform, deren Verbreitung einschließlich des Online-Zugangs, und deren Aktualisierung zugunsten aller feststellenden Bediensteten und sanktionierenden Beamten.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Veranstaltung dieser Ausbildungen fest.

Auf ihren Antrag hin können die zuständigen Prokuratoren des Königs sowie die Vertreter der Gerichtshöfe und Gerichte zur Teilnahme an den in vorliegendem Paragrafen genannten Ausbildungen eingeladen werden.

§ 2. Die gerichtspolizeilichen Befugnisse dürfen nur von vereidigten, feststellenden Bediensteten ausgeübt werden. Die regionalen feststellenden Bediensteten legen den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab.

Der Chefgreffier übermittelt seinen Kollegen der Gerichte erster Instanz der Wallonie eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde.

Im Falle eines Amtssitzwechsels brauchen die regionalen feststellenden Bediensteten nicht erneut den Eid abzulegen.

§ 3. Die Regierung kann außerdem unter diesen statutarischen oder vertraglichen Bediensteten diejenigen benennen, die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besitzen, um die Einhaltung der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen zu kontrollieren. Nur diejenigen regionalen feststellenden Bediensteten, die aufgrund ihrer spezifischen Zuständigkeiten Handlungen vornehmen können, für die diese Eigenschaft notwendig ist, werden als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs benannt.

Die in Absatz 1 genannten Gerichtspolizeioffiziere, Hilfsbeamten des Prokurators des Königs, legen den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab.

Der Chefgreffier übermittelt seinen Kollegen der Gerichte erster Instanz, die im Bezirk tätig sind, wo der Offizier sein Amt ausüben soll, eine Kopie des Ernennungsschreibens und der Eidesleistungsurkunde.

§ 4. Die in Paragraf 1 bis 3 genannten feststellenden Bediensteten tragen zur Eingabe von Daten in die in Artikel D.144 genannte zentrale Datei bei.

§ 5. Die regionalen feststellenden Bediensteten üben ihre Befugnisse unter Bedingungen aus, die ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Sie entscheiden selbstständig und erhalten in dieser Hinsicht keine anderen Anweisungen als allgemeine Anweisungen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die erforderlich sind, um die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit der regionalen feststellenden Bediensteten zu gewährleisten.

§ 6. Die Regierung bestimmt die zuständige Behörde für die Benennung der Bediensteten, die mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen in Titel V von Teil II des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, sowie der kraft dieses Titels erlassenen Bestimmungen, und mit der Feststellung der Verstöße beauftragt sind. Diese Bediensteten erfüllen die von der Regierung festgelegten Bedingungen.

Art. D.147 - Die Verwaltung verfügt über einen alle Tage des Jahres rund um die Uhr arbeitenden Wach- und Noteinsatzdienst.

Art. D.148 - § 1. Die feststellenden Bediensteten können bestimmte Untersuchungen bzw. Kontrollen Sachverständigen anvertrauen, nachdem die Regierung sich mit den ihnen anvertrauten Aufgaben als einverstanden erklärt hat.

Die Sachverständigen handeln nach den Anweisungen der feststellenden Bediensteten. Ihre Kontrollaufgaben erfüllen sie auf gerechte und ordnungsgemäße Weise, unter Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen sowie der einschlägigen Rundschreiben und Anweisungen. Zu diesem Zweck legen sie, bevor sie ihre Aufgaben erfüllen, den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab.

Die vom Sachverständigen im Rahmen seiner Aufgaben gewonnenen Informationen und Feststellungen können jederzeit und gegebenenfalls, ohne dass eine zusätzliche Feststellung erforderlich ist, von den feststellenden Bediensteten benutzt werden, um ein Protokoll aufzunehmen, das bis zum Beweis des Gegenteils Beweiskraft hat.

Die kraft Absatz 1 anvertrauten Aufgaben dürfen nicht mit Kapitel 8 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz verbunden sein.

§ 2. Die Regierung:

1° legt die Liste der Untersuchungen und Kontrollen fest, die Sachverständigen anvertraut werden können, und bestimmt die Verstöße, für welche die Sachverständigen zuständig sind;

2° bestimmt die Bedingungen und das Verfahren in Bezug auf die Bevollmächtigung von Sachverständigen für die in Paragraf 1 erwähnten Aufgaben;

3° bestimmt die Kompetenzen, die von den Sachverständigen verlangt werden, sowie ihre Rechte und Pflichten, und die Art und Weise, wie sie für ihre Dienstleistungen entlohnt werden.

Zwecks der Erfüllung der Aufgaben dieser Sachverständigen, nimmt die Regierung eine Legitimationskarte an. Sie bestimmt die Modalitäten für die Benutzung dieser Karte.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Strafen, die bei Nichtbeachtung der Pflichten und der gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen, zu deren Umsetzung die Sachverständigen beitragen, auferlegt werden können.

§ 4. Dieser Artikel gilt nicht für die technischen Sachverständigen, welche die feststellenden Bediensteten und die sanktionierenden Beamten im Rahmen ihrer Aufgaben nach Artikel D.162 Absatz 1 Ziffer 7 und D.194 § 2 Absatz 1 Ziffer 5 hinzuziehen müssten.

Abschnitt 2 — Kommunale feststellende Bedienstete

Art. D.149 - § 1. Unbeschadet der dem Bürgermeister und der lokalen Polizei zufallenden Befugnisse kann der Gemeinderat feststellende Bedienstete, die der Gemeinde oder Projektvereinigungen angehören, im Rahmen von Aufgaben mit regionalem Charakter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung bestimmen, die damit beauftragt werden, die Einhaltung der in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen und der kraft Letzterer verabschiedeten Bestimmungen mit Ausnahme von denjenigen nach Absatz 1 Ziffer 1 und 6 zu kontrollieren, und Verstöße zu ermitteln und festzustellen.

Diese feststellenden Bediensteten müssen folgenden Bedingungen genügen:

1° keine strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verbrechens, eines Vergehens oder eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des vorliegenden Teils erlitten haben;

2° über mindestens folgende Zeugnisse verfügen:

a) entweder ein Zeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

b) oder ein Zeugnis der Unterstufe des Sekundarunterrichts, und eine für die Ausübung des Amtes nützliche Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Dienste einer Gemeinde oder Interkommunalen aufweisen;

3° erfolgreich an einer Ausbildung teilgenommen haben, deren Inhalt für jede Art von feststellenden Bediensteten von der Regierung bestimmt wird.

Die gerichtspolizeilichen Befugnisse dürfen nur von vereidigten, kommunalen feststellenden Bediensteten ausgeübt werden. Die Bediensteten legen den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab.

§ 2. Die kommunalen feststellenden Bediensteten sind mit der Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen, mit Ausnahme derjenigen nach Absatz 1 Ziffer 1 und 6, und mit der Feststellung der Verstöße gegen diese Bestimmungen beauftragt. Sie sind befugt, diese Aufgaben auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region durchzuführen.

Neben den in Absatz 1 genannten Befugnissen können die kommunalen feststellenden Bediensteten mit der Feststellung der in Artikel D.197 § 3 genannten Verstöße auf dem Gebiet der Gemeinden, die zur selben Polizeizone gehören, beauftragt werden, unter der Voraussetzung, dass die betreffenden Gemeinden zu diesem Zweck eine Vereinbarung abgeschlossen haben.

§ 3. Die kommunalen feststellenden Bediensteten üben ihre Befugnisse unter Bedingungen aus, die ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Sie entscheiden selbstständig und erhalten in dieser Hinsicht keine anderen Anweisungen als allgemeine Anweisungen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die erforderlich sind, um die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit der kommunalen feststellenden Bediensteten zu gewährleisten.

Art. D.150 - Die Gemeinde oder Projektvereinigung, die einen kommunalen feststellenden Bediensteten gemäß den Bestimmungen vorliegenden Abschnitts benennt, übermittelt der Verwaltung einen Beweis dieser Benennung. Gegebenenfalls informiert sie ebenfalls die Verwaltung, wenn der Bedienstete diese Funktion nicht mehr ausübt.

Die in Artikel D.149 genannten feststellenden Bediensteten tragen zur Eingabe von Daten in die in Artikel D.144 genannte zentrale Datei bei.

Art. D.151 - Die Regierung gewährt innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss für die Einstellung oder Weiterbeschäftigung eines Bediensteten, wenn eine Gemeinde oder eine Projektvereinigung dies beantragt.

Die Regierung bestimmt die Art und Weise, wie der Höchstbetrag des in Absatz 1 genannten Zuschusses berechnet und festgelegt wird. Sie kann pro Bezugsberechtigten einen Höchst- und einen Mindestbetrag festlegen.

Für die Bediensteten, für welche der Antrag deren Weiterbeschäftigung betrifft, wird bei der Berechnung nach Absatz 2 die Wirksamkeit der vom Bediensteten geleisteten Aufgaben nach von der Regierung bestimmten Kriterien berücksichtigt.

Abschnitt 3 — Feststellende Bedienstete der Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. D.152 - Eine Einrichtung öffentlichen Interesses oder eine Interkommunale kann, wenn der Umwelt- bzw. Tierschutz mit ihrem Gesellschaftszweck vereinbar ist, der Regierung vorschlagen, einen oder mehrere feststellende Bedienstete zu benennen, um die Einhaltung der in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen und der kraft Letzterer verabschiedeten Bestimmungen, mit Ausnahme derjenigen nach Absatz 1 Ziffer 1 und 6, zu kontrollieren, und Verstöße gegen diese Bestimmungen zu ermitteln und festzustellen. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung dieses Vorschlags sowie das Benennungsverfahren. In ihrem Benennungsbeschluss bestimmt die Regierung:

1° den Umfang der Befugnisse des benannten, feststellenden Bediensteten, angesichts der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen, unter Berücksichtigung des Gesellschaftszwecks der Einrichtung bzw. der Interkommunale;

2° das geografische Gebiet, für welches der feststellende Bedienstete zuständig ist, unter Berücksichtigung des Umfangs der Aufgaben der Einrichtung bzw. der Interkommunale;

3° die Bedingungen, die der benannte feststellende Bedienstete im Rahmen der Ausübung seiner Aufgaben einzuhalten hat, insbesondere um Interessenkonflikte zu vermeiden.

Diese feststellenden Bediensteten müssen folgenden Bedingungen genügen:

1° keine strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verbrechens, eines Vergehens oder eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des vorliegenden Teils erlitten haben;

2° über mindestens folgende Zeugnisse verfügen:

a) entweder ein Zeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

b) oder ein Zeugnis der Unterstufe des Sekundarunterrichts, und eine für die Ausübung des Amtes nützliche Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Dienste einer Gemeinde oder Interkommunalen aufweisen;

3° erfolgreich an einer Ausbildung teilgenommen haben, deren Inhalt für jede Art von Bediensteten von der Regierung bestimmt wird.

Diese feststellenden Bediensteten üben ihre Befugnisse unter Bedingungen aus, die ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Sie entscheiden selbstständig und erhalten in dieser Hinsicht keine anderen Anweisungen als allgemeine Anweisungen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die erforderlich sind, um die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit dieser feststellenden Bediensteten zu gewährleisten.

Art. D.153 - Die Einrichtung öffentlichen Interesses oder die Interkommunale, die einen feststellenden Bediensteten gemäß den Bestimmungen vorliegenden Abschnitts benennt, übermittelt der Verwaltung einen Beweis dieser Benennung. Gegebenenfalls informiert sie ebenfalls die Verwaltung, wenn der Bedienstete diese Funktion nicht mehr ausübt.

Die in Artikel D.152 genannten feststellenden Bediensteten tragen zur Versorgung der in Artikel D.144 genannten zentralen Datei bei.

Art. D.154 - Die Regierung kann innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss für die Einstellung oder Weiterbeschäftigung eines Bediensteten gewähren, wenn eine Einrichtung öffentlichen Interesses oder eine Interkommunale dies beantragt.

KAPITEL II — Bekämpfung der Umweltkriminalität

Art. D.155 - § 1. Die Regierung richtet innerhalb ihrer Dienststellen eine spezialisierte Untersuchungseinheit für die Ahndung der Umweltkriminalität ein, die nachstehend als "spezialisierte Untersuchungseinheit" bezeichnet wird.

Die Aufgabe dieser spezialisierten Untersuchungseinheit besteht darin, proaktiv oder auf Ersuchen anderer Dienststellen eingehende Untersuchungen zur Ermittlung, Feststellung und Verfolgung von Urhebern schwerer Umweltdelikte durchzuführen. In diesem Zusammenhang verwendet sie polizeiliche Techniken und richtet diese Maßnahmen hauptsächlich:

- 1° auf Tätigkeitsbereiche oder Betreiber, die dem Umweltrecht gegenüber verschlossen sind;
- 2° auf organisierte kriminelle Netze, die in den in Artikel D.138 genannten Bereichen aktiv sind.

Wenn die Umstände es erfordern, unterstützt die spezialisierte Untersuchungseinheit die anderen, in Artikel D.146 genannten regionalen feststellenden Bediensteten.

§ 2. Diese spezialisierte Untersuchungseinheit setzt sich aus regionalen feststellenden Bediensteten zusammen, die die Eigenschaft als kraft Artikel D.146 § 3 benannter Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besitzen.

Die Einheit wird von einem Bediensteten geleitet, der als Polizeiexperte identifiziert wird, un dessen Aufgaben die folgenden sind:

- 1° die operative Koordination der Aufgaben und Aktionen der spezialisierten Untersuchungseinheit;
- 2° die Koordination der Beziehungen zwischen der spezialisierten Untersuchungseinheit und den anderen Dienststellen, die für die Ahndung der Umweltverstöße befugt oder damit befasst sind;
- 3° die einheitliche Auslegung der in Artikel D.138 aufgenommenen Bestimmungen;
- 4° die Verbesserung der Untersuchungsverfahren.

§ 3. Neben den in Artikel D.146 vorgesehenen Ausbildungen veranstaltet die Regierung die spezifische Ausbildung der in Paragraph 2 genannten Bediensteten in Verbindung mit ihren Aufgaben. Die Regierung bestimmt deren Inhalt und legt die Modalitäten für die Veranstaltung dieser Ausbildungen fest.

KAPITEL III — Sanktionierende Beamte

Abschnitt 1 — Regionale sanktionierende Beamte

Art. D.156 - § 1. Die Regierung benennt die regionalen sanktionierenden Beamten, die befugt sind, Verwaltungsstrafen aufzuerlegen.

Feststellende Bedienstete können nicht als sanktionierende Beamte benannt werden.

Die Regierung bestimmt die Qualifikationsbedingungen, denen der regionale sanktionierende Beamter genügen muss, und legt sein Besoldungsstatut fest.

Die regionalen sanktionierenden Beamten nehmen an den in Artikel D.146 § 1 genannten Ausbildungen teil. Die Regierung kann diese Ausbildungen mit für die sanktionierenden Beamten spezifischen Inhalten ergänzen.

§ 2. Die sanktionierenden Beamten üben ihre Befugnisse unter Bedingungen aus, die ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Sie entscheiden selbstständig und erhalten in dieser Hinsicht keine anderen Anweisungen als allgemeine Anweisungen.

Abschnitt 2 — Kommunale sanktionierende Beamte

Art. D.157 - § 1. Wenn der Gemeinderat in seinen Verordnungen Handlungen, die eine Straftat darstellen, vorsieht, benennt er als kommunalen sanktionierenden Beamten:

- 1° entweder den Generaldirektor der Gemeindeverwaltung,
- 2° oder einen Beamten, der eine Dienststufe hat, für die ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein gleichwertiges Diplom erforderlich ist, oder der über eine gleichwertige berufliche Erfahrung verfügt.

Dieser Beamte ist weder ein feststellender Bediensteter noch der Finanzdirektor.

Der Gemeinderat kann als kommunalen sanktionierenden Beamten einen vom Provinzialrat vorgeschlagenen provinziellen Beamten bestimmen. Dieser Beamte hat eine Dienststufe, für die ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein gleichwertiges Diplom erforderlich ist, oder verfügt über eine gleichwertige berufliche Erfahrung.

Der Beschluss des Gemeinderats in Bezug auf die Benennung eines kommunalen sanktionierenden Beamten wird der Verwaltung zur Information mitgeteilt. Gegebenenfalls informiert der Gemeinderat ebenfalls die Verwaltung, wenn der sanktionierende Beamte diese Funktion nicht mehr ausübt.

In dem in Absatz 3 genannten Fall erhält die Provinz von der betreffenden Gemeinde eine Vergütung für die Leistungen des provinziellen Beamten, der als mit der Auferlegung der Verwaltungsstrafen beauftragter Beamter tätig ist. Ein Abkommen betreffend den Betrag dieser Vergütung und die Art und Weise, wie sie zu zahlen ist, wird im Voraus zwischen dem Gemeinderat und dem Provinzialrat abgeschlossen.

Mehrere Gemeinden können zusammen beschließen, einen statutarischen oder vertraglichen Bediensteten zu benennen, der die Aufgaben als kommunaler sanktionierender Beamter ausübt. Sie können die Verteilung der verschiedenen damit verbundenen Kosten unter sich beschließen.

§ 2. Der Bedienstete, der kraft Paragraph 1 als kommunaler sanktionierender Beamter benannt wird, nimmt an einer Ausbildung teil, deren Inhalt von der Regierung festgelegt wird.

§ 3. Die kommunalen sanktionierenden Beamten üben ihre Befugnisse unter Bedingungen aus, die ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Sie entscheiden selbstständig und erhalten in dieser Hinsicht keine anderen Anweisungen als allgemeine Anweisungen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die erforderlich sind, um die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit der kommunalen sanktionierenden Beamten zu gewährleisten.

Art. D.158 - Wenn eine Einrichtung öffentlichen Interesses oder eine Interkommunale über gemäß Artikel D.152 benannte, feststellende Bedienstete verfügt, gehört die Befugnis, administrative Verfolgungen aufgrund der von diesen feststellenden Bediensteten festgestellten Verstöße einzuleiten, zu der Befugnis der kraft Artikel D.156 benannten sanktionierenden Beamten.

Titel III — Kontrolle, Ermittlung von Verstößen und Zwangsmaßnahmen

KAPITEL I — Kontrolle

Art. D.159 - § 1. Unbeschadet der den Polizeibeamten zufallenden Pflichten obliegen die Kontrolle der Einhaltung der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen und die Feststellung der Verstöße den in den Artikeln D.146 bis D.154 genannten Bediensteten.

Die feststellenden Bediensteten können bei der Ausübung ihrer Aufgabe die bewaffnete Macht anfordern.

§ 2. Zwecks der Ausübung der Aufgaben der in den Artikeln D.146 bis D.154 genannten, feststellenden Bediensteten nimmt die Regierung eine Legitimationskarte an. Sie bestimmt die Modalitäten für die Benutzung dieser Karte. Die Regierung kann eine Uniform festlegen, die gegebenenfalls spezifisch für die Eigenschaft des feststellenden Bediensteten ist.

KAPITEL II — *Untersuchungsmittel*

Art. D.160 - Die Regierung kann Bestimmungen verabschieden in Bezug auf die Inspektionsmodalitäten für alle oder bestimmte Kategorien von Anlagen und Aktivitäten, auf welche die in Artikel D.138 erwähnten Rechtsvorschriften Anwendung finden.

Art. D.161 - Unbeschadet von Artikel 94 des Forstgesetzbuches können die feststellenden Bediensteten bei der Ausübung ihrer Aufgaben und unbeschadet ihrer anderwärtig festgestellten Inspektionspflichten zu jeder Zeit Anlagen, Räumlichkeiten, Gelände und sonstige Örtlichkeiten betreten, außer wenn sie einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese Bediensteten letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen, oder insofern die Person, die über das effektive Nutzungsrecht an den betreffenden Örtlichkeiten verfügt, ihre ausdrückliche und vorherige Zustimmung dazu gegeben hat.

Art. D.162 - Die feststellenden Bediensteten können bei der Ausübung ihrer Aufgabe:

1° alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einziehen, um sich zu vergewissern, dass die in Artikel D.138, 1. Absatz erwähnten Bestimmungen beachtet werden, insbesondere:

a) jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnissnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b) sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine fotografische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

c) die Identität jeder Person kontrollieren;

2° gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten Proben entnehmen;

3° Analysen durchführen lassen, nach gemäß Artikel D.163 festgelegten Regeln;

4° alle Fahrzeuge, einschließlich der für die Beförderung genutzten Fahrzeuge anhalten, und ihre Ladung kontrollieren;

5° jegliche vorsorgliche Maßnahme treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet:

a) das Umstellen von Gegenständen untersagen oder die Betriebe oder Anlagen versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b) die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln;

6° im Beisein des Betroffenen oder nachdem dieser ordnungsgemäß dazu aufgefordert wurde, anwesend zu sein, die Geräte und Vorrichtungen, die einen Verstoß gegen die in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen darstellen könnten, prüfen oder durch zugelassene Personen, Labors oder öffentliche oder private Einrichtungen prüfen lassen;

7° sich von technischen Sachverständigen begleiten lassen;

8° verwaltungspolizeiliche Maßnahmen treffen, um Gegenstände, die einen Verstoß im Sinne des vorliegenden Teils verursachen könnten, außer Betrieb zu setzen, einschließlich mittels einer administrativen Beschlagnahme;

9° unbeschadet Artikel D.161 den Gegenständen bis dort, wo sie befördert wurden, nachspüren und sie sequestrieren;

10° Boote an Land bringen lassen, um ihren Inhalt zu kontrollieren;

11° mittels audiovisueller Mittel Feststellungen vornehmen;

12° Messvorgänge anhand eines Schallpegelmessers vornehmen;

13° die erforderlichen Verwaltungsangaben, wie z.B. die gesetzlich vorgeschriebenen Dokumente, die im Besitz des Fahrers eines Fahrzeugs sein müssen, und im weiteren Sinne alle Dokumente, die zur Identifikation des Fahrzeugs, des Fahrers, oder der Person, auf deren Namen das Fahrzeug zugelassen ist, untersuchen oder eine Kopie davon nehmen.

Im Falle einer zwecks einer Analyse in Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 durchgeführten Probenahme wird der Zuwiderhandelnde sofort darüber informiert, dass er auf seine Kosten eine Gegenanalyse durchführen lassen kann. Wenn sich aus dem Analyseprotokoll ergibt, dass ein Verstoß begangen worden ist, wird nach Artikel D.165 ein Protokoll aufgestellt.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 8 erlässt die Regierung die Modalitäten für die administrative Beschlagnahme, die Information des Zuwiderhandelnden und die Festlegung der Bestimmung der beschlagnahmten Gegenstände, sowie die Modalitäten für die Übernahme der Beschlagnahmekosten. Im Falle eines in Artikel D.397 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehenen Verstoßes betrifft die administrative Beschlagnahme die Gegenstände, Proben, Nahrungsmittel oder Dokumente, die den Verstoß darstellen.

Art. D.163 - Die Regierung bestimmt die Regeln für die Zulassung der mit den offiziellen Analysen beauftragten Labors.

Die Regierung kann Muster für die Analyseprotokolle aufstellen, die Analyse- und Gegenanalyseverfahren bestimmen, Regeln zur Verteilung der Analysen unter die Laboratorien sowie zur Finanzierung der Kosten für Analysen und Probeentnahmen festlegen.

Wenn die allgemeinen, sektorbezogenen, besonderen oder integralen Bedingungen Regeln betreffend die Analyse- und Probenahmeverfahren vorschreiben oder wenn die Regierung solche Regeln unabhängig auferlegt hat, müssen die Probenahmen, Analysen und Gegenanalysen diesen Regeln genügen.

KAPITEL III — *Verwarnung und Feststellung von Verstößen*

Art. D.164 - § 1. Im Falle eines Verstoßes können die feststellenden Bediensteten eine Verwarnung an den mutmaßlichen Urheber des Verstoßes oder an den Eigentümer des Gutes richten, auf dem der Verstoß begangen wurde, oder von dem die Handlung, die die Straftat darstellt, ausgeht. Wenn eine Angleichung an die geltenden Vorschriften möglich ist, wird in der Verwarnung die Frist angegeben, in der die Regularisierung vorzunehmen ist.

Die Verwarnung setzt die Feststellung des Verstoßes im Sinne von Artikel D.165 nicht voraus.

Wenn die Verwarnung mündlich erfolgt, wird sie vom feststellenden Bediensteten, der sie ausgesprochen hat, binnen fünfzehn Tagen schriftlich bestätigt.

In der Verwarnung wird auf die Rechtsvorschrift, auf die sich das festgestellte Verhalten bezieht, sowie auf die Handlung, die eine Straftat darstellt, hingewiesen.

§ 2. Die feststellenden Bediensteten informieren sich unverzüglich gegenseitig über die Verwarnungen, deren Urheber sie sind, und verfassen, wenn eine Frist festgelegt worden ist, einen Bericht am Ablauf der Regularisierungsfrist.

Art. D.165 - § 1. Wenn eine Verwarnung nicht in Betracht gezogen wird, oder wenn sich am Ablauf der in der Verwarnung angegebenen Regularisierungsfrist herausstellt, dass die Rechtsverletzung nicht behoben worden ist, stellen die feststellenden Bediensteten die Verstöße mittels eines Protokolls fest, das bis zum Beweis des Gegenteils Beweiskraft hat.

§ 2. Die Regierung kann ein Muster für die Protokolle, das die feststellenden Bediensteten zu benutzen haben, sowie dessen Mindestinhalt festlegen.

Die Protokolle können nach von der Regierung bestimmten Modalitäten in elektronischer Form mit elektronischer Unterschrift, oder mittels eines gesicherten Geräts, das eine handgeschriebene Unterschrift ermöglicht, die unter digitaler Form aufbewahrt bleibt, verfasst werden.

§ 3. In dem Protokoll werden die Bestimmung der betreffenden Gesetzgebung, die die Grundlage für die Unterstrafestellung darstellt, sowie ggf. weitere Regelungen, die diese Bestimmung präzisieren, angegeben.

Im Falle eines Verstoßes, der von einem kraft D.149 benannten Bediensteten oder von einem Beamten der lokalen Polizei festgestellt wird, wird in dem Protokoll gegebenenfalls die Bestimmung der Gemeindeverordnung angegeben, die die Grundlage für die Unterstrafestellung darstellt.

Art. D.166 - § 1. Der feststellende Bedienstete, der gemäß Artikel D.165 einen Verstoß festgestellt hat, übermittelt dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben eine Kopie des Protokolls. Diese Sendung erfolgt:

1° wenn das Protokoll nicht auf den Ablauf der in der Verwarnung festgelegten Regularisierungsfrist folgt: binnen dreißig Tagen nach Abschluss des Protokolls;

2° wenn das Protokoll am Ablauf der in der Verwarnung kraft Artikel D.164 § 1 festgelegten Regularisierungsfrist erstellt wird: binnen dreißig Tagen nach Ablauf dieser Regularisierungsfrist.

Über die in Absatz 1 genannte Frist hinaus kann der Verstoß nicht mehr auf der Grundlage der von dem feststellenden Bediensteten vorgenommenen Feststellung verfolgt werden.

§ 2. Innerhalb derselben Frist wie derjenigen nach Paragraph 1 werden das Original dieses Protokolls und ein Beweis der Sendung des Einschreibens an den Zuwiderhandelnden dem örtlich zuständigen Prokurator des Königs übermittelt, außer wenn der festgestellte Verstoß einen in Anwendung von Artikel D.192 aufgelisteten, herabgestuften Verstoß darstellt.

Es wird davon ausgegangen, dass der Prokurator des Königs das Protokoll am dritten Werktag nach dem im Protokoll angegebenen Versanddatum erhalten hat.

Innerhalb derselben Frist übermittelt der feststellende Bedienstete, einschließlich des Polizeibeamten, der den Verstoß festgestellt hat, eine Kopie dieses Protokolls dem sanktionierenden Beamten, der kraft Artikel D.197 zuständig ist, um eine eventuelle Verwaltungsstrafe aufzuerlegen.

§ 3. Um den zuständigen sanktionierenden Beamten darüber zu unterrichten, dass eine Voruntersuchung oder eine Untersuchung eingeleitet worden ist, oder dass er der Ansicht ist, dass er die Akte ohne weitere Bearbeitung klassieren kann, verfügt der Prokurator des Königs ab dem Tag, an dem davon ausgegangen wird, dass er das Protokoll erhalten hat, über eine Frist von:

1° vierzig Tagen für die Verstöße der vierten Kategorie;

2° achtzig Tagen für die Verstöße der dritten oder zweiten Kategorie.

Die in Absatz 1 erwähnte Unterrichtung erfolgt anhand des betreffenden, von der Regierung festgelegten Formulars.

Keine Verwaltungsstrafe darf vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist auferlegt werden, es sei denn, der Prokurator des Königs hat im vornhinein mitgeteilt, dass er anschließend an diesen festgestellten Tatbestand keine Verfolgungen einleiten wird. Nach Ablauf dieser Frist kann der im Protokoll angegebene Tatbestand nur noch mittels einer Verwaltungsstrafe bestraft werden.

§ 4. Wenn die Feststellung des Verstoßes einen in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstoß betrifft, werden das Protokoll und ein Beweis für die Versendung des Einschreibens an den Zuwiderhandelnden dem zuständigen sanktionierenden Beamten binnen derselben Frist wie derjenigen nach Paragraph 1 übermittelt. In diesem Rahmen kann der im Protokoll angegebene Tatbestand nur noch mittels einer Verwaltungsstrafe bestraft werden.

Innerhalb derselben Frist übermittelt der feststellende Bedienstete, einschließlich des Polizeibeamten, der den in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstoß festgestellt hat, eine Kopie dieses Protokolls dem örtlich zuständigen Prokurator des Königs zur Information.

§ 5. Wenn die Feststellung des Verstoßes einen in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstoß neben einem anderen Verstoß enthält, kommen die Paragraphen 2 und 3 zur Anwendung.

Art. D.167 - In den erstellten Protokollen oder in den ihnen beigefügten Dokumenten kann der feststellende Bedienstete, wenn er es für zweckmäßig hält, dem Prokurator des Königs vorschlagen, die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches anzuwenden. Gegebenenfalls gibt er den Betrag der für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an.

Art. D.168 - Wenn, im Falle eines Verstoßes, der von einem Motorfahrzeug aus oder mittels eines Motorfahrzeugs begangen wurde, der feststellende Bedienstete den Urheber des Tatbestands nicht, das Nummernschild aber wohl identifizieren konnte, dann gilt das Protokoll zur Feststellung des Verstoßes, in dem das Nummernschild des Fahrzeugs identifiziert ist, als Nachweis dafür, dass der Verstoß von der Person begangen worden ist, auf deren Namen das Fahrzeug bei der für die Zulassung der Fahrzeuge zuständigen Behörde oder einer gleichwertigen, ausländischen Behörde zugelassen ist. Diese Vermutung kann mit allen Rechtsmitteln mit Ausnahme des Eids widerlegt werden.

Wenn eine juristische Person diese Vermutung bestreitet, dann teilt sie die Identität des Fahrers zum Zeitpunkt des Tatbestands, oder, wenn sie diese nicht kennt, die Identität der für das Fahrzeug verantwortlichen Person mit.

KAPITEL IV — *Zwangmaßnahmen*

Art. D.169 - § 1. Wenn das Protokoll eines Verstoßes gegen die in Artikel D.138 genannten Bestimmungen aufgestellt worden ist, kann der Bürgermeister auf der Grundlage des Berichts des feststellenden Bediensteten unbeschadet der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Aktionen:

1° die vollständige oder teilweise Einstellung eines Betriebs oder einer Aktivität für eine von ihm bestimmte Dauer anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, wenn nötig, die sofortige vorübergehende Schließung der Anlage für eine von ihm bestimmte Dauer vornehmen;

3° der für diese Anlage, diesen Betrieb oder diese Tätigkeit verantwortlichen Person einen Einsatzplan oder die Einführung eines Wiederinstandsetzungs- oder Rehabilitierungsplans binnen einer bestimmten Frist und gegebenenfalls die Bereitstellung zugunsten der Region einer Sicherheit nach einer der kraft der Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten, um somit die Wiederinstandsetzung zu garantieren, auferlegen;

4° jede sonstige nützliche Maßnahme treffen, um eine Gefahr für die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit, oder für das Wohlbefinden der Tiere zu beseitigen;

5° der für das Tier verantwortlichen Person die erforderlichen Maßnahmen zum Schutz des Tiers oder zur Gewährleistung seines Wohlbefindens auferlegen;

6° die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung unterrichten;

7° die kraft Artikel 26 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgeschriebenen Folgemaßnahmen zu Lasten des kraft Artikel 26 dieses Dekrets bestimmten Inhabers der Verpflichtungen von Amts wegen veranlassen.

Die kraft Absatz 1 Ziffer 3 angeordneten Maßnahmen können Maßnahmen zur Minderung und Beseitigung der Belästigungen für die Bevölkerung und die Umwelt, oder Übergangsmaßnahmen für die Durchführung des Einsatzplans oder Einführung eines Wiederinstandsetzungs- oder Rehabilitierungsplans umfassen.

Der Bürgermeister übermittelt dem Zuwiderhandelnden seinen Beschluss auf der Grundlage des Absatzes 1 entweder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung oder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung. Der Bürgermeister sendet gleichzeitig eine Abschrift dieses Beschlusses an den feststellenden Bediensteten, der den Bericht verfasst hat.

§ 2. Bei Untätigkeit des Bürgermeisters während dreißig Tagen ab der Einsendung des in § 1 vorgesehenen Berichts oder wenn eine Gefahr so drohend ist, dass die kleinste Verzögerung ein Risiko für die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit oder das Wohlbefinden der Tiere, darstellt, verfügen die in Artikel D.146 genannten feststellenden Bediensteten über dieselben Befugnisse wie der Bürgermeister.

Dies gilt ebenfalls im Falle eines Verstoßes gegen die Artikel D.135 bis D.163 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, wenn dieser Verstoß einen unwiderruflichen Schaden verursachen kann, auch wenn es keine Gefahr für die Umwelt einschließlich der menschlichen Gesundheit gibt.

Der feststellende Bedienstete übermittelt dem Zuwiderhandelnden seinen Beschluss auf der Grundlage von § 1 Absatz 1 entweder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung oder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung.

§ 3. Die gemäß § 1 Ziffer 1 und 2 getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben sobald die für den Betrieb oder die Aktivität notwendige administrative Genehmigung erteilt wird, oder sobald die für den Betrieb oder die Aktivität notwendige Erklärung oder Registrierung von der zuständigen Behörde als zulässig anerkannt worden ist.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde es versäumt, einen Wiederinstandsetzungs- oder Rehabilitierungsplan binnen der festgelegten Frist einzureichen oder dessen Bedingungen nicht beachtet, kann der Bürgermeister oder andernfalls die Regierung oder ihr Beauftragter die Wiederinstandsetzung zu Lasten des Zuwiderhandelnden von Amts wegen durchführen.

§ 5. Falls der Zuwiderhandelnde die auferlegten Maßnahmen nicht fristgerecht trifft, kann die Regierung oder ihr Beauftragter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters die Durchführung der Wiederinstandsetzung von Amts wegen der SPAQuE anvertrauen; diese erfolgt zu Lasten des Zuwiderhandelnden.

§ 6. Neben den in den Paragraphen 4 und 5 vorgesehenen Maßnahmen kann die Regierung oder ihr Beauftragter dem Zuwiderhandelnden die Bereitstellung einer Sicherheit zugunsten der Region nach einer der kraft der Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten auferlegen, um die Durchführung der Wiederinstandsetzung zu garantieren.

Die Regierung oder ihr Beauftragter informiert per Einschreiben die Person(en), die die Sicherheit bilden muss (müssen), wobei sie deren Betrag und die möglichen Verfahren zur Bildung dieser Sicherheit angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheit gebildet worden ist, übermittelt die Regierung oder ihr Beauftragter dem Zuwiderhandelnden eine Zahlungsanordnung binnen vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung.

Die Bildung einer Sicherheit verhindert keinesfalls die Weiterführung der Verfolgungen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die Regierung oder ihr Beauftragter eine Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen lassen.

§ 7. Die sich aus den Maßnahmen des vorliegenden Artikels ergebenden Kosten gehen zu Lasten des mutmaßlichen Urhebers des Verstoßes nach § § 1 und 2.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Kosten Gegenstand eines Vorschusses durch die Wallonische Region sind, wird deren Rückzahlung durch den mutmaßlichen Urheber des Verstoßes verlangt.

Art. D.170 - § 1. Wenn ein Verstoß festgestellt wird bzw. zuvor festgestellt wurde, und dieser Verstoß ein oder mehrere lebende Tiere betrifft, kann ein feststellender Bediensteter oder der Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet sich die Tiere üblicherweise befinden, die administrative Beschlagnahme der Tiere beschließen. Außer wenn sich die unmittelbare Tötung des Tiers als nötig erweist, lassen der feststellende Bedienstete oder der Bürgermeister die Tiere in einer geeigneten Unterkunft unterbringen.

Die Tiere, die trotz eines in Anwendung von Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 verhängten Verbots gehalten werden, können jederzeit Gegenstand einer Beschlagnahme sein durch einen feststellenden Bediensteten oder den Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet sich die Tiere üblicherweise befinden.

§ 2. Wenn ein feststellender Bediensteter oder ein Bürgermeister in Anwendung von Paragraph 1 eine Beschlagnahme durchführt oder durchführen lässt, wird eine Kopie der Beschlagnahmeentscheidung der von der Regierung bestimmten zuständigen Dienststelle nach von der Regierung festgelegten Modalitäten übermittelt. Der Sendung fügt der Bedienstete eine Kopie des Protokolls bei, durch das der Verstoß festgestellt wird bzw. wurde.

Wenn der Verstoß, der die Beschlagnahme veranlasst hat, von einem Polizeibeamten festgestellt worden ist, wird eine Kopie des Protokolls binnen fünfzehn Tagen nach der Feststellung des Tatbestands an die von der Regierung bestimmte zuständige Dienststelle nach von der Regierung festgelegten Modalitäten gerichtet.

§ 3. Die Regierung oder der Bürgermeister entscheidet über die Bestimmung des oder der gemäß Paragraph 1 beschlagnahmten Tiere. Bei dieser Bestimmung handelt es sich um:

- 1° die Rückgabe an den Eigentümer unter Auflagen;
- 2° die Schenkung zu Volleigentum an eine natürliche oder juristische Person, gegebenenfalls unter Auflagen;
- 3° oder die unverzügliche Tötung, wenn diese sich während oder ab Ablauf des Unterbringungszeitraums als erforderlich erweist.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 und 2 handelt es sich um Auflagen, die darauf abzielen, das Wohlbefinden des beschlagnahmten Tiers zu gewährleisten. Die Regierung kann die Art der betreffenden Auflagen bestimmen. Diese Auflagen können mit der Nutzung der Tiere oder ihren Haltungsbedingungen zusammenhängen. Wenn das Tier dem Eigentümer zurückgegeben wird, kann eine der Auflagen in der Verpflichtung einer Abtretung bestehen.

Die Regierung legt das Verfahren zur Festlegung der Bestimmung der Tiere fest.

§ 4. Erfolgt die Beschlagnahme gemäß den Paragraphen 1 bis 3, so übermittelt der Bedienstete oder der Bürgermeister der für die beschlagnahmten Tiere verantwortlichen Person:

- 1° eine Kopie der Beschlagnahmteurkunde;
- 2° die zweckdienlichen Informationen über den Aufenthaltsort und die Bestimmung der Tiere;
- 3° gegebenenfalls eine Kopie der tierärztlichen Begründung, aus der die Notwendigkeit der sofortigen Tötung gemäß Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 3 hervorgeht.

§ 5. Die in Paragraph 1 genannte Beschlagnahme wird durch die in Paragraph 3 genannte Entscheidung oder, in Ermangelung einer solchen Entscheidung, nach Ablauf einer Frist von sechzig Tagen nach Eingang des in Paragraph 2 genannten Protokolls und der Beschlagnahmeentscheidung bei der Verwaltung von Rechts wegen aufgehoben.

Bei der Berechnung der Frist nach Absatz 1 wird der Tag des Eingangs der in Absatz 1 genannten Unterlagen nicht mit berücksichtigt. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Wird innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Entscheidung getroffen, so unterrichtet die Regierung oder der Bürgermeister die für die Tiere verantwortliche Person über die automatische Aufhebung der Beschlagnahme und die Möglichkeit, das Tier an dessen Aufenthaltsort in Besitz zu nehmen. Die Tiere müssen innerhalb von 15 Tagen nach dieser Mitteilung entfernt werden. Nach Ablauf dieser Frist geht das Eigentumsrecht an den Tieren automatisch auf die natürliche oder juristische Person über, bei der sie untergebracht sind.

§ 6. Die Kosten, die mit den auf der Grundlage der Paragraphen 1 bis 3 getroffenen Maßnahmen verbunden sind, gehen zu Lasten der für die Tiere verantwortlichen Person.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Kosten von der Wallonischen Region oder der Gemeinde vorgestreckt werden, werden sie bei der für die Tiere verantwortlichen Person zurückgefordert.

Art. D.171 - Unbeschadet von Artikel 94 des Forstgesetzbuches können die feststellenden Bediensteten zwecks der Vollstreckung der Zwangsmaßnahmen zu jeder Zeit die Anlagen, Räumlichkeiten, Gelände und sonstige Örtlichkeiten betreten, außer wenn sie einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bilden.

Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese feststellenden Bediensteten letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen, oder insofern sich die Person, die über das effektive Nutzungsrecht an den betreffenden Örtlichkeiten verfügt, ihre ausdrückliche und vorherige Zustimmung dazu gegeben hat.

Art. D.172 - Alle Adressaten eines gemäß Artikel D.169 gefassten Beschlusses können bei der Regierung Einspruch einlegen.

Bei Strafe von Verfall wird der Einspruch innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Notifizierung dieses Beschlusses durch Abgabe eines Antrags an die Regierung eingelegt. Der Einspruch setzt die Vollstreckung des beanstandeten Beschlusses nicht aus. Der Empfangstag des Schriftsatzes, der den Anfang der Frist bildet, wird nicht darin aufgenommen. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, so wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem ersten auf den Eingang des Einspruchs folgenden Tag zu. Läuft diese Frist jedoch an einem Samstag, einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag ab, so wird dieser Tag auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

In Ermangelung eines Beschlusses binnen der in Absatz 3 vorgeschriebenen Frist gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wurde, als bestätigt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für den Einspruch.

TITEL IV — *Eventuelles Erlöschen der Strafverfolgung durch einen Vergleich*

Art. D.173 - Der Prokurator des Königs oder der sanktionierende Beamte können im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse und bevor die Strafverfolgungen oder die administrativen Verfolgungen eingeleitet werden, einen Vergleich vorschlagen:

- 1° wenn die Straftat keinem Dritten einen unmittelbaren Schaden zugefügt hat;
- 2° wenn der Zuwiderhandelnde sich damit einverstanden erklärt.

Durch die Zahlung des in Absatz 1 erwähnten Betrags erlöschen:

1° die Strafverfolgungen und die administrativen Verfolgungen, wenn der Vergleich vom Prokurator des Königs angeordnet wird;

2° die administrativen Verfolgungen, wenn der Vergleich vom sanktionierenden Beamten angeordnet wird.

Der Betrag des Vergleichs darf nicht höher sein als der Höchstbetrag der Geldbuße

1° nach Artikel D.178 § 2, wenn sie vom Richter angeordnet wird;

2° nach Artikel D.198 § 1 Absatz 2, wenn sie vom sanktionierenden Beamten angeordnet wird.

Art. D.174 - § 1. Im Falle der Feststellung eines der in Paragraph 2 aufgelisteten Verstöße kann der feststellende Bedienstete unter denselben Bedingungen wie denjenigen für den Vergleich nach Artikel D.173 Absatz 1 eine sofortige Erhebung vorschlagen.

Der Betrag der sofortigen Erhebung wird entweder sofort oder binnen einer Frist von fünf Werktagen ab der Feststellung des Tatbestands eingekommen. Der feststellende Bedienstete kann dem Zuwiderhandelnden außerdem die Wiederinstandsetzung auferlegen. Gegebenenfalls gibt er den Betrag der für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an.

Wenn der feststellende Bedienstete die Wiederinstandsetzung gemäß Absatz 2 auferlegt, kann er zudem Maßnahmen zur Minderung und Beseitigung der Belästigungen für die Bevölkerung und für die Umwelt, oder Übergangsmaßnahmen zur Durchführung der Wiederinstandsetzung anordnen.

Die Regierung bestimmt die Höhe dieses Betrags, die den Höchstbetrag der in Artikel D.198 § 1 Absatz 2 für diesen Verstoß vorgesehenen Geldbuße nicht überschreiten darf, und die Modalitäten für die Einziehung dieses Betrags.

Die feststellenden Bediensteten sind mit der Anwendung des vorliegenden Artikels und der Maßnahmen, die zu seiner Durchführung getroffen wurden, beauftragt.

§ 2. Die Verstöße nach vorliegendem Artikel sind:

1° die Verbrennung von Haushaltsabfällen im Freien oder in Anlagen, die den Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle nicht genügen, mit Ausnahme der Verbrennung von natürlichen, trockenen Abfällen aus Wäldern, Feldern und Gärten in Übereinstimmung mit dem Feldgesetzbuch und dem Forstgesetzbuch;

2° das Zurücklassen von Abfällen, so wie kraft der Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle untersagt, einschließlich der Deponien, die den Wasserläufen Schaden zufügen;

3° das Fehlen einer Umweltgenehmigung oder einer Umwelterklärung oder die Nichteinhaltung der Betriebsbedingungen gemäß den Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung;

4° die Verstöße der dritten und vierten Kategorie gegen die in Artikel D.138 erwähnten Rechtsvorschriften;

5° die Verstöße gegen das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

6° die Verstöße gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

7° die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße;

8° die Verstöße gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;

9° das Fehlen einer in Anwendung der Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle erforderlichen Zulassung oder Registrierung, oder die Nichtbeachtung dieser Zulassung oder Registrierung;

10° die Nichtbeachtung der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen und der Verordnung 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt;

11° die Verstöße gegen das Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung;

12° die Verstöße gegen das Dekret vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft.

§ 3. Durch die Zahlung des in Paragraph 1 erwähnten Betrags erlöschen:

1° die Strafverfolgungen oder die administrativen Verfolgungen, außer wenn der zuständige Prokurator des Königs dem Betreffenden binnen dreißig Tagen ab dem Tag der Zahlung mitteilt, dass er die Absicht hat, die Strafverfolgungen einzuleiten;

2° die administrativen Verfolgungen in Bezug auf einen in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstoß, außer wenn der sanktionierende Beamte dem Betreffenden binnen dreißig Tagen ab dem Tag der Zahlung mitteilt, dass er die Absicht hat, die administrativen Verfolgungen einzuleiten.

Die Notifizierung im Sinne von Absatz 1 Ziffer 1 und 2 erfolgt per Einschreiben. Es gilt, dass die Mitteilung am nächstfolgenden Werktag nach dem Tag der Versendung erfolgt ist.

§ 4. Abweichend von Paragraph 1 zahlt der Zuwiderhandelnde, der keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat, den vorgeschlagenen Betrag sofort. Im Falle einer Anfechtung übergibt er den Bediensteten einen Betrag, der zur Deckung der Geldbuße, der Analyse- oder Sachverständigenkosten bestimmt ist. Die Höhe dieses zu hinterlegenden Betrags und die Modalitäten für dessen Einziehung werden von der Regierung festgelegt.

§ 5. Wenn der Betroffene anschließend an die Strafverfolgungen oder administrativen Verfolgungen verurteilt wird, wird der bereits eingezogene oder hinterlegte Geldbetrag auf die dem Staat geschuldeten Gerichtskosten und auf die verhängte Geldbuße oder auf die administrative Geldbuße angerechnet. Der etwaige Mehrbetrag wird zurückerstattet.

Im Falle eines Freispruchs wird der bereits eingezogene oder kraft § 4 hinterlegte Betrag zurückerstattet.

Der kraft § 4 hinterlegte Betrag wird zurückerstattet, wenn der Prokurator des Königs beschließt, keine Verfolgung vorzunehmen oder wenn die Strafverfolgung erloschen oder verjährt ist.

Art. D.175 - Bei einem Wiederholungsfall wird der Betrag des Vergleichs verdoppelt.

Art. D.176 - Der kraft Artikel D.174 eingezogene Betrag wird dem durch Artikel D.220 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden", oder aber der Gemeinde, eingezahlt, je nachdem der Verstoß von einem in Artikel D.146, D.149 oder D.152 erwähnten Bediensteten festgestellt worden ist.

Art. D.177 - Die kraft des vorliegenden Titels getroffenen Maßnahmen werden in der zentralen Datei verzeichnet, in Übereinstimmung mit den vor der Regierung verabschiedeten Bestimmungen.

Titel V — Strafverfolgung von Verstößen

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. D.178 - § 1. Mit Ausnahme der in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstöße sind die Verstöße gegen die in Artikel D.138 genannten Bestimmungen Gegenstand einer Strafverfolgung, außer wenn die Staatsanwaltschaft von den Befugnissen Gebrauch macht, die ihr durch die Artikel 216bis und 216ter des Strafprozessgesetzbuches zuerkannt werden, oder die Absicht hat, von diesen Befugnissen Gebrauch zu machen.

§ 2. Die Verstöße gegen die in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften werden in vier Kategorien unterteilt.

Verstöße der ersten Kategorie werden mit einer Zuchthausstrafe auf Zeit von zehn bis fünfzehn Jahren und einer Geldstrafe von mindestens 100.000 Euro und höchstens 10.000.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Verstöße der zweiten Kategorie werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Jahren und einer Geldstrafe von mindestens 100 Euro und höchstens 1.000.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Verstöße der dritten Kategorie werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis sechs Monaten und einer Geldstrafe von mindestens 100 Euro und höchstens 100.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Verstöße der vierten Kategorie werden mit einer Geldstrafe von mindestens 1 Euro und höchstens 1.000 Euro bestraft.

In Abweichung von Absatz 1 sind die strafrechtlichen Sanktionen, die für Verstöße gegen die in Artikel D.138 Absatz 1 Ziffer 1 und 6 genannten Bestimmungen vorgesehen sind, diejenigen, die in den genannten Rechtsvorschriften vorgesehen sind.

§ 3. Als Alternative können die Verstöße der zweiten, dritten und vierten Kategorie Gegenstand entweder eines Vergleichs oder einer Verwaltungsstrafe sein.

Art. D.179 - Verstöße der ersten Kategorie erfordern das Vorhandensein aller nachstehenden Bestandteile:

- 1° ein materielles Element, das für einen Verstoß der zweiten Kategorie grundlegend gewesen wäre;
- 2° ein moralisches Element, durch welches der Verstoß in einer Gewinnerzielungsabsicht begangen worden ist;
- 3° ein materielles Element, das in dem Umstand besteht, dass die menschliche Gesundheit gefährdet worden ist, oder gefährdet werden konnte.

Abweichend von Absatz 1 erfordern die im Bereich des Tierschutzes begangenen Verstöße der ersten Kategorie das Vorhandensein aller nachstehenden Bestandteile:

- 1° ein materielles Element, das für einen Verstoß der zweiten Kategorie grundlegend gewesen wäre;
- 2° ein moralisches Element, durch welches der Verstoß wissentlich und in der Absicht, dem Tier Leiden zuzufügen, begangen worden ist;
- 3° ein materielles Element, das in dem Umstand besteht, dass das Leben des Tieres ernsthaft gefährdet worden ist.

Art. D.180 - Bei einem Wiederholungsfall können die Strafen auf das Doppelte der Höchststrafe nach Artikel D.178 § 2 erhöht werden. Zudem darf die kleinste Geldstrafe in diesem Fall nicht weniger als das Dreifache der Mindeststrafe betragen.

Bei einem Wiederholungsfall betreffend einen Verstoß,

1° der im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz vorgesehen ist, ordnet der Richter ein Verbot an, das Tier, das Gegenstand des Verstoßes ist, zu halten, oder den Entzug der Tierhaltungsgenehmigung nach Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, wobei diese Strafe endgültig ist, oder für einen Zeitraum von einem Monat bis zu zehn Jahren gilt;

2° der im Rahmen des Berufs des Zuwiderhandelnden begangen wurde, kann der Richter dem Zuwiderhandelnden untersagen, während eines Zeitraums von einem bis fünf Jahren eine bestimmte berufliche Tätigkeit, die mit dem Verstoß zusammenhängt, persönlich oder durch Vorschieben einer Mittelsperson auszuüben.

Art. D.181 - Wenn der Betreiber eine juristische Person ist, die Gegenstand einer Liquidation, eines Vergleichsverfahrens, oder eines Konkurses gewesen ist, und die von einer oder mehreren juristischen Personen im Sinne der Artikel 5 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften, oder von juristischen Personen, die einen Konzern im Sinne des Artikels 10 des Gesetzbuches über die Gesellschaften bilden, kontrolliert war, sind die Muttergesellschaft oder die den Konzern zusammenstellenden Gesellschaften verpflichtet, an Stelle des säumigen Betreibers für die Zwangsmaßnahmen im Sinne von Artikel D.169 bis D.172, die Vergleichsmaßnahmen, die strafrechtlichen Geldbußen, die Verwaltungsstrafen oder die Wiederherstellungsmaßnahmen im Sinne von Artikel D.185 und D.201 zu haften.

Art. D.182 - § 1. Die Vorladung vor Gericht in Bezug auf einen Verstoß gegen das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird auf Betreiben des Gerichtsvollziehers bei dem aufgrund der Lage der Güter zuständigen Hypothekenamt überschrieben.

In der Vorladung werden die katastermäßige Beschreibung der Immobilie, die Gegenstand des Verstoßes ist, und die Identifikation des Eigentümers angegeben.

Jeder in der Rechtssache gefasste Beschluss wird am Rande der Übertragung der Vorladung oder der Zustellungsurkunde gemäß dem in Artikel 84 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung angegeben.

§ 2. Der Greffier des Zivil- oder Strafgerichts stellt der Verwaltung und gegebenenfalls der SPAQuE eine Abschrift der Vorladungen vor den Tatgerichten, sowohl in erster Instanz als in Berufung, betreffend Verstöße gegen das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung zu.

KAPITEL II — Bestimmte Verstöße

Art. D.183 - Kraft der in Artikel D.138 erwähnten Rechtsvorschriften begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie, derjenige der:

- 1° sich den Zwangsmaßnahmen nach den Artikeln D.169 bis D.172 widersetzt, gegen sie verstößt oder sie nicht beachtet;
- 2° sich den Aufgaben der feststellenden Bediensteten entgegenstellt oder sie behindert, oder eine erteilte Anordnung nicht beachtet;
- 3° sich den Aufgaben der sanktionierenden Beamten entgegenstellt oder sie behindert;
- 4° sich den Sanktionen oder Wiederherstellungsmaßnahmen, die vom Richter kraft Artikel D.185 verhängt worden sind, entgegenstellt, sie behindert, nicht beachtet oder nicht durchführt;
- 4° sich den Sanktionen oder Wiederherstellungsmaßnahmen, die von einem sanktionierenden Beamten kraft Artikel D.201 verhängt worden sind, entgegenstellt, sie behindert, nicht beachtet oder nicht durchführt, außer im Falle eines Rechtsbehelfs nach den Artikeln D.217 und D.218;

6° trotz eines von einem Richter oder einem sanktionierenden Beamten verhängten Verbots eine berufliche Aktivität ausübt.

Art. D.184 - § 1. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung 1907/2006 des Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe sowie zu den auf diese Stoffe anwendbaren Beschränkungen (REACH), zur Schaffung einer Europäischen Agentur für chemische Stoffe, zur Änderung der Richtlinie 1999/45/EG

und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 793/93 des Rates und der Verordnung 1488/94 der Kommission sowie der Richtlinie 76/769/EWG des Rates und der Richtlinien 91/155/EWG, 93/67/EWG, 93/105/EG und 2000/21/EG der Kommission (weiter unten die "Verordnung vom 18. Dezember 2006" genannt) zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 5;
- 2° Artikel 6 §§ 1 und 3;
- 3° Artikel 7 §1;
- 4° Artikel 9 §§ 5 und 6;
- 5° Artikel 14 §§ 1, 6 und 7;
- 6° Artikel 37 §§ 4, 5, 6 und 7;
- 7° Artikel 38 §§ 1, 3 und 4;
- 8° Artikel 39 §§ 1 und 2;
- 9° Artikel 40 § 4;
- 10° Artikel 50 § 4;
- 11° Artikel 56 §§ 1 und 2;
- 12° Artikel 60 § 10;
- 13° Artikel 67.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der Bestimmungen der Verordnung vom 18. Dezember 2006.

§ 2. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluorierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 842/2006 zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 3 §§ 2 bis 4;
- 2° Artikel 4 §§ 1 bis 4;
- 3° Artikel 5 § 1;
- 4° Artikel 6 §§ 1 und 2;
- 5° Artikel 8 §§ 1 bis 3;
- 6° Artikel 10 § 3;
- 7° Artikel 11 § 4;
- 8° Artikel 13 §§ 1 und 2.

§ 3. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der:

1° eine illegale Verbringung von Abfällen im Sinne von Artikel 2 Ziffer 35 der Verordnung Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen (nachstehend als "Verordnung vom 14. Juni 2006" bezeichnet) durchführt;

2° gegen die Artikel 3, 4, 5, 9 § 6, 10 bis 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35 § 4, 36 § 1, 37, 38, 39, 40, 41, 42 § 3 Buchstabe c) und § 4, 45, 46, 47, 48, und 49 der Verordnung vom 14. Juni 2006 verstößt.

§ 4. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der gegen die Bestimmungen von Artikel 1 und von dem Anhang zur Verordnung 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt, verstößt.

§ 5. Einen Verstoß der zweiten Kategorie gegen die Verordnung Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, begeht

1° derjenige, der geregelte Stoffe erzeugt unter Verstoß gegen die Verbote oder Einschränkungen der Herstellung nach oder in Anwendung der Artikel 4, 7, 8 und 11;

2° derjenige, der geregelte Stoffe benutzt unter Verstoß gegen die Verbote oder Einschränkungen der Verwendung nach oder in Anwendung von Artikel 5, 7, 8, 11, 12 und 13;

3° derjenige, der geregelte Stoffe rückgewinnt und zerstört unter Nichteinhaltung der Vorschriften nach oder in Anwendung von Artikel 22;

4° jedes Unternehmen, das die präventiven Maßnahmen nach oder in Anwendung von Artikel 23 nicht einhält;

5° derjenige, der gegen Artikel 17 verstößt.

§ 6. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der den Bestimmungen der folgenden Artikel der Verordnung (EU) Nr. 2017/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2017 über Quecksilber und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 1102/2008, und den in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 3 §§ 1, 2 und 4;
- 2° Artikel 4 §§ 1 und 4;
- 3° Artikel 5;
- 4° Artikel 7;
- 5° Artikel 8 §§ 1 bis 3;
- 6° Artikel 9 § 1;
- 7° Artikel 10 §§ 4 bis 6;
- 8° Artikel 11;
- 9° Artikel 13 §§ 1 und 3.

§ 7. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der Artikel 4 §§ 1 bis 3, 5, 6 und 8 oder Artikel 7 § 1, 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über Maßnahmen für die Nutzer zur Einhaltung der Vorschriften des Protokolls von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile in der Union zuwiderhandelt.

§ 8. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie gegen Artikel 24 der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 (Verordnung über tierische Nebenprodukte), derjenige der:

- 1° einen Betrieb und/oder Anlagen ohne Zulassung betreibt;
- 2° die in seiner Zulassung enthaltenen Vorschriften nicht einhält.

§ 9. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung vom 18. Dezember 2006 zuwiderhandelt:

- 1° Artikel 6 § 4;
- 2° Artikel 7 § 2;
- 3° Artikel 9 § 2;
- 4° Artikel 12 §§ 2 und 3;
- 5° Artikel 17 § 1;
- 6° Artikel 18 § 1;
- 7° Artikel 22 §§ 1, 2 und 4;
- 8° Artikel 24 § 2;
- 9° Artikel 36 §§ 1 und 2;
- 10° Artikel 41 § 4;
- 11° Artikel 46 § 2;
- 12° Artikel 49;
- 13° Artikel 50 § 2;
- 14° Artikel 61 §§ 1 und 3;
- 15° Artikel 63 § 3;
- 16° Artikel 66 § 1;
- 17° Artikel 105.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen.

§ 10. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie derjenige, der dem Artikel 19 der Verordnung (EU) Nr. 517/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über fluorierte Treibhausgase und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 842/2006 oder kraft dieser Verordnung verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.

§ 11. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie derjenige, der den Bestimmungen der Artikel 12 und 14 der Verordnung (EU) Nr. 2017/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2017 über Quecksilber und zur Aufhebung der Verordnung (EG) 1102/2008, und den in Anwendung dieser Artikel verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.

KAPITEL III — Nebenmaßnahmen, die vom Richter angeordnet werden können

Art. D.185 - § 1. Neben der Strafe kann der Richter entweder von Amts wegen, oder auf Antrag der Staatsanwaltschaft, oder Auftrag der von der Regierung bestimmten Person, oder auf Antrag des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, oder auf Antrag der Zivilpartei, die folgenden, zu Lasten des Zuwiderhandelnden fallenden Wiederherstellungsmaßnahmen anordnen:

- 1° die Wiederinstandsetzung;
- 2° die Durchführung von Maßnahmen, damit dem Verstoß ein Ende gesetzt wird;
- 3° die Durchführung von Maßnahmen zum Schutz der Bevölkerung oder der Umwelt vor Belästigungen, oder die darauf abzielen, den Zugang zum Ort des Verstoßes zu verhindern;
- 4° die Durchführung von Maßnahmen zur Minderung der Belästigungen und ihrer Folgen;
- 5° die Durchführung von Einrichtungsarbeiten, um die Situation vor der Wiederinstandsetzung vorübergehend zu regeln;
- 6° die Durchführung einer Studie zur Bestimmung der geeigneten Sicherheits- oder Wiedergutmachungsmaßnahmen;
- 7° Wiederbesatz- bzw. Wiederbelegungsmaßnahmen im Falle eines Verstoßes gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 kann es sich bei den Maßnahmen, die darauf abzielen, dem Verstoß ein Ende zu setzen, insbesondere um folgende Maßnahmen handeln:

- 1° die Einstellung aller oder bestimmter Betriebsaktivitäten am Ort, wo der Verstoß begangen worden ist, während der von dem Richter festgelegten Dauer;
- 2° die Schließung des Betriebs, wo der Verstoß begangen worden ist, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu drei Jahren.

Zur Bestimmung der Art und des Umfangs der Wiederherstellungsmaßnahme, die der Richter anzuordnen beabsichtigt, kann Letzterer zuvor alle Drittpersonen anhören, die er zu diesem Zweck bestimmt.

In seiner Entscheidung bestimmt der Richter die Frist, innerhalb deren der Zuwiderhandelnde die Wiederherstellungsmaßnahmen erledigen muss.

§ 2. Wenn die Örtlichkeiten nicht binnen der vorgeschriebenen Frist wieder in Stand gesetzt worden sind oder die Arbeiten nicht durchgeführt worden sind, kann der Richter unbeschadet der Anwendung des Kapitels XXIII des Buches IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches anordnen, dass die Regierung oder der Bürgermeister die Arbeiten von Amts wegen durchführen lassen kann.

Der Verurteilte wird dazu gezwungen, für alle damit verbundenen Kosten aufzukommen, aufgrund eines einfachen, von der Behörde, die die Durchführung der Arbeiten veranlasst hat, erstellten Berichts der Lage.

Art. D.186 - Der Richter kann anordnen, dass der Verurteilte unter Gefahr der Auferlegung eines Zwangsgelds binnen acht Tagen nachdem das Urteil endgültig geworden ist, eine Sicherheit zugunsten der Regierung bildet, gemäß den in den Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung festgelegten Modalitäten; deren Betrag muss den veranschlagten Kosten der angeordneten Maßnahmen entsprechen.

Art. D.187 - Wenn die vom Richter vorgeschriebenen Wiederherstellungsmaßnahmen nicht durchgeführt worden sind, kann die Regierung oder das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, unbeschadet von der Anwendung von Kapitel XXIII des Buches IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches deren Durchführung von Amts wegen veranlassen.

Der Verurteilte wird dazu gezwungen, für alle damit verbundenen Kosten aufzukommen, aufgrund eines einfachen, von der Behörde, die die Durchführung der Arbeiten veranlasst hat, erstellten Berichts der Lage.

Art. D.188 - Der Richter kann denjenigen, der den Verstoß begangen hat, dazu verurteilen, der Gemeinde oder dem durch Artikel D.220 eingeführten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden", einen Betrag zu zahlen, der den Kosten entspricht, die die Gemeinde oder die Region ausgelegt haben, um die Gefahr eines Umweltschadens oder den Umweltschaden, die / der durch den Verstoß verursacht wurde, einschließlich der menschlichen Gesundheit, zu vermeiden, zu minimieren, zu beenden oder zu beheben. Diese Bestimmung verhindert nicht die Möglichkeit für jede betreffende öffentliche Behörde, einen Schadenersatz, einschließlich mittels einer zivilen Geldbuße, vor Gericht einzuklagen.

Art. D.189 - § 1. Neben der Strafe kann der Richter entweder von Amts wegen, oder auf Antrag der Staatsanwaltschaft, oder Auftrag der von der Regierung bestimmten Person, oder auf Antrag des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, oder auf Antrag der Zivilpartei, den Zuwiderhandelnden zu folgenden Strafen verurteilen:

1° Verbot, endgültig oder während eines Zeitraums von drei Monaten bis zu zehn Jahren, ein oder mehrere Tiere einer oder mehrerer bestimmten Arten zu halten;

2° Beschränkung der Anzahl gehaltener Tiere oder Arten;

3° Entzug der Tierhaltungsgenehmigung im Sinne von Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 kann der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung für eine bestimmte Frist oder endgültig gelten. Die bestimmte Frist darf nicht weniger als drei Monate sein.

Das Verbot der Tierhaltung oder der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung, das bzw. der vom Richter gemäß Absatz 1 angeordnet wurde, führt dazu, dass dem Zuwiderhandelnden unter den festgelegten Bedingungen nicht mehr erlaubt wird, direkt, indirekt oder über eine Mittelsperson, ein oder mehrere Tiere zu halten.

Die Entscheidungen zum Entzug der Tierhaltungsgenehmigung werden in der in Artikel D.144 genannten zentralen Datei verzeichnet.

§ 2. In den in Artikel D.170 § 1 genannten Fällen kann der Richter die Einziehung anordnen. In den in Artikel D.170 § 1 Absatz 2 genannten Fällen wird die Einziehung immer angeordnet. Dies gilt auch im Falle von Tierkämpfen oder Tierabschüssen für die Einsätze, den Betrag der Eintrittsgebühren und die Gegenstände oder Anlagen, die für diese Kämpfe bzw. Abschüsse dienen.

Art. D.190 - Der Richter kann anordnen, dass die verurteilende Entscheidung zu Lasten des Verurteilten und nach vom Richter festgelegten Modalitäten veröffentlicht wird.

Art. D.191 - Der Greffier des Zivil- oder Strafgerichts notifiziert dem Generaldirektor der Verwaltung und ggf. dem Gemeindegremium eine Kopie der Anträge oder Vorladungen vor dem Tatgericht, sowohl in erster Instanz als in Berufung, betreffend die in den Artikeln D.185 und D.187 erwähnten Verstöße.

Die Urteile und Entscheide, für die eine Kopie der Anträge oder Vorladungen gemäß Absatz 1 notifiziert worden ist, werden vom Greffier des Gerichts dem Verurteilten wie auch gleichzeitig dem Generaldirektor der Verwaltung und ggf. dem Gemeindegremium notifiziert.

TITEL VI — Administrative Verfolgung von Verstößen

KAPITEL I — Einführende Bestimmungen

Art. D.192 - § 1. Unter der Voraussetzung, dass die festgestellten Verstöße keine Verstöße der ersten Kategorie darstellen, können die kraft Paragraph 2 aufgelisteten, herabgestuften Verstöße in Übereinstimmung mit vorliegendem Titel Gegenstand von ausschließlichen Verwaltungsstrafen sein, unter Ausschluss jeglicher Strafverfolgung.

Die sofortige Erhebung, die kraft Artikel D.174 vom feststellenden Bediensteten vorgeschlagen werden kann, bleibt anwendbar.

§ 2. Die Regierung kann auf Stellungnahme der Vertreter der Staatsanwaltschaften der verschiedenen Amtsbereiche der Appellationshöfe und Gerichtsbezirke die Liste der herabgestuften Verstöße festlegen. Diese Herabstufung kann nicht stattfinden, wenn das Verhalten, das zum betreffenden Verstoß geführt hat:

1° von einer organisierten Struktur begangen wird;

2° die Verbringung von Abfällen im Sinne der geltenden Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle betrifft;

3° der Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit ernsthaft schadet, oder dem Wohlbefinden der Tiere ernsthaft schadet oder Todesursache ist;

4° darin besteht, über keine Umweltgenehmigung zu verfügen, oder keinen Sicherheitsbericht oder Umweltverträglichkeitsbericht zu erstellen.

Art. D.193 - Unbeschadet von Artikel D.192 werden die festgestellten Verstöße mittels Verwaltungsstrafen verfolgt, außer wenn:

1° die Staatsanwaltschaft der Ansicht ist, dass es Anlass zu einer Strafverfolgung gibt, oder die ihr durch die Artikel 216bis und 216ter des Strafprozessgesetzbuches erteilten Befugnisse anwendet, oder beabsichtigt, sie anzuwenden;

2° ein Vergleich in Übereinstimmung mit Artikel D.173 abgeschlossen und umgesetzt wurde.

Die Strafverfolgungen und der Vergleich schließen die Anwendung von administrativen Verfolgungen durch einen sanktionierenden Beamten aus.

KAPITEL II - Befugnisse des sanktionierenden Beamten

Art. D.194 - § 1. Falls der Prokurator des Königs auf die Strafverfolgung verzichtet oder die Zustellung seines Beschlusses innerhalb der in Artikel D.166 § 3 festgelegten Frist versäumt, oder im Falle der in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstöße beschließt der sanktionierende Beamte, ob es Anlass gibt, administrative Verfolgungen einzuleiten.

§ 2. Der sanktionierende Beamte kann:

1° jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisaufnahme nützlich sein könnte;

2° sich von jeglicher Person jegliche Auskunft mitteilen, und jegliches Dokument, Schriftstück oder Zeugnis vorzeigen lassen, die nützlich sind, sowie eine fotografische oder sonstige Kopie davon anfertigen, oder gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

3° von den feststellenden Bediensteten die Erfüllung ergänzender Pflichten verlangen;

4° das Vorzeigen von beschlagnahmten Gegenständen bei den Gerichtskanzleien beantragen;

5° einen technischen Sachverständigen hinzuziehen;

6° sich vor Ort begeben;

7° den Sachverhalt umbenennen.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 und 2 kann der sanktionierende Beamte bei anderen Personen als der betroffenen Person die Mitteilung von personenbezogenen Daten beantragen, die zur Erfüllung der ihm anvertrauten Aufgaben erforderlich sind. In seinem Antrag begründet er die Notwendigkeit, sich diese Daten zu beschaffen. Die um Auskunft gebetene Person übermittelt die beantragten Daten dem sanktionierenden Beamten, der ab deren Empfang für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortlich wird.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 7 besteht die Umbenennung des Sachverhalts in der Beurteilung der Handlungen, die den vom feststellenden Bediensteten festgestellten Verstoß darstellen, ggf. nach Anhörung des Zuwiderhandelnden, und in der Bestimmung des Vorhandenseins eines oder mehrerer weiteren Verstöße gegen die in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften, ggf. als Ersatz für den ursprünglich festgestellten Verstoß, oder in der Feststellung der möglichen gemeinsamen Erfüllung aller notwendigen Bedingungen für einen Verstoß der ersten Kategorie im Sinne von Artikel D.179.

Art. D.195 - § 1. Vor jeder Entscheidung teilt der sanktionierende Beamte dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben oder jede sonstige von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, folgende Angaben mit:

1° den Tatbestand, aufgrund dessen das Verfahren eingeleitet worden ist;

2° einen Auszug aus den Rechtsvorschriften, gegen die verstoßen worden ist, sowie ggf. einen Auszug aus der Gemeindeverordnung, gegen die verstoßen worden ist;

3° die Verwaltungsstrafen und die eventuellen Wiederherstellungsmaßnahmen, die für den festgestellten Sachverhalt verhängt werden können;

4° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsmittel binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag der Notifizierung des Einschreibens schriftlich, per Einschreibesendung oder auf jede andere, von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, gelten zu lassen, und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, bei dem sanktionierenden Beamten die mündliche Vorstellung seiner Verteidigung zu beantragen;

5° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde sich von der Person seiner Wahl beistehen lassen kann;

6° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde in seine Akte Einsicht haben kann;

7° eine Abschrift des in Artikel D.165 erwähnten Feststellungsprotokolls.

Der sanktionierende Beamte bestimmt ggf. den Tag und die Uhrzeit, an denen der Zuwiderhandelnde vorgeladen wird, um seine Verteidigung mündlich vorzustellen.

§ 2. Am Ablauf der in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Frist oder vor dem Ablauf dieser Frist, wenn der Zuwiderhandelnde wissen lässt, dass er den Tatbestand nicht bestreitet, oder ggf. nach der mündlichen Verteidigung der Sache durch den Zuwiderhandelnden oder die zu diesem Zweck bevollmächtigte Person kann der sanktionierende Beamte eine in Artikel D.198 vorgesehene Verwaltungsstrafe auferlegen und eine in Artikel D.201 vorgesehene Wiederherstellungsmaßnahme anordnen.

Keine Verwaltungsstrafe und keine Wiederherstellungsmaßnahme wird mehr als zwei Jahre nach dem Eingang der Kopie des Protokolls verhängt.

KAPITEL III — *Verwaltungsstrafen und alternative Maßnahmen*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. D.196 - Die Verwaltungsstrafe steht in einem angemessenen Verhältnis zur Schwere des Tatbestands, der sie begründet.

Art. D.197 - § 1. Unbeschadet von Paragraf 2 wird die Verwaltungsstrafe vom regionalen sanktionierenden Beamten verhängt.

§ 2. Wenn der Verstoß von einem kraft Artikel D.149 benannten Bediensteten oder von einem Beamten der lokalen Polizei festgestellt worden ist, und er in der Gemeindeverordnung gemäß Paragraf 3 vorgesehen ist, wird die Strafe von dem kraft Artikel 157 § 1 Absatz 3 durch den Gemeinderat bestimmten kommunalen oder provinziellen sanktionierenden Beamten auferlegt.

§ 3. Der Gemeinderat kann Handlungen, die folgende Verstöße darstellen, mittels einer Gemeindeverordnung ganz oder teilweise als Straftat einstufen:

1° die Verbrennung von Haushaltsabfällen im Freien oder in Anlagen, die den Bestimmungen der Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle nicht genügen, mit Ausnahme der Verbrennung von natürlichen trockenen Abfällen aus Wäldern, Feldern und Gärten im Sinne des Feldgesetzbuches und des Forstgesetzbuches;

2° das Zurücklassen von Abfällen, so wie kraft der Rechtsvorschriften in Sachen Abfälle untersagt, einschließlich der Deponien, die den Wasserläufen Schaden zufügen;

3° die Verstöße der dritten und vierten Kategorie gegen die in Artikel D.138 genannten Rechtsvorschriften, mit Ausnahme derjenigen nach Artikel D.138 Absatz 1 Ziffer 1 und 6;

4° die Verstöße gegen das Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung

Die in der Gemeindeverordnung genannten Verstöße können mit einer Verwaltungsstrafe oder mit Wiederherstellungsmaßnahmen nach Artikel D.201 geahndet werden.

Art. D.198 - § 1. Der sanktionierende Beamte kann eine oder mehrere der folgenden Maßnahmen verkünden:

1° eine administrative Geldbuße, deren Betrag in Absatz 2 bestimmt ist;

2° einen Dienst an der Gemeinschaft, der in einer gemeinnützigen Leistung des Zuwiderhandelnden zugunsten der Kollektivität besteht;

3° einen Vergleich, so wie in Artikel D.202 bestimmt.

Der Betrag der verwirkten administrativen Geldbuße beläuft sich auf:

- 1° 150 Euro bis 200.000 Euro für einen Verstoß der zweiten Kategorie;
- 2° 50 Euro bis 15.000 Euro für einen Verstoß der dritten Kategorie;
- 3° 1 Euro bis 2.000 Euro für einen Verstoß der vierten Kategorie.

Für die in Anwendung von Artikel D.192 herabgestuften Verstöße sind die in Absatz 2 vorgesehenen Beträge entsprechend der Kategorie des jeweiligen Verstoßes anwendbar.

§ 2. Nur der regionale sanktionierende Beamte kann den Entzug oder die verwaltungsrechtliche einstweilige Aufhebung einer Zulassung, einer Registrierung, einer Genehmigung oder einer Abweichung auferlegen, die gemäß den Bestimmungen nach Artikel D.138 und ihren Ausführungserlassen ausgestellt worden war, dies nach Stellungnahme der ausstellenden Behörde.

Die Behörde, die die Zulassung, Registrierung, Genehmigung oder Abweichung ausgestellt hatte, teilt dem sanktionierenden Beamten ihre Stellungnahme binnen dreißig Tagen ab dem vom sanktionierenden Beamten eingereichten Antrag auf Stellungnahme mit. Wird innerhalb der festgelegten Frist keine Stellungnahme übermittelt, dann gilt diese als für den Entzug oder die einstweilige Aufhebung günstige Stellungnahme.

Der Entzug der in Absatz 1 genannten Rechtsakte kann für den Betreiber des betreffenden Betriebs zum Verbot führen, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu fünf Jahren eine neue Zulassung, eine neue Registrierung oder eine neue Genehmigung zu beantragen.

Die Umweltgenehmigung und die Erklärung im Sinne der Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung werden von der in Absatz 1 genannten Strafe nicht betroffen.

§ 3. Im Sinne einer zusätzlichen Sanktion kann der sanktionierende Beamte Folgendes beschlagnahmen:

1° die Sachen, die den Gegenstand des Verstoßes darstellen, und diejenigen, die dazu gedient haben, oder dazu bestimmt waren, den Verstoß zu begehen, wenn sie dem Zuwiderhandelnden gehören;

2° die durch den Verstoß hervorgebrachten Sachen;

3° die Vermögensvorteile, die unmittelbar aus dem Verstoß gezogen wurden; die Güter und Werte, die an ihre Stelle getreten sind, und die Einkünfte aus diesen investierten Vorteilen.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 bestimmt die Regierung das Verfahren zur Verwaltung und Übermittlung an den zuständigen sanktionierenden Beamten der beschlagnahmten Gegenstände, die in den Kanzleien des gerichtlichen Standes aufbewahrt werden.

Gegebenenfalls bestimmt der sanktionierende Beamte die Bestimmung der beschlagnahmten Güter.

§ 4. Im Sinne einer zusätzlichen Sanktion kann der sanktionierende Beamte die Veröffentlichung seiner Entscheidung zu Lasten des Zuwiderhandelnden und unter Einhaltung der von ihm festgelegten Modalitäten anordnen.

§ 5. Wenn ein Verstoß gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz oder gegen die kraft dieses Gesetzbuches verabschiedeten Bestimmungen festgestellt wird, kann der sanktionierende Beamte:

1° das Halten eines oder mehrerer Tiere einer oder mehrerer bestimmten Arten während eines Zeitraums von einem Monat bis zu fünf Jahren untersagen;

2° die Anzahl Tiere oder Tierarten, die gehalten werden dürfen, einschränken;

3° die Tierhaltungsgenehmigung im Sinne von Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz entziehen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 kann der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung für eine bestimmte Frist oder endgültig gelten. Die bestimmte Frist darf nicht weniger als ein Monat sein.

Das Verbot der Tierhaltung oder der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung, das bzw. der vom sanktionierenden Beamten gemäß Absatz 1 angeordnet wurde, führt dazu, dass dem Zuwiderhandelnden unter den festgelegten Bedingungen nicht mehr erlaubt wird, direkt, indirekt oder über eine Mittelsperson, ein oder mehrere Tiere zu halten.

Die Entscheidungen zum Entzug der Tierhaltungsgenehmigung werden in der in Artikel D.144 genannten zentralen Datei verzeichnet.

Art. D.199 - Im Falle einer wiederholten Verstoßes:

1° wird der Höchstbetrag der verwirkten administrativen Geldbuße verdoppelt;

2° für einen Verstoß, der im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz vorgesehen ist, ordnet der sanktionierende Beamte ein Verbot an, das Tier, das Gegenstand des Verstoßes ist, zu halten, oder den Entzug der Tierhaltungsgenehmigung nach Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, wobei diese Strafe endgültig ist, oder für einen Zeitraum von einem Monat bis zu fünf Jahren gilt;

3° für einen Verstoß, der im Rahmen des Berufs des Zuwiderhandelnden begangen wurde, kann der sanktionierende Beamte dem Zuwiderhandelnden untersagen, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu drei Jahren eine bestimmte berufliche Tätigkeit, die mit dem Verstoß unmittelbar zusammenhängt, persönlich oder durch Vorschieben einer Mittelsperson auszuüben.

Art. D.200 - § 1. Bei der Verhängung einer Verwaltungsstrafe kann der sanktionierende Beamte:

1° dem Urheber des Verstoßes Maßnahmen zum Aufschub der Vollstreckung aller oder eines Teils der in Artikel D.198 vorgesehenen Sanktionen gewähren;

2° den Betrag der administrativen Geldbuße bei mildernden Umständen unter den in Artikel D.198 vorgesehenen Mindestbetrag verringern.

Wenn kraft Absatz 1 Ziffer 1 eine Maßnahme zum Aufschub der Vollstreckung verkündet wird, kann die Frist des Aufschubs nicht weniger als ein Jahr, noch mehr als vier Jahre ab dem Datum der Entscheidung betragen. Bei diesem Aufschub der Vollstreckung

1° kann es sich um einen Aufschub mit Bewährungsauflagen handeln, wenn er mit kraft Paragraf 2 festgelegten Sonderbedingungen einhergeht;

2° kann es sich um einen einfachen Aufschub handeln, wenn er mit keiner Sonderbedingung einhergeht.

In allen Fällen unterliegt der Aufschub der Vollstreckung der Bedingung, dass im Laufe der vom sanktionierenden Beamten bestimmten Frist kein weiterer Verstoß gegen eine der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen oder ihre Ausführungserlasse begangen wird.

§ 2. Der Aufschub mit Bewährungsauflagen nach Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 1 geht immer mit den folgenden Bedingungen einher:

1° über eine feste Anschrift verfügen; wenn diese geändert wird, die Anschrift des neuen Wohnorts unverzüglich dem sanktionierenden Beamten oder der von der Regierung bestimmten Dienststelle mitteilen;

2° den Einberufungen des sanktionierenden Beamten oder der von der Regierung bestimmten Dienststelle Folge leisten.

Diese Bedingungen können durch weitere, vom sanktionierenden Beamten bestimmte Sonderbedingungen ergänzt werden. Bei der Bestimmung dieser Sonderbedingungen werden der festgestellte Sachverhalt und die Situation des Zuwiderhandelnden berücksichtigt; es wird darauf geachtet, Wiederholungsfälle zu vermeiden, und der Begleitung des Zuwiderhandelnden einen Rahmen zu geben.

Diese Sonderbedingungen können insbesondere in der Pflicht bestehen,

1° einen Dienst an der Gemeinschaft nach Artikel D.203 ff. zu leisten;

2° an einer bestimmten Ausbildung teilzunehmen.

Die Modalitäten der Betreuung im Sinne von Absatz 2 werden von der Regierung festgelegt. Diese zielt darauf ab, Wiederholungsfälle zu vermeiden, indem die kraft des vorliegenden Paragrafen festgelegten Bedingungen überwacht und beobachtet werden.

§ 3. Die Erfüllung der kraft Paragraf 2 festgelegten Bedingungen wird von dem sanktionierenden Beamten oder der von der Regierung bestimmten Dienststelle kontrolliert. Die Regierung bestimmt die Modalitäten und Häufigkeit dieser Kontrolle.

§ 4. Der Aufschub wird vom sanktionierenden Beamten von Rechts wegen widerrufen, wenn während der Probezeit ein neuer Verstoß gegen eine der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen oder seine Ausführungserrlässe begangen wird, der zu einer formell rechtskräftigen straf- oder verwaltungsrechtlichen Verurteilung geführt hat.

Der Aufschub mit Bewährungsauflagen kann widerrufen werden, wenn die Person, die Gegenstand dieser Maßnahme ist, die kraft Paragraf 2 festgelegten Bedingungen nicht beachtet. In diesem Fall leitet der sanktionierende Beamte das Widerrufungsverfahren spätestens binnen drei Monaten nach der Feststellung der Nichteinhaltung der festgelegten Bedingungen ein.

Vor jeder Widerrufungsentscheidung teilt der sanktionierende Beamte dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben oder jede sonstige von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, folgende Angaben mit:

1° den Sachverhalt, wegen dessen das Widerrufungsverfahren eingeleitet wurde, sowie die beabsichtigte Möglichkeit, den Aufschub zu widerrufen;

2° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsmittel binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag der Notifizierung des Einschreibens schriftlich, per Einschreibesendung oder auf jede andere, von der Regierung bestimmte Modalität, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, gelten zu lassen, und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, bei dem sanktionierenden Beamten die mündliche Vorstellung seiner Verteidigung zu beantragen;

3° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde sich von der Person seiner Wahl beistehen lassen kann;

4° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde in seine Akte Einsicht haben kann.

Der sanktionierende Beamte bestimmt ggf. den Tag und die Uhrzeit, an denen der Zuwiderhandelnde vorgeladen wird, um seine Verteidigung mündlich vorzustellen.

Am Ablauf der dreißigtägigen Frist oder gegebenenfalls nach der mündlichen Verteidigung der Angelegenheit durch den Zuwiderhandelnden oder die zu diesem Zweck bevollmächtigte Person, entscheidet der sanktionierende Beamte über die Widerrufung des Aufschubs. Wenn er den Aufschub nicht widerruft, kann der sanktionierende Beamte den Aufschub mit Bewährungsauflagen an neue Bedingungen knüpfen.

Der sanktionierende Beamte notifiziert dem Zuwiderhandelnden seine binnen drei Monaten nach der Einleitung des Aufschubwiderrufungsverfahrens.

§ 5. Der Zuwiderhandelnde kann unter Androhung des Ausschlusses binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung der Entscheidung gegen die Widerrufungsentscheidung sowie gegen die Entscheidung, durch die der Aufschub mit Bewährungsauflagen an neue Bedingungen geknüpft wird, einen Rechtsbehelf einlegen.

Dieser Rechtsbehelf setzt die Vollstreckung der Entscheidung aus.

Der Rechtsbehelf wird

1° durch Abgabe eines Antrags bei dem Korrekionalgericht eingelegt, wenn es sich um Verstöße der zweiten Kategorie handelt;

2° durch Angabe eines Antrags bei dem Polizeigericht eingelegt, wenn es sich um Verstöße der dritten oder vierten Kategorie handelt.

Eine Kopie des Rechtsbehelfs wird am Tage seiner Einreichung vom Antragsteller an den sanktionierenden Beamten gerichtet, der das Aufschubwiderrufungsverfahren eingeleitet hat.

In diesem Antrag werden unter Androhung der Unzulässigkeit die Identität und die Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung der angefochtenen Entscheidung, und die Gründe für die Anfechtung dieser Entscheidung angegeben.

Gegen die Beschlüsse des Polizeigerichts und des Korrekionalgerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

Art. D.201 - Neben den Verwaltungsstrafen kann der sanktionierende Beamte entweder von Amts wegen, oder auf Antrag der Staatsanwaltschaft, oder Auftrag der von der Regierung bestimmten Person, oder auf Antrag des Gemeindegremiums der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, oder auf Antrag der Zivilpartei, die folgenden, zu Lasten des Zuwiderhandelnden fallenden Wiederherstellungsmaßnahmen anordnen:

1° die Wiederinstandsetzung;

2° die Durchführung von Maßnahmen, damit dem Verstoß ein Ende gesetzt wird;

3° die Durchführung von Maßnahmen zum Schutz der Bevölkerung oder der Umwelt vor Belästigungen, oder die darauf abzielen, den Zugang zum Ort des Verstoßes zu verhindern;

4° die Durchführung der Maßnahmen zur Minderung der Belästigungen und ihrer Folgen;

5° die Durchführung von Einrichtungsarbeiten, um die Situation vor der Wiederinstandsetzung vorübergehend zu regeln;

6° die Durchführung einer Studie zur Bestimmung der geeigneten Sicherheits- oder Wiedergutmachungsmaßnahmen.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 kann es sich bei den Maßnahmen, die darauf abzielen, dem Verstoß ein Ende zu setzen, insbesondere um folgende Maßnahmen handeln:

1° die Einstellung aller oder bestimmter Betriebsaktivitäten am Ort, wo der Verstoß begangen worden ist, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu fünf Jahren;

2° die Schließung des Betriebs, wo der Verstoß begangen worden ist, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu drei Jahren.

Zur Bestimmung der Art und des Umfangs der Wiederherstellungsmaßnahme, die der sanktionierende Beamte zu verkünden beabsichtigt, kann Letzterer zuvor alle Drittpersonen anhören, die er zu diesem Zweck bestimmt.

In seiner Entscheidung bestimmt der sanktionierende Beamte die Frist, innerhalb deren der Zuwiderhandelnde die Wiederherstellungsmaßnahmen erledigen muss.

Art. D.202 - § 1. Der sanktionierende Beamte kann dem Zuwiderhandelnden ein Vermittlungsverfahren vorschlagen, das von einem Vermittler organisiert wird, der zur Behandlung von Akten in Sachen Verwaltungsstrafen ermächtigt ist. Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Ermächtigung der Vermittler.

Bei der Vermittlung handelt es sich um eine Erziehungs- und Wiedergutmachungsmaßnahme, durch die der Zuwiderhandelnde dank der Einbeziehung eines Vermittlers Maßnahmen zur Abhilfe, Wiedergutmachung oder Entschädigung, oder einen Dienst an der Gemeinschaft nach Artikel D.203 bis D.208 einleiten kann.

Binnen zwanzig Tagen nach dem vom sanktionierenden Beamten gemachten Vorschlag teilt der Zuwiderhandelnde mit, ob er damit einverstanden oder nicht einverstanden ist, an diesem Vermittlungsverfahren teilzunehmen.

§ 2. Wenn der Zuwiderhandelnde sich mit dem Vorschlag der Organisation eines Vermittlungsverfahrens als einverstanden erklärt, übermittelt der sanktionierende Beamte dem von ihm bestellten Vermittler binnen dreißig Tagen nach der in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Entscheidung die gesamte Akte über die Straftat. Binnen derselben Frist unterrichtet der sanktionierende Beamte alle am Verwaltungsverfahren beteiligten Parteien, einschließlich der eventuellen Opfer der Straftat, über die Organisation eines Vermittlungsverfahrens.

§ 3. Der Vermittler unterhält sich mit dem Zuwiderhandelnden und den eventuellen Opfern der Straftat in aller Unparteilichkeit. Im Rahmen des Möglichen versucht der Vermittler, beide Parteien im Laufe des Vermittlungsverfahrens zusammenzubringen.

Während des Vermittlungsverfahrens untersucht der Vermittler die Gründe und die Folgen der Straftat, sowie die Erwartungen der Parteien, um eine alle Seiten zufriedenstellende Einigung zu erzielen.

Wenn eine Einigung zwischen den verschiedenen Parteien erreicht ist, verfasst der Vermittler einen Vereinbarungsvorschlag, den er den Parteien zur Unterzeichnung vorlegt. Dieser Vorschlag legt den Zweck der Vereinbarung fest und stellt die konkreten Maßnahmen und Durchführungsverfahren dieser Vereinbarung dar. Wenn die Vereinbarung von den verschiedenen Parteien unterzeichnet worden ist, übermittelt der Vermittler sie dem sanktionierenden Beamten zwecks Zustimmung.

Über seine Zustimmung zur Vereinbarung hinaus kann der sanktionierende Beamte zusätzlich eine Wiederherstellungsmaßnahme in Anwendung von Artikel D.201 anordnen.

Wenn der Vereinbarung zugestimmt wurde, kann der sanktionierende Beamte gegen den betreffenden Zuwiderhandelnden keine administrativen Verfolgungen mehr einleiten.

Am Ablauf der in der Vereinbarung festgelegten Frist kontrolliert der Vermittler oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle deren korrekte Durchführung. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Kontrolle.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde den in Paragraph 1 genannten Vorschlag ablehnt oder wenn der Vermittler den Misserfolg des Vermittlungsverfahrens feststellt, kann der sanktionierende Beamte eine oder mehrere der in Artikel D.198 vorgesehenen Strafen verhängen. Wenn das Vermittlungsverfahren bereits eingeleitet wurde, dann wird dieses durch die Entscheidung des sanktionierenden Beamten beendet.

Der Misserfolg des Vermittlungsverfahrens wird festgestellt, wenn der Vermittler im Laufe der Verhandlungen der Ansicht ist, dass es unmöglich ist, eine Einigung zwischen den Parteien zu erzielen, oder wenn er feststellt, dass der Zuwiderhandelnde sich nicht aktiv an den Verhandlungen beteiligt. Wenn der Vermittler oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle kraft Paragraph 3 Absatz 6 feststellt, dass die Vereinbarung nicht eingehalten wird, verkündet der sanktionierende Beamte den Misserfolg des Vermittlungsverfahrens.

§ 5. Die im Rahmen des Vermittlungsverfahrens erstellten Dokumente und stattgefundenen Mitteilungen sind vertraulich, mit Ausnahme dessen, was die Parteien dem sanktionierenden Beamten zur Kenntnis bringen wollen. Sie können in keinem strafrechtlichen, zivilen, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in einem sonstigen Verfahren zur Lösung der Konflikte benutzt werden, und sind nicht als Beweis zulässig, selbst als außergerichtliches Geständnis.

Vertrauliche Dokumente, die trotzdem mitgeteilt werden, oder auf die sich eine Partei unter Verstoß gegen die Geheimhaltungspflicht stützt, werden von Rechts wegen aus den Verhandlungen ausgeschlossen.

Unbeschadet der ihm gesetzlich auferlegten Verpflichtungen darf der Vermittler die Tatsachen, von denen er aufgrund seines Amtes Kenntnis erlangt, nicht veröffentlichen. Er darf nicht als Zeuge in Straf-, Zivil-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in einem anderen Verfahren in Bezug auf die Tatsachen geladen werden, von denen er im Rahmen eines Vermittlungsverfahrens Kenntnis erlangt hat.

§ 6. Die Regierung kann die Modalitäten des Vermittlungsverfahrens näher bestimmen.

Abschnitt 2 — Von Volljährigen geleisteter Dienst an der Gemeinschaft

Art. D.203 - § 1. Unbeschadet der Wiederherstellungsmaßnahmen kann der sanktionierende Beamte, wenn er es für zweckmäßig erachtet, dem volljährigen Zuwiderhandelnden mit dessen Zustimmung oder auf dessen Antrag einen Dienst an der Gemeinschaft anstelle der administrativen Geldbuße vorschlagen.

Wenn der Zuwiderhandelnde dies ablehnt, behält der sanktionierende Beamte die in Artikel D.198 angegebenen Möglichkeiten in Sachen Verwaltungsstrafen.

§ 2. Der Dienst an der Gemeinschaft beträgt höchstens dreißig Stunden; er wird innerhalb von einem Jahr ab dem Datum der Notifizierung der Entscheidung des sanktionierenden Beamten geleistet.

Er besteht aus einer oder gegebenenfalls aus allen nachstehenden Maßnahmen:

1° einer Ausbildung;

2° einer unentgeltlichen Leistung, die von der Verwaltung, der Gemeinde, der Interkommunale oder einer befugten, von der Verwaltung oder der Gemeinde bestellten juristischen Person begleitet wird, und zugunsten eines

regionalen oder kommunalen Dienstes oder einer von der Verwaltung, der Gemeinde oder der Interkommunale bestellten juristischen Person öffentlichen Rechts, Stiftung oder Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht geleistet wird.

In Anwendung von Absatz 2 Ziffer 2 kann die Regierung die Begleitung des Dienstes an der Gemeinschaft den kraft Titel II/1 des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches anerkannten Umweltvereinigungen, oder den kraft der Artikel D.28 und D.32 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz zugelassenen Tierheimen oder Vereinigungen anvertrauen, wenn sie sich im Voraus als damit einverstanden erklärt haben. In diesem Falle präzisiert die Regierung die Modalitäten und die Organisation dieser Begleitung.

Art. D.204 - § 1. Wenn der sanktionierende Beamte feststellt, dass der Dienst an der Gemeinschaft innerhalb der eingeräumten Fristen geleistet worden ist, darf er die administrative Geldbuße nicht mehr verhängen.

Wenn er innerhalb des Jahres ab der Notifizierung der Entscheidung des sanktionierenden Beamten teilweise oder überhaupt nicht geleistet worden ist, kann Letzterer unbeschadet von Paragraph 2 Absatz 3 eine administrative Geldbuße verhängen.

§ 2. Die Leistung des Dienstes an der Gemeinschaft wird am Ablauf der in Artikel D.203 § 2 vorgesehenen Frist von der Dienststelle der Regierung kontrolliert, die Letztere für die Begleitung der Leistung bestellt hat. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Kontrolle.

Wenn die in Absatz 1 genannte Einrichtung feststellt, dass der Dienst an der Gemeinschaft innerhalb der Frist nicht in Übereinstimmung mit der Entscheidung des sanktionierenden Beamten oder nicht vollständig geleistet worden ist, dann erstattet sie dem sanktionierenden Beamten einen entsprechenden Bericht binnen dreißig Tagen ab dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist.

Wenn die eingeräumte Frist nicht eingehalten worden ist und der Zuwiderhandelnde eine ordnungsgemäß mit Gründen versehene Rechtfertigung liefert, kann der sanktionierende Beamte die in Artikel D.203 § 2 genannte einjährige Frist um höchstens sechzig Tage verlängern.

Abschnitt 3 — Auf Minderjährige ab vierzehn Jahren anwendbare Maßnahmen

Art. D.205 - § 1. Minderjährige, die zum Zeitpunkt des Tatbestands das vierzehnte Lebensjahr vollendet haben, können Gegenstand von administrativen Verfolgungen sein. Zu diesem Zweck bestimmt die Regierung die Maßnahmen zur Begleitung der betreffenden Minderjährigen, durch welche sie im Laufe des administrativen Ahndungsverfahrens auf geeignete Weise geschützt werden. Wenn der sanktionierende Beamte es für zweckmäßig erachtet, für den festgestellten Sachverhalt administrative Verfolgungen einzuleiten, dann schlägt er dem Minderjährigen, der zum Zeitpunkt des Tatbestands das vierzehnte Lebensjahr vollendet hat, das obligatorische Vermittlungsverfahren nach Artikel D.202 vor.

Der Vater und die Mutter, die Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, dürfen auf ihren Antrag hin den Minderjährigen bei der Durchführung des Vermittlungsverfahrens begleiten.

Wenn das Vermittlungsverfahren zu dem Vorschlag eines Dienstes an der Gemeinschaft führt, dann genügt dieser den Artikeln D.206 ff.

§ 2. Wenn der Minderjährige und sein Vater und Mutter, Vormunde und Personen, die das Sorgerecht haben, dies ablehnen oder im Falle des Misserfolgs des Vermittlungsverfahrens, und wenn der sanktionierende Beamte keinen Dienst an der Gemeinschaft kraft Artikel D.206 § 1 vorschlägt, kann der sanktionierende Beamte gemäß Artikel D.208 eine administrative Geldbuße auferlegen.

Art. D.206 - § 1. Wenn der Minderjährige und sein Vater und Mutter, Vormunde und Personen, die das Sorgerecht haben, dies ablehnen, im Falle des Misserfolgs des Vermittlungsverfahrens, oder wenn der sanktionierende Beamte der Ansicht ist, dass ein Vermittlungsverfahren aufgrund der Umstände des Verstoßes oder der Persönlichkeit des Zuwiderhandelnden nicht angebracht ist, schlägt der sanktionierende Beamte dem Minderjährigen, der zum Zeitpunkt des Tatbestands das vierzehnte Lebensjahr vollendet hat, einen Dienst an der Gemeinschaft im Sinne des vorliegenden Abschnitts vor.

Der Dienst an der Gemeinschaft wird unter Berücksichtigung seines Alters und seiner Fähigkeiten organisiert.

Der Vater und die Mutter, die Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, dürfen auf ihren Antrag hin den Minderjährigen bei der Leistung des Dienstes an der Gemeinschaft begleiten.

Abweichend von Artikel D.203 darf der Dienst an der Gemeinschaft fünfzehn Stunden nicht überschreiten.

§ 2. Wenn der Minderjährige und sein Vater und Mutter, Vormunde und Personen, die das Sorgerecht haben, dies ablehnen, kann der sanktionierende Beamte gemäß Artikel D.208 eine administrative Geldbuße verhängen.

Art. D.207 - Vor dem Vorschlag des Vermittlungsverfahrens und des Dienstes an der Gemeinschaft kann ein Verfahren zur Einbeziehung der Eltern vorgesehen werden.

Im Rahmen dieses Verfahrens unterrichtet der sanktionierende Beamte sofort ab Eingang des in Artikel D.165 erwähnten Protokolls den Vater und die Mutter, die Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, per Einschreiben über den festgestellten Tatbestand, und beantragt ihre mündlichen oder schriftlichen Bemerkungen über diesen Tatbestand und die zu treffenden Erziehungsmaßnahmen. Zu diesem Zweck kann er ein Treffen mit dem Vater und der Mutter, den Vormunden oder den Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, und dem Minderjährigen beantragen.

Nachdem der sanktionierende Beamte die Bemerkungen nach Absatz 2 eingeholt hat, oder den minderjährigen Zuwiderhandelnden sowie dessen Vater und Mutter, Vormunde oder Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, getroffen hat, und mit den von Letzteren vorgeschlagenen Erziehungsmaßnahmen zufrieden ist, kann er entweder die Akte in diesem Stadium des Verfahrens abschließen, oder die in vorliegendem Abschnitt vorgesehenen administrativen Verfolgungen einleiten.

Art. D.208 - § 1. Wenn der sanktionierende Beamte eine Verwaltungsstrafe auferlegt, haften der Vater und die Mutter, die Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, zivilrechtlich für die Zahlung der administrativen Geldbuße.

§ 2. Wenn der sanktionierende Beamte beschließt, administrative Verfolgungen gegen einen Minderjährigen, der zum Zeitpunkt des Tatbestands das vierzehnte Lebensjahr vollendet hat, einzuleiten, wird eine Einschreibesendung oder ein Dokument mit einem sicheren Datum an den Minderjährigen, sowie seinen Vater und seine Mutter, seine Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, gerichtet. Diese Parteien verfügen über dieselben Rechte als der Zuwiderhandelnde.

Der sanktionierende Beamte setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, damit Letzterer prüft, ob dem Minderjährigen ein Rechtsanwalt beisteht. Diese Mitteilung erfolgt zur gleichen Zeit wie die in Absatz 1

erwähnte Sendung. Der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand bestellt einen Rechtsanwalt spätestens binnen zwei Werktagen nach dieser Mitteilung. Der Verfahrensakte wird eine Kopie der Mitteilung beigelegt, durch die der Präsident der Rechtsanwaltskammer über die Befassung informiert wird.

Wenn es die Gefahr eines Interessenkonflikts gibt, prüft der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand, ob dem Betroffenen ein anderer Rechtsanwalt beisteht als derjenige, den sein Vater und seine Mutter, seine Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, bestellt haben.

KAPITEL IV — *Beschluss des sanktionierenden Beamten*

Art. D.209 - Der sanktionierende Beamte notifiziert seine Entscheidung dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben oder durch jegliches Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, und unterrichtet die betreffende Gemeinde darüber binnen zwei Jahren. Diese Frist läuft ab dem Tag des Eingangs der Abschrift des Protokolls. In dieser Entscheidung werden die Einspruchsmöglichkeiten erwähnt.

Unbeschadet von Artikel D.201 sorgt der sanktionierende Beamte für die Umsetzung seiner Entscheidungen.

Gleichzeitig mit der Notifizierung an den Zuwiderhandelnden richtet der sanktionierende Beamte eine Kopie seiner Entscheidung an den Generaldirektor der Verwaltung.

Der sanktionierende Beamte kann eine Kopie seiner Entscheidung jeder Partei übermitteln, die ein Interesse daran hat, und ihm im Voraus einen entsprechenden schriftlichen und begründeten Antrag hat zukommen lassen.

Art. D.210 - Die Entscheidung, eine Verwaltungsstrafe oder eine Wiederinstandsetzungsmaßnahme aufzuerlegen, ist am Ablauf einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag ihrer Notifizierung vollstreckbar, außer im Fall eines Einspruchs kraft Artikel D.217 und D.218.

Art. D.211 - Wenn der sanktionierende Beamte eine Wiederherstellungsmaßnahme in Anwendung von Artikel D.201 verkündet, kann er dem Zuwiderhandelnden anordnen, binnen acht Tagen nach dem Tag, an dem seine Entscheidung endgültig geworden ist, zugunsten der Wallonischen Region oder des Gemeindegremiums eine Sicherheit in Höhe eines Betrags, der den eingeschätzten Kosten der angeordneten Maßnahmen entspricht, zu stellen, unter Einhaltung der Modalitäten, die kraft der Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung vorgesehen sind.

Art. D.212 - § 1. Der sanktionierende Beamte kann ein Zwangsgeld anordnen, falls binnen der von ihm festgelegten Frist den in Anwendung von Artikel D.198 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 und 3, §§ 2 bis 5, und Artikel D.199 auferlegten Strafmaßnahmen oder den Wiederherstellungsmaßnahmen in Anwendung von Artikel D.201 nicht Folge geleistet wird.

Der sanktionierende Beamte kann das Zwangsgeld entweder auf einen Gesamtbetrag oder auf einen Betrag je Zeiteinheit oder je Verstoß festlegen. In den letzten beiden Fällen kann er ebenfalls einen Betrag festlegen, über den hinaus kein Zwangsgeld mehr zu zahlen ist.

Das Zwangsgeld kann nicht verwirkt werden, ehe die Entscheidung des sanktionierenden Beamten endgültig geworden ist. Die Bestimmungen von Teil V des Strafgesetzbuches in Bezug auf die Pfändung und die Vollstreckung gelten ebenfalls für die Vollstreckung der Entscheidung des sanktionierenden Beamten, der ein Zwangsgeld auferlegt.

§ 2. Der sanktionierende Beamte, der das Zwangsgeld verhängt hat, kann auf Antrag des Zuwiderhandelnden dieses Zwangsgeld rückgängig machen, es während einer von ihm bestimmten Frist aussetzen, oder es vermindern, wenn der Zuwiderhandelnde ständig oder vorübergehend oder teilweise nicht imstande ist, den verhängten Maßnahmen Folge zu leisten. Wenn das Zwangsgeld verwirkt wird, bevor diese Unmöglichkeit erscheint, kann der sanktionierende Beamte es nicht rückgängig machen noch vermindern.

§ 3. Das Zwangsgeld, das auf einen bestimmten Betrag per Zeiteinheit festgelegt ist, hört auch zu laufen, wenn der Zuwiderhandelnde stirbt; die vor dem Tode verwirkten Zwangsgelder bleiben jedoch geschuldet. Das Zwangsgeld läuft gegen die Erben und sonstigen Rechtsnachfolger des Zuwiderhandelnden erst dann weiter, nachdem der sanktionierende Beamte, der das Zwangsgeld auferlegt hat, eine entsprechende Entscheidung getroffen hat. Dieser kann dessen Betrag und Modalitäten abändern. Die weiteren Zwangsgelder können auf Antrag der Erben und sonstigen Rechtsnachfolger vom sanktionierenden Beamten, der sie auferlegt hat, entweder vorübergehend oder endgültig, gegebenenfalls mit Wirkung ab dem Todestag des Zuwiderhandelnden, abgeschafft oder vermindert werden.

Art. D.213 - Falls der sanktionierende Beamte die Durchführung einer Studie angeordnet hat, um die geeigneten Sicherheits- und Wiedergutmachungsmaßnahmen zu bestimmen, kann er die Wiederinstandsetzung gemäß Artikel D.201 Absatz 1 Ziffer 1 binnen hundertachtzig Tagen nach dem Empfang dieser Studie anordnen. Ansonsten wird keine Wiederinstandsetzung angeordnet.

Art. D.214 - Wenn die Wiederinstandsetzung nach Artikel D.201 Absatz 1 Ziffer 1 nicht binnen der vorgeschriebenen Frist durchgeführt wird, kann der sanktionierende Beamte sie durchführen lassen, wobei er den Generaldirektor der Verwaltung oder das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen wurde, dazu bestellt.

Die Frist läuft ab dem Tag, an dem die Entscheidung des sanktionierenden Beamten endgültig geworden ist. Der Zuwiderhandelnde wird aufgrund eines einfachen, von der Behörde, die die Durchführung der Arbeiten veranlasst hat, erstellten Berichts der Lage dazu gezwungen, für alle Ausführungskosten aufzukommen.

Zwecks der Wiederinstandsetzung können die Bediensteten jederzeit Zugang zu den Anlagen, Räumlichkeiten, Geländen und sonstigen Orten erhalten, außer wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt.

Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese Bediensteten letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen, oder insofern sich die Person, die über das effektive Nutzungsrecht an den betreffenden Örtlichkeiten verfügt, ihre ausdrückliche und vorherige Zustimmung dazu gegeben hat.

KAPITEL V — *Zweckbestimmung der administrativen Geldbußen und Zwangsgelder*

Art. D.215 - Die vom regionalen sanktionierenden Beamten auferlegte administrative Geldbuße wird dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden" binnen einer Frist von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem der Beschluss vollstreckbar geworden ist, gezahlt.

Die vom durch den Gemeinderat kraft Artikel D.157 bestellten sanktionierenden Beamten auferlegte administrative Geldbuße wird zugunsten der Gemeinde binnen einer Frist von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem der Beschluss vollstreckbar geworden ist, per Überweisung auf ein Konto der Gemeindeverwaltung gezahlt.

Art. D.216 - Das vom regionalen sanktionierenden Beamten auferlegte Zwangsgeld wird dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "kleinere Umweltsünden" zugewiesen.

Das vom durch den Gemeinderat kraft Artikel D.157 bestellten sanktionierenden Beamten auferlegte Zwangsgeld wird zugunsten der Gemeinde, per Überweisung auf ein Konto der Gemeindeverwaltung gezahlt.

KAPITEL VI — *Rechtsbehelf*

Art. D.217 - Der Zuwiderhandelnde, der Generaldirektor entgegen der Entscheidung des in Artikel D.157 erwähnten sanktionierenden Beamten oder die Gemeinde entgegen der Entscheidung des in Artikel D.156 erwähnten sanktionierenden Beamten, betreffend Verstöße, die Gegenstand einer in Artikel D.197 § 3 erwähnten Gemeindeverordnung sind, können einen Rechtsbehelf einlegen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen - unter Androhung des Ausschlusses -

1° ab der Notifizierung der in Artikel D.209 Absatz 1 genannten Entscheidung,

2° oder, wenn keine Entscheidung getroffen wurde, ab dem Ablauf der in Artikel D.195 § 2 Absatz 2 oder in Artikel D.213 genannten Frist.

Dieser Rechtsbehelf setzt die Vollstreckung der Entscheidung aus.

Der Rechtsbehelf wird mittels eines Antrags bei dem Polizeigericht eingelegt, wenn es sich um Verstöße der dritten oder vierten Kategorie handelt.

Der Rechtsbehelf wird mittels eines Antrags bei dem Korrekionalgericht eingelegt, wenn es sich um Verstöße der zweiten Kategorie handelt.

Eine Kopie des Antrags wird am Tage seiner Einreichung vom Antragsteller an den sanktionierenden Beamten gerichtet, der die Verwaltungsstrafe verkündet hat.

In diesem Antrag werden unter Androhung der Unzulässigkeit die Identität und die Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung der angefochtenen Entscheidung, und die Gründe für die Anfechtung dieser Entscheidung angegeben.

Gegen die Entscheidungen des Polizeigerichts und des Korrekionalgerichts kann keine Berufung eingelegt werden. Das Strafprozessgesetzbuch ist auf die in vorliegendem Kapitel angegebenen Verfahren und Entscheidungen anwendbar.

Art. D.218 - § 1. Wenn der Beschluss des sanktionierenden Beamten Minderjährige betrifft, wird der Rechtsbehelf abweichend von Artikel D.217 immer mittels eines kostenlosen Antrags bei dem Jugendgericht eingereicht. In diesem Fall kann der Rechtsbehelf ebenfalls von dem Vater oder der Mutter, den Vormündern oder Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, eingelegt werden. Das Jugendgericht bleibt zuständig, wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt, wo es seine Entscheidung trifft, volljährig geworden ist.

Dieser Rechtsbehelf setzt die Vollstreckung der Entscheidung aus.

Eine Kopie des Antrags wird am Tage seiner Einreichung vom Antragsteller an den sanktionierenden Beamten gerichtet, der die Verwaltungsstrafe verkündet hat.

In diesem Antrag werden unter Androhung der Unzulässigkeit die Identität und die Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung der angefochtenen Entscheidung, und die Gründe für die Anfechtung dieser Entscheidung angegeben.

§ 2. Wenn das Jugendgericht mit einem Rechtsbehelf gegen eine Verwaltungsstrafe befasst wird, kann es diese Strafe durch eine Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme im Sinne von Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz ersetzen. In diesem Fall findet Artikel 60 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz Anwendung.

§ 3. Gegen die Entscheidungen des Jugendgerichts kann kein Rechtsbehelf eingelegt werden.

Wenn das Jugendgericht beschließt, die Verwaltungsstrafe durch eine Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme im Sinne von Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz zu ersetzen, kann gegen diese Entscheidung jedoch ein Rechtsbehelf eingelegt werden. In diesem Fall finden die im Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz für die als Verstoß qualifizierten Handlungen vorgesehenen Verfahren Anwendung.

KAPITEL VII — *Einnahme und Eintreibung*

Art. D.219 - § 1. Die Wallonische Region und die Gemeinde, auf deren Gebiet der Verstoß begangen worden ist, verfügen über ein allgemeines Vorzugsrecht auf alle Güter der betroffenen Person und können, auf der Grundlage eines Zahlungsbefehls in Bezug auf eine vollstreckbaren Entscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße gemäß Artikel D.210 oder eines anschließend an einen Rechtsbehelf vom zuständigen Gericht verkündeten formell rechtskräftigen Urteils nach Artikel D.217 und D.218 oder eines in Anwendung der Artikel D.185 und D.187 verkündeten, formell rechtskräftigen Urteils und im Hinblick auf eine sichere Eintreibung der administrativen Geldbußen, des Zwangsgeldes, des in Artikel D.188 erwähnten Betrags und der Wiederinstandsetzungskosten, alle auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindlichen und mit einer Hypothek belastbaren Güter dieser Person mit einer gesetzlichen Hypothek belasten.

Dieses Vorzugsrecht steht in der Rangfolge unmittelbar nach den in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung und in Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnten Vorzugsrechten.

Der Rang der gesetzlichen Hypothek wird bestimmt durch das Datum der Eintragung kraft der Zustellung des Zahlungsbefehls.

Die Hypothek wird auf Ersuchen des sanktionierenden Beamten oder der zuständigen Behörde, die die kraft der Artikel D.185 und D.187 angeordneten Maßnahmen durchführt, eingetragen.

§ 2. Artikel 19 des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 ist nicht anwendbar auf die gesetzliche Hypothek in Bezug auf administrative Geldbußen, für die die Zustellung des Zahlungsbefehls dem Betroffenen vor dem Konkurseröffnungsurteil zugestellt worden ist.

TITEL VII — *Fonds für den Umweltschutz*

Art. D.220 - Es wird innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region ein Haushaltsfonds für den Umweltschutz eingerichtet, nachstehend als "Fonds" bezeichnet, der aus den vier folgenden Abteilungen zusammengesetzt ist:

1° Abteilung "kleinere Umweltsünden";

2° Abteilung "Wasserschutz";

3° Abteilung "Bodenschutz";

4° Abteilung "Schutz der Luftqualität".

Art. D.221 - § 1. Die Regierung legt die Modalitäten für die Finanzierung und Verwaltung des Fonds fest.

Dem Fonds werden vollständig überwiesen:

- 1° die in den Artikeln D.174, D.185, D.187 und D.188 erwähnten Beträge;
- 2° der Erlös aus den administrativen Geldbußen, die die in Artikel D.156 genannten sanktionierenden Beamten auferlegen, und kraft Artikel D.198 eingenommen werden;
- 3° die zugunsten der Wallonischen Region getätigten Spenden und Vermächtnisse zur Unterstützung des Umweltschutzes;
- 4° die von der zuständigen Behörde gemäß Artikel D.123 beigetriebenen Beträge;
- 5° die durch die Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung und das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung vorgesehenen Bearbeitungsgebühren.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1

1° wird der Erlös aus den Zwangsgeldern wegen den Verstößen nach den Artikeln D.396 Absatz 1 Ziffer 1 und 2, D.397 §§ 1 bis 3 und D.398 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und den administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft dem Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Produkte zugewiesen;

2° wird der Erlös aus den Zwangsgeldern wegen des Verstoßes nach Artikel D.396 Absatz 1 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft dem Haushaltsfonds in Bezug auf die Finanzierung des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems zugewiesen;

3° wird der Erlös aus den Zwangsgeldern wegen des Verstoßes nach Artikel D.397 § 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft dem Haushaltsfonds in Sachen landwirtschaftliche Bodenpolitik zugewiesen;

4° werden die bei einem Verstoß gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen verhängten administrativen Geldbußen und geschlossenen Vergleiche dem Haushaltsfonds für die Verwaltung der Fischzucht und der Fischerei in der Wallonischen Region zugewiesen;

5° werden die bei einem Verstoß gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz verhängten administrativen Geldbußen und geschlossenen Vergleiche sowie der Erlös aus den vom sanktionierenden Beamten angeordneten Beschlagnahmen dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen;

6° werden die bei einem Verstoß gegen das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder gegen Artikel D.184 § 7 verhängten administrativen Geldbußen und geschlossenen Vergleiche dem Haushaltsfonds für den Schutz der Biodiversität zugewiesen.

Art. D.222 - § 1. Die Einnahmen aus dem Fonds, Abteilung "kleinere Umweltsünden", dienen der Erfüllung folgender Aufgaben:

- 1° Wiederherstellungsmaßnahmen, einschließlich der Wiederinstandsetzung;
- 2° Aktionen im Bereich der Umwelt-Gesundheit;
- 3° Förderung der Vorbeugung durch die Kontrolle und Selbstkontrolle der Beachtung der in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen;
- 4° Projekte für die Ausbildung und Sensibilisierung im Bereich der Umweltproblematik;
- 5° Ausgaben jeglicher Art in Bezug auf die Umsetzung des vorliegenden Teils, einschließlich der Ausgaben für Leistungen und der Betriebs- und Investitionskosten;
- 6° die Organisation der Begleitung, Überwachung und Kontrolle des Dienst an der Gemeinschaft;
- 7° Ausgaben jeglicher Art in Bezug auf die Grund- und Weiterausbildung der im Rahmen der Sanktionspolitik bei Umweltverstößen beteiligten Personen.

Unbeschadet von Absatz 1 werden die Einnahmen des Fonds, Abteilung "kleinere Umweltsünden", zu Zwecken der Deckung der Kosten für die Einstellung von Personal innerhalb der Verwaltung verwendet, dessen Aufgabe in der Ermittlung, Feststellung, Verfolgung, Ahnung und Auferlegung von Wiedergutmachungsmaßnahmen im Falle von Umweltverstößen besteht.

§ 2. Die Einnahmen des Fonds, Abteilung "Bodenschutz", dienen der Finanzierung von Ausgaben in Zusammenhang mit Maßnahmen zum Schutz und Verwaltung der Böden.

§ 3. Die Einnahmen des Fonds, Abteilung "Schutz der Umweltqualität" dienen der Finanzierung von Ausgaben in Bezug auf den Schutz, die Verbesserung und die Erhaltung der Luftqualität."

KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 2 - Artikel 51 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 51 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der:

- 1° Abfälle im Rahmen der üblichen Ausübung einer Aktivität zurücklässt;
- 2° Abfälle in solch einem Umfang zurücklässt, dass die Umwelt und gegebenenfalls die menschliche Gesundheit gefährdet werden können oder gefährdet worden sind;
- 3° Abfälle in einem anderen Zusammenhang als nach Ziffer 1 und in einem anderen Umfang als nach Ziffer 2 zurücklässt;
- 4° gegen Artikel 3 §§ 1 und 2 verstößt;
- 5° gegen Artikel 6 verstößt;
- 6° unbeschadet von Ziffer 1 bis 3 gegen Artikel 7 §§ 1, 2 und 3 verstößt;
- 7° gegen Artikel 8 verstößt;
- 8° gegen Artikel 10 verstößt;
- 9° gegen Artikel 14 verstößt;
- 10° gegen Artikel 19 § 3 verstößt;
- 11° gegen Artikel 23 verstößt."

Art. 3 - In Artikel 58 § 2 Ziffer 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010 werden die Wörter "Artikel D.146, 1, 2 und 3 des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "Artikel D.162 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 71 § 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden die Wörter "Artikel D.149 § 5 des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "Artikel D.162 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 5 - Artikel D.28-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die Regierung überweist dem Antragsteller jährlich höchstens 80 % des bedingungslosen jährlichen Teilbetrags des Zuschusses am fünften Werktag des Monats Januar, wenn er den folgenden Bedingungen genügt: "

2° § 3 und § 4 werden aufgehoben.

Art. 6 - Artikel D.28-20 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2008, wird aufgehoben.

Art. 7 - In Kapitel VII des Titels IV des Teils II des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Artikel D.177bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.177bis - Die Regierung erlässt die Modalitäten für die Überwachung, durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs, der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind."

Art. 8 - Artikel D.263 § 1 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "von Artikel D.147" durch die Wörter "von Artikel D.163" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter "von Artikel D.147" durch die Wörter "von Artikel D.163" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel D.396 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird Absatz 1 um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb während wenigstens drei Jahren (aufeinanderfolgend oder nicht) eines Programms zur Überwachung des PAS als nicht den Regeln entsprechend erklärt wird."

Art. 10 - Artikel D.398 desselben Buches wird aufgehoben.

Art. 11 - Artikel 33 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Unbeschadet des Artikels D.154 von Buch I des Umweltgesetzbuches begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 desselben Buches derjenige, der" durch folgende Wörter ersetzt: "Unbeschadet des Artikels D.183 von Buch I des Umweltgesetzbuches begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der";

2° in Absatz 2 werden die Wörter "von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "von Artikel D.178 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt."

Art. 12 - In Artikel 34 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Unbeschadet des Artikels D.152 des Buches I des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "Unbeschadet des Artikels D.180 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "von Artikel D.178 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt."

Art. 13 - In Artikel 35 Absatz 3 desselben Dekrets werden die Wörter "in Artikel D.159 § 1 Absatz 2" durch die Wörter "in Artikel D.174" ersetzt.

Art. 14 - Artikel D.390 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.390 - Die mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches und der aufgrund dessen erlassenen Bestimmungen beauftragten Bediensteten sind die Bediensteten und Sachverständigen nach den Artikeln D.146 und D.148 und den Artikeln D.149 und D.152 des Buches I des Umweltgesetzbuches."

Art. 15 - In Artikel 391 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "gemäß Artikel D.147 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "gemäß Artikel D.163 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 395 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "in Artikel D.148 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "in Artikel D.164 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 399 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "gemäß Artikel D.159 § 1 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches" durch die Wörter "gemäß Artikel D.174 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 400 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "In Abweichung von Artikel D.165, Absatz 3, des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches" jeweils durch die Wörter "In Abweichung von Artikel D.216 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 37 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid werden die Wörter "Artikel D.151 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches" jeweils durch die Wörter "Artikel D.178 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 124 Absatz 1 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"4° in Bezug auf Artikel 99 des vorliegenden Dekrets werden die administrativen Verfahren betreffend einen am jeweiligen Standort gelegenen, verschmutzten Boden, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets von der Regierung aufgrund Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, oder vom Bürgermeister oder vom mit der Überwachung beauftragten Bediensteten aufgrund Artikel D.149 des Buches I des Umweltgesetzbuches beschlossen wurden, sowie die sich darauf beziehenden Rechtsbehelfe nach den Regeln behandelt, die zum Zeitpunkt dieses Beschlusses gültig waren."

Art. 21 - In Artikel D.12 § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "zwanzig" durch das Wort "zehn" ersetzt und werden die Wörter "Nach Ablauf dieser Frist" durch die Wörter "Nach Ablauf dieser Frist und in Ermangelung einer Verlängerung gemäß Absatz 2" ersetzt;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„Die in Absatz 1 genannte Frist kann auf Antrag der für das Tier verantwortlichen Person um zehn Tage verlängert werden, wenn diese Person feststellt, dass sie nicht in der Lage ist, das Tier binnen der genannten Frist zurückzunehmen.“.

Art. 22 - Das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz wie folgt abgeändert:

1° in Artikel D.20 § 2 Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe a werden die Wörter „Artikel D.149bis“ durch die Wörter „Artikel D.170“ ersetzt;

2° in Artikel D.29 § 2 werden die Wörter „Artikel D.163bis“ durch die Wörter „Artikel D.198 § 2“ ersetzt;

3° in Artikel D.58 § 2 Absatz 2 Ziffer 3 werden die Wörter „Artikel D.140bis“ durch die Wörter „Artikel D.148“ ersetzt;

4° in Artikel D.101 Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter „Artikel D.170 § 3 Absatz 4“ durch die Wörter „Artikel D.221 § 2 Absatz 1 Ziffer 5“ ersetzt;

5° in Artikel D.101 Absatz 1 Ziffer 3 werden die Wörter „Artikel D.149bis“ durch die Wörter „Artikel D.170“ ersetzt;

6° in Artikel D.104 § 1 werden die Wörter „Artikel D.40“ durch die Wörter „Artikel D.146 bis D.155“ ersetzt;

7° in Artikel D.104 § 3 werden die Wörter „Artikel D.140 § 1“ durch die Wörter „Artikel D.146“ ersetzt.

Art. 23 - In Artikel D.38 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Abweichend von Absatz 1 und 2 und wenn nachgewiesen werden kann, dass die Amputation des Schwanzes vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches stattgefunden hat, darf der durch diesen Eingriff betroffene Equide weiterhin an Tieraussstellungen, Expertisen oder Wettbewerben teilnehmen, und darf dazu zugelassen werden.“.

Art. 24 - In Artikel D.105 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Ziffer 10 um folgende Wörter ergänzt: „, oder eine Tätigkeit ausübt, die einer Zulassung oder Genehmigung gemäß dem vorliegenden Gesetzbuch unterliegt, ohne die festgelegten Bedingungen zu beachten“;

2° in Paragraph 1 Ziffer 32 wird der Endpunkt durch ein Semikolon ersetzt;

3° Paragraph 1 wird um eine Ziffer 33 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„33° der bei der Rückgabe des Tieres oder seiner Schenkung kraft Artikel D.170 des Buches I des Umweltgesetzbuches sich den festgelegten Bedingungen widersetzt, sie verhindert oder nicht beachtet.“.

Art. 25 - In Artikel 15 des Dekrets vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

„Absatz 1 finden keine Anwendung auf:

1° die vorfahrtsberechtigten Fahrzeuge im Sinne von Artikel 37 der Straßenverkehrsordnung;

2° die Fahrzeuge der Streitkräfte;

3° die bei Notfällen oder Rettungseinsätzen auf Antrag der Feuerwehr, der Polizei, der Armee, des Zivilschutzes oder der Straßenverkehrsbehörden benutzten Fahrzeuge;

4° die Fahrzeuge mit einer besonderen Ausrüstung für die Instandhaltung und Kontrolle von Infrastrukturen und Anlagen von allgemeinem Interesse;

5° die mit einer Kühlanlage ausgerüsteten Fahrzeuge;

6° die speziell ausgerüsteten Fahrzeuge, deren Motorbetrieb eine autonome Versorgung der Fahrzeugausrüstung mit elektrischer Energie gewährleistet;

7° Fahrzeuge mit einem technischen Problem, das einen laufenden Motor erfordert.“;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Regierung ist befugt, die Liste der in Absatz 2 genannten Fahrzeuge zu ergänzen, die von der Anwendung von Absatz 1 abweichen.“.

Art. 26 - Artikel 19 des Dekrets vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 4.

Artikel 4 tritt am 1. September 2019 in Kraft.“.

KAPITEL III — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 27 - Die Bediensteten im Sinne von Artikel D.139 Ziffer 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches in der Fassung vor der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Abänderung gelten als in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Dekret benannte Bedienstete.

Die sanktionierenden Beamten im Sinne von Artikel D.137 Ziffer 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches in der Fassung vor der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Abänderung gelten als in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Dekret benannte sanktionierende Beamte.

Art. 28 - Unbeschadet von Artikel D.138 des Buches I des Umweltgesetzbuches umfasst der Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches die Bestimmungen in Sachen Überwachung, Zwangsmaßnahmen und Sanktionen, die zur Durchsetzung der nachstehenden Gesetze und Dekrete sowie ihrer Ausführungserlasse notwendig sind:

1° Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;

2° Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere;

3° Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben;

4° Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

5° Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

6° Dekret vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden;

7° Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid.

Die Regierung hebt die verschiedenen Auflistungen nach Absatz 1 am vor ihr bestimmten Datum auf.

Art. 29 - Es werden aufgehoben:

1° Artikel 13 des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden;

2° Artikel 413 und 414 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° Artikel 40 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid;

4° Artikel 17 des Dekrets vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft.

Art. 30 - § 1. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2021 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 bestimmt die Regierung das Inkrafttredatum von Artikel 29 Absatz 1 Ziffer 4.

§ 2. Abweichend von Paragraf 1

1° treten die Artikel 20 und 24 des vorliegenden Dekrets ab dem 1. Januar 2019 in Wirkung;

2° tritt Artikel 25 des vorliegenden Dekrets ab dem 1. März 2019 in Wirkung;

3° treten die Artikel 7, 9, 10, 21, 23 und 26 des vorliegenden Dekrets am 1. Juli 2019 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen,
Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden,
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1333 (2018-2019) Nr. 1, *1bis* bis 11.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Mai 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203840]

6 MEI 2019. — Decreet betreffende milieudeliquentie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek*

Artikel 1. In Boek I van het Milieuwetboek wordt Deel VIII, dat de artikelen D.138 tot D.171 bevat, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, vervangen als volgt :

“Titel VIII. — Opsporing, vaststelling, vervolging en beteugeling van milieuovertredingen en schadevergoedingsmaatregelen

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel D.138. Dit deel bevat de bepalingen inzake toezicht, dwangbevel en sancties die nodig zijn voor de toepassing van de volgende wetten en decreten, alsook van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten :

1° de jachtwet van 28 februari 1882;

2° de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

3° de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

4° de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

5° het Milieuwetboek, met inbegrip van Boek I, Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, Boek III van het Milieuwetboek dat het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen inhoudt, Boek VII van het Milieuwetboek dat het Wetboek afvalstoffen-rijkdommen inhoudt en Boek IX van het Milieuwetboek dat het Wetboek van de milieuvergunning inhoudt;

6° het Boswetboek;

7° het decreet van 10 juli 2013 tot invoering van een kader om te komen tot een pesticidengebruik dat verenigbaar is met duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

8° het Waalse Landbouwwetboek;

9° het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

10° het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

11° het Waalse Dierenwelzijnwetboek;

12° het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen;

13° het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht.

Dit deel bevat ook de bepalingen inzake toezicht, dwangbevel en sancties die nodig zijn voor de toepassing van de Europese Verordeningen en Beschikkingen bedoeld bij of krachtens hoofdstuk II van titel V van dit Deel alsook bij artikel 63 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Art. D.139. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bepalingen bedoeld in artikel D.138 en op de krachtens deze bepalingen genomen reglementaire bepalingen.

Art. D.140. Onverminderd de artikelen 5 en 7bis van het Strafwetboek kunnen de federale Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de hulpverleningszones, de gemeenten, de meergemeentenzones en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn na afloop van de procedure voor administratieve sancties aansprakelijk worden gesteld voor de vastgestelde overtreding. In dit geval kan alleen een teruggavemaatregel worden opgelegd, met uitzondering van iedere andere sanctie.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

Art. D.141. Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder :

1° Administratie: het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° vaststellende beambte : het statutaire of contractuele personeelslid aangewezen krachtens de artikelen D.146, D.149 en D.152 om de naleving van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen te controleren en om de overtredingen krachtens dit deel op te sporen en vast te stellen;

3° waarschuwing : een informatie die mondeling of schriftelijk aan een overtreder wordt verstrekt, waarin wordt bepaald dat zijn gedrag een overtreding vormt, eventueel vergezeld van een bevel tot regularisatie binnen een bepaalde termijn;

4° het Waterwetboek : Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

5° deskundige : een derde die waarborgen biedt inzake onafhankelijkheid en bekwaamheid, op wie de vaststellende beambten krachtens artikel D.148 een beroep kunnen doen in het kader van hun opdrachten;

6° sanctionerend ambtenaar : het statutaire of contractuele personeelslid aangewezen krachtens de artikelen D.156 tot D.158 om op administratieve wijze de krachtens dit deel vastgestelde overtredingen te vervolgen en te bestraffen;

7° overtreding : iedere misdaad, ieder misdrijf en iedere inbreuk bepaald bij de bepalingen bedoeld in artikel D.138;

8° gedeclasseerde overtreding : iedere overtreding opgenomen in een lijst vastgesteld door de Regering krachtens artikel D.192, die slechts het voorwerp kan uitmaken van een exclusieve administratieve sanctie;

9° teruggavemaatregelen : een geheel van maatregelen, met inbegrip van het herstel in de oorspronkelijke staat, uitgesproken door de rechter op grond van artikel D.185 of gelast door de sanctionerend ambtenaar op grond van artikel D.201, bestaande uit het herstel van de situatie van voor de overtreding, het vergoeden van de veroorzaakte schade of het verzachten van deze gevolgen;

10° interventieplan : het geheel van de veiligheidsmaatregelen waarmee de dreiging of de gevolgen van een vervuiling bedwongen kunnen worden (bewaard beslag) tot de gevaar- of vervuilingbronnen drooggelegd zijn, met inbegrip van een inschatting van de sanitaire risico's;

11° recidive : de situatie waarin een persoon die eerder strafrechtelijk veroordeeld is of administratief is bestraft voor een overtreding van één van de in artikel D.138 genoemde wetgevingen, binnen vijf jaar nadat de strafrechtelijke of administratieve veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan, een overtreding van dezelfde wetgeving pleegt;

12° herstel in de oorspronkelijke staat : iedere actie of combinatie van acties die, indien van toepassing, gezamenlijk gericht zijn op :

- de reïntegratie van de plaatsen in het milieu met het oog op de herbestemming ervan voor een functioneel gebruik of om terug te keren naar de situatie van voor het plegen van de overtreding of naar een staat die beantwoordt aan de doelstellingen van de geschonden regel;

- de restauratie, de rehabilitatie of de vervanging van beschadigde natuurlijke rijkdommen, in voorkomend geval door middel van een gelijkwaardig alternatief voor deze rijkdommen;

- de restauratie in een zodanige staat dat de situatie niet langer een gevaar vormt of overlast voor het milieu of de menselijke gezondheid oplevert;

13° de voor het dier verantwoordelijke persoon: de persoon, die een dier bezit of houdt, die zich gewoonlijk met bedoeld dier bezighoudt of op dat dier rechtstreeks toezicht uitoefent;

14° de "SPAQuE" : de "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu, bedoeld in artikel 22, § 2, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen.

Overeenkomstig het eerste lid, 12° is het herstel in de oorspronkelijke staat :

1° voor de overtredingen bedoeld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering : datgene voortvloeiend uit de verplichtingen bedoeld in artikel 19 van hetzelfde decreet;

2° voor de overtredingen bedoeld in het Waalse Dierenwelzijnwetboek die het voorwerp kunnen uitmaken van een regularisatie : alle handelingen overwogen om de situatie waarop de overtredingen betrekking hebben in overeenstemming te brengen met de bepalingen van hetzelfde Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK III. — *Doelstellingen en coördinatie van het repressieve milieubeleid*

Art. D.142. § 1. Het doel van dit deel van de Code is het op uniforme wijze regelen van het opsporen, vaststellen, vervolgen en beteugelen van overtredingen van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen, teneinde coherentie, duidelijkheid en doeltreffendheid te waarborgen en het gevoel van straffeloosheid te bestrijden.

§ 2. Uiterlijk twaalf maanden na haar eedaflegging neemt de Regering de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid aan. Voor de aanneming ervan maakt de Regering het ontwerpstrategie aan het parlement voor presentatie en bespreking over.

De Waalse strategie voor een repressief milieubeleid wordt uitgewerkt met inachtneming van de volgende richtsnoeren :

1° het beginsel van doeltreffendheid volgens welk de diensten van de Administratie zo doeltreffend mogelijk gebruikt worden, waarbij ervoor gezorgd wordt dat elke vaststellende beampte een zo groot mogelijke bijdrage levert aan de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van overtredingen en de schadevergoedingsmaatregelen voor bedoelde overtredingen;

2° het beginsel van onafhankelijkheid volgens welk de vaststellende beampten en sanctionerende ambtenaren de door dit deel toegewezen opdrachten uitvoeren zonder externe bevelen, en dit, overeenkomstig de vastgestelde actieprioriteiten.

Het in het tweede lid, 2°, bedoelde beginsel doet geen afbreuk aan de bepalingen die krachtens het Wetboek van Strafvordering van toepassing zijn.

De Waalse strategie voor een repressief milieubeleid bevat minstens de volgende elementen :

1° de actieprioriteiten in het kader van het repressieve milieubeleid en de identificatie van de te bereiken doelstellingen zowel inzake controle en opsporing van de overtredingen als beteugeling en schadevergoedingsmaatregelen;

2° de tussen alle betrokken openbare actoren voorgestelde coördinatie, met inbegrip van de verdeling van de opdrachten van de verschillende diensten van de Administratie die taken inzake controle, opsporing en vaststelling van de overtredingen verzekeren;

3° de acties die moeten worden gevoerd om de schadevergoeding voor de vastgestelde overtredingen doeltreffend en zichtbaar te maken;

4° de organisatie van de diensten van de Administratie om te zorgen voor doeltreffende opdrachten inzake controle, opsporing en vaststelling van de overtredingen op het terrein, met inbegrip van de ontwikkeling van de aanwervingen;

5° de inhoud van de opleidingen, zowel basis- als voortgezette opleidingen, die aan de betrokken openbare actoren worden verstrekt.

Overeenkomstig het vierde lid, 1°, worden de actieprioriteiten en de te bereiken doelstellingen beschreven voor elke dienst van de Administratie die belast is met opdrachten inzake controle, opsporing en vaststelling van de overtredingen, met inbegrip van de gespecialiseerde Onderzoekseenheid bedoeld in artikel D.155, en worden ze in operationele doelstellingen vertaald of opgenomen in de bestuursovereenkomst.

Vóór zijn definitieve aanneming door de Regering wordt het ontwerp van de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid aan de volgende instellingen ter advies voorgelegd, die binnen minstens één maand advies moeten uitbrengen :

1° de Beleidsgroep Leefmilieu;

2° de parketten van de verschillende rechtsgebieden van de hoven van beroep en rechterlijke arrondissementen;

3° de plaatselijke besturen;

4° de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten);

5° de vertegenwoordigers van de federale en lokale politie.

§ 3. Rekening houdend met de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde beginsels neemt de Regering indicatoren aan, waarbij bijgedragen kan worden tot de evaluatie en de opvolging van de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid.

De beoordeling van de uitvoering van de strategie wordt minstens om de twee jaar verricht. De beoordeling wordt aan het Parlement overgemaakt binnen de maand van haar aanneming voor presentatie en bespreking.

Art. D.143. § 1. Met het oog op een gecoördineerde tenuitvoerlegging van het in artikel D.142 bedoelde repressieve milieubeleid vergadert de Administratie minstens twee keer per jaar met :

1° de parketten van de verschillende rechtsgebieden van de hoven van beroep en rechterlijke arrondissementen;

2° de vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen;

3° de federale en de lokale politie;

4° de vertegenwoordigers van de "Union des Villes et Communes de Wallonie";

5° de personen aangewezen door de Regering.

De vertegenwoordigers van de hoven en rechtbanken worden geïnformeerd over het houden van de in het eerste lid bedoelde vergadering en worden als waarnemers uitgenodigd.

§ 2. De Regering sluit met de "Union des Villes et Communes de Wallonie" een samenwerkingsprotocol met het oog op de coördinatie van het repressieve beleid bedoeld in artikel D.142. Dit protocol heeft betrekking op de versterkte samenwerking tussen het Waalse Gewest en de gemeenten, de taakverdeling tussen de verschillende betrokken actoren en de praktische modaliteiten van deze samenwerking.

Dit protocol wordt met dezelfde frequentie als de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid bijgewerkt.

§ 3. De Regering sluit met de Procureurs des Konings, elke partij voor wat haar betreft, een samenwerkingsprotocol met het oog op de coördinatie van het repressieve beleid, bedoeld in artikel D.142. Dit protocol heeft betrekking op de praktische modaliteiten van deze samenwerking tussen het Gewest en de bevoegde Procureurs des Konings. Dit protocol waarborgt de onafhankelijkheid van het openbaar ministerie bij het verrichten van individuele opsporingen en vervolgingen en doet geen afbreuk aan de richtlijnen die op het gebied van het strafrechtelijk beleid zijn vastgesteld.

Dit protocol wordt met dezelfde frequentie als de Waalse strategie voor een repressief milieubeleid bijgewerkt.

§ 4. Wanneer een vaststellende beampte kennis krijgt van een overtreding van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen die hij uit hoofde van zijn taken, actieprioriteiten of een protocol als bedoeld in lid 2 niet kan vaststellen, stelt hij de voor de vaststelling van de overtreding bevoegde vaststellende beampten daarvan onmiddellijk in kennis. De Regering kan nadere regels vastleggen voor het overmaken van de relevante gegevens.

Art. D.144. § 1. De Administratie stelt een centraal bestand van de milieucriminaliteit, hierna het "centraal bestand" genoemd, en beheert dit bestand. Het doel van dit centraal bestand is personen die krachtens paragraaf 2 bevoegd zijn, in staat te stellen hun kennis over de strafrechtelijke situaties uit te wisselen met het oog op een betere coördinatie en doeltreffendheid van het repressieve milieubeleid.

Het centraal bestand wordt ingesteld in de vorm van een elektronisch platform dat uitsluitend toegankelijk is voor de in paragraaf 2 bedoelde personen. In dit centraal bestand worden voor elke overtreder die na de vaststelling van de in dit deel bedoelde strafbare feiten wordt geïdentificeerd, de verschillende handelingen, besluiten of documenten vastgesteld in het kader van de repressie van milieudelicten opgenomen.

Dit centraal bestand omvat :

- 1° de notulen en schriftelijke waarschuwingen die krachtens dit deel zijn ingesteld;
- 2° de ten opzichte van de overtreeders genomen dwangmaatregelen;
- 3° de herstelmaatregelen waarom de vaststellende beambten of de Burgemeester verzoeken;
- 4° de voorstellen voor onmiddellijke perceptie geformuleerd door de vaststellende beambten;
- 5° de inbreuksituaties die zijn geregulariseerd na een waarschuwing of een opgelegde dwangmaatregel;
- 6° de beslissing van het Openbaar Ministerie bedoeld in artikel D.166;
- 7° de schikkingsvoorstellen die de Procureurs des Koning aan de overtreeders hebben voorgelegd;
- 8° de in kracht van gewijsde gegane vonnissen en uitspraken van de rechtbanken en hoven, met inbegrip van opgelegde vonnissen, bijkomende maatregelen en opgelegde teruggavemaatregelen;
- 9° de schikkingsvoorstellen die de sanctionerende ambtenaren aan de overtreeders hebben voorgelegd;
- 10° de in kracht van gewijsde gegane beslissingen van de sanctionerende ambtenaren, met inbegrip van de opgelegde administratieve sancties, hun bijkomende maatregelen en de uitgesproken teruggavemaatregelen;
- 11° de uitvoering van de beslissingen uitgesproken ofwel door de hoven en rechtbanken, ofwel door een sanctionerend ambtenaar.

In afwijking van het derde lid, 1°, worden de notulen die uiteindelijk als foutief worden beschouwd, uit het centraal bestand verwijderd.

De vermelding van de overtredingen alsmede de desbetreffende punten worden tien jaar na het seponeren of de tenuitvoerlegging van de beslissingen van de hoven en rechtbanken of van een sanctionerend ambtenaar automatisch uitgewist. Die termijn van tien jaar gaat in op de dag volgend op de dag waarop tegen de betrokken beslissing geen beroep meer mogelijk is.

§ 2. De gegevens van het centraal bestand zijn niet toegankelijk voor het publiek en mogen alleen worden gebruikt door de vaststellende beambten die de hoedanigheid hebben van officier van de gerechtelijke politie, door de burgemeesters, politieambtenaren, sanctionerende ambtenaren en magistraten van het openbaar ministerie.

De personen die uit hoofde van de bepalingen van dit hoofdstuk persoonsgegevens ontvangen, nemen maatregelen om de vertrouwelijkheid van deze gegevens en het gebruik ervan uitsluitend voor de bij of krachtens dit deel vastgestelde doeleinden of ter nakoming van hun wettelijke verplichtingen te waarborgen.

§ 3. Wanneer een overtreder voor de eerste keer in het bestand geregistreerd wordt, wordt hij daarover zo spoedig mogelijk ingelicht door de verantwoordelijke voor de behandeling.

Deze informatie bevat :

- 1° de personalia van een contactpersoon;
- 2° de wettelijke of reglementaire grondslag van de gegevensverzameling;
- 3° de doeleinden waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt;
- 4° de persoonsgegevens die de overtreder betreffen;
- 5° het adres van de Gegevensbeschermingsautoriteit;
- 6° het bestaan van het recht op toegang tot de gegevens, op verbetering van die gegevens, alsmede de nadere regels voor de uitoefening van deze rechten;
- 7° de termijn waarin de gegevens uit het centraal bestand zullen worden geschrapt.

§ 4. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die toegang heeft tot de gegevens van het bestand of die daarvan gebruik maakt, met uitzondering van de overeenkomstig paragraaf 2 gemachtigde personen.

Art. D.145. § 1. De verantwoordelijke voor de verwerking van de in het bestand opgenomen gegevens is de Administratie. In dit verband beheert de Administratie het centraal bestand en verzamelt ze de gegevens nuttig voor de samenstelling van het centraal bestand bij de referentiebronnen die daarover in het kader van hun activiteiten beschikken.

De in het eerste lid bedoelde referentiebronnen zijn respectievelijk :

- 1° de vaststellende beambten voor de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, lid 3, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en 11°;
- 2° de burgemeesters voor de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, lid 3, 2°, 3°, 4°, 5° en 11°;
- 2° de Procureurs des Konings voor de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, lid 3, 6°, 7° en 8°;
- 4° de sanctionerende ambtenaren voor de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, lid 3, 9°, 10° en 11°;

Elke referentiebron maakt de gegevens die ze bezit, aan de Administratie over volgens de technische regels opgenomen in een protocol dat de Administratie samen met de referentiebron ondertekend heeft.

§ 2. De Regering stelt de minimuminhoud van het protocol bedoeld in § 1 vast en legt de nadere regels vast volgens welke de referentiebronnen de gegevens aan de Administratie verstrekken.

Het protocol bevat minstens de nadere regels betreffende :

- 1° de volgens de overeengekomen periodiciteit bijgewerkte mededeling van de inhouden bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid;
- 2° de in acht te nemen bepalingen, met namen in termen van vertrouwelijkheid en inachtneming van Verordening (EG) 2016/79 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;
- 3° de modaliteiten en procedures voor rechtzetting van de gegevens;
- 4° de verbintenis van de referentiebron om de Administratie de gegevens te verstrekken volgens de procedures en standaarden inzake techniek en informatica.

Het protocol bevat de elementen die voor de overgemaakte gegevens de verenigbaarheid waarborgen met de systemen ontwikkeld door de Administratie en de daaraan gekoppelde formaten en technische voorwaarden.

Het protocol wordt gezamenlijk ondertekend door de referentiebron en de Administratie.

TITEL II. — *Verskillende interveniënten in het kader van de milieucriminaliteit*

HOOFDSTUK I. — *Vaststellende beambten*

Afdeling 1. — Gewestelijke vaststellende beambten

Art. D.146. § 1. Onverminderd de taken van de politieambtenaren wijst de Regering de gewestelijke vaststellende beambten aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138 en de maatregelen die op grond daarvan zijn genomen, en met het opsporen en vaststellen van overtredingen van deze bepalingen.

De Regering organiseert de opleiding van de in het eerste lid bedoelde vaststellende beambten. Deze opleiding omvat een basisopleiding van minimaal vijftig uur, waarvan de inhoud ten minste als volgt is :

- 1° de algemene beginselen van het strafrecht;
- 2° de gerechtelijke organisatie;
- 3° de vaststelling van overtredingen en het opmaken van processen-verbaal;
- 4° de grondslagen van de wetgeving inzake leefmilieu, met inbegrip van dit deel van het Wetboek;
- 5° de grondslagen van de wetgeving inzake dierenwelzijn;
- 6° de grondslagen van de wetgeving inzake landbouw;
- 7° het beheer van conflicten.

De Regering kan het in het tweede lid bedoelde minimale programma aanvullen met bijkomende cursussen.

Naast de in lid 2 bedoelde basisopleiding voert de Regering volgens de door haar vastgestelde modaliteiten een elektronische drager voor afstandsonderwijs in, waarmee de kennis van de in artikel D.138 bedoelde wetgevingen kan worden verdiept en bijgewerkt. Ze zorgt voor het onderbrengen, de verspreiding, met inbegrip van onlinetoegang en actualisering, ten behoeve van alle vaststellende beambten en sanctionerende ambtenaren.

De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke die opleidingen worden verstrekt.

Op hun verzoek kunnen de bevoegde Procureurs des Konings en vertegenwoordigers van de hoven en rechtbanken worden uitgenodigd om deel te nemen aan de in deze paragraaf bedoelde opleidingen.

§ 2. De bevoegdheden van gerechtelijke politie kunnen slechts door beëdigde vaststellende beambten uitgeoefend worden. De gewestelijke vaststellende beambten leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats.

De hoofdgriffier maakt een afschrift van de machtiging en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg van Wallonië.

In geval van wijziging van hun standplaats zijn de gewestelijke vaststellende beambten niet gehouden tot een nieuwe eedaflegging.

§ 3. Bovendien kan de Regering, onder de gewestelijke vaststellende beambten, de officieren van gerechtelijke politie die hulpofficier zijn van de procureur des Konings aanwijzen om toezicht te houden op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138. Als officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de Procureur des Konings, worden enkel aangewezen, de gewestelijke vaststellende beambten die volgens hun specifieke bevoegdheden verplicht zijn om handelingen te verrichten die deze hoedanigheid vereisen.

De in het eerste lid bedoelde officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de Procureur des Konings, leggen de eed af vóór de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats.

De hoofdgriffier maakt een afschrift van de machtiging en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg van het ambtsgebied waar de officier zijn functie moet uitoefenen.

§ 4. De in de §§ 1 tot 3 bedoelde vaststellende beambten werken samen bij de voeding van het in artikel D. 144 bedoelde centraal bestand.

§ 5. De gewestelijke vaststellende beambten oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

De Regering stelt de voorwaarden vast, waarbij de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de gewestelijke vaststellende beambten wordt gewaarborgd.

§ 6. De Regering bepaalt de overheid die bevoegd is om de beambten aan te wijzen die belast zijn met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in titel V van Deel II van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, en van de krachtens dit Wetboek genomen bepalingen en met het vaststellen van de overtredingen. Deze beambten voldoen aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Art. D. 147. De Administratie beschikt over een wacht- en noodinterventiedienst die alle dagen van het jaar, 24 uur op 24, werkt.

Art. D.148. § 1. De vaststellende beambten kunnen alle nauwkeurige onderzoeken en controles aan deskundigen toevertrouwen, na instemming van de Regering over de toevertrouwde opdrachten.

De deskundigen handelen volgens de instructies van de vaststellende beambten. Ze voeren de controleopdrachten uit op een loyale en correcte wijze met inachtneming van de wets- en verordeningsbepalingen alsook de bijhorende omzendbrieven en instructies. Daartoe leggen ze vóór de uitoefening van hun opdrachten de eed af in de handen van de bevoegde rechtbank van hun administratieve standplaats.

De informatie en vaststellingen ingewonnen door de deskundige in het kader van zijn opdrachten kunnen op elk ogenblik en in voorkomend geval zonder aanvullende vaststelling worden gebruikt door de vaststellende beambten om met name een proces-verbaal op te maken dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel is bewezen.

De krachtens het eerste lid toevertrouwde opdrachten mogen geen verband houden met hoofdstuk 8 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek.

§ 2. De Regering :

1° legt de lijst vast van de onderzoeken en controles die aan deskundigen kunnen worden toevertrouwd alsook de overtredingen waarvoor deze deskundigen bevoegd zijn;

2° bepaalt de voorwaarden en de procedure betreffende de delegatie van de opdrachten aan de in § 1 bedoelde deskundigen;

3° bepaalt de vereiste vaardigheid van de deskundigen, hun rechten en plichten alsook de wijze waarop zij voor hun diensten worden bezoldigd.

Voor de uitoefening van de opdrachten van deze deskundigen stelt de Regering een legitimatiekaart vast. Ze bepaalt de modaliteiten voor het gebruik van deze kaart.

§ 3. De Regering bepaalt de sancties die kunnen worden opgelegd in geval van niet-naleving van de rechten en wettelijke en reglementaire bepalingen, voor de uitvoering waarvan de deskundigen samenwerken.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de technische deskundigen op wie de vaststellende beambten en de sanctionerende ambtenaren een beroep zouden moeten doen in het kader van hun opdrachten bedoeld in de artikelen D.162, eerste lid, 7°, en D.194, § 2, eerste lid, 5°.

Afdeling 2. — Gemeentelijke vaststellende beambten

Art. D.149. § 1. Onverminderd de bevoegdheden toegewezen aan de burgemeester en aan de lokale politie, kan de gemeenteraad in het kader van opdrachten met een regionaal karakter vaststellende beambten die lid zijn van de gemeente of van projectverenigingen, aanwijzen overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie; die beambten zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138, en van de krachtens deze bepalingen genomen bepalingen, met uitzondering van die bedoeld in het eerste lid, 1° en 6°, en met de opsporing en vaststelling van de overtredingen.

Deze vaststellende beambten moeten de volgende voorwaarden vervullen :

1° geen strafrechtelijke veroordeling voor een misdaad, wanmisdrif of overtreding van de eerste of tweede categorie in de zin van dit deel opgelopen hebben;

2° beschikken over minstens :

a) een getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs;

b) een getuigschrift van het lager middelbaar onderwijs en een nuttige ervaring voor de uitoefening van de functie (vijf jaar) in dienst van een gemeente of een intercommunale;

3° de vorming waarvan de inhoud, voor elke type vaststellende beambte door de Regering wordt bepaald, met vrucht hebben gevolgd.

De bevoegdheden van gerechtelijke politie kunnen slechts door beëdigde gemeentelijke vaststellende beambten uitgeoefend worden. De beambten leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats.

§ 2. De gemeentelijke vaststellende beambten zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in het eerste lid, 1° en 6°, en met de vaststelling van de overtredingen m.b.t. deze bepalingen. Ze worden gemachtigd om die opdrachten op het hele grondgebied van het Waalse Gewest uit te oefenen.

Naast de bevoegdheden bedoeld in het eerste lid kunnen de gemeentelijke vaststellende beambten belast zijn met de vaststelling van de overtredingen bedoeld in artikel D.197, § 3, op het grondgebied van de gemeenten die deel uitmaken van dezelfde politiezone, op voorwaarde dat daartoe een overeenkomst is gesloten tussen de betrokken gemeenten.

§ 3. De gemeentelijke vaststellende beambten oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

De Regering stelt de voorwaarden vast, waarbij de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de gemeentelijke vaststellende beambten wordt gewaarborgd.

Art. D. 150. De gemeente of de projectvereniging die overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling een gemeentelijke vaststellende beambte aanwijst, verstrekt de Administratie een bewijs van deze aanstelling. In voorkomend geval licht ze ook de Administratie in over de beëindiging van de functie van de beambte.

De in artikel D.149 bedoelde vaststellende beambten werken samen bij de voeding van het in artikel D. 144 bedoelde centraal bestand.

Art. D.151. De Regering kent binnen de perken van de beschikbare kredieten een toelage toe indien een gemeente of een projectvereniging daarom verzoekt met het oog op de indienstneming of de handhaving van de indienstneming van een beambte.

De Regering bepaalt de berekeningswijze en het maximumbedrag van de in het eerste lid bedoelde toelage. Ze kan een minimaal en een maximaal bedrag per begunstigde bepalen.

Voor de beambten van wie de aanvraag de handhaving van hun aanstelling betreft, wordt bij de overeenkomstig lid 2 vastgestelde berekeningsmethode rekening gehouden met de doeltreffendheid van de opdrachten van het personeelslid, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde criteria.

Afdeling 3. — Vaststellende beambten van de instellingen van openbaar nut

Art. D. 152. Wanneer de bescherming van het milieu of het dierenwelzijn verenigbaar is met haar sociaal doel, kan een instelling van openbaar nut of een intercommunale aan de Regering voorstellen om een of meerdere vaststellende beambten aan te wijzen om toe te zien op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138 en de maatregelen die op grond van die bepalingen zijn genomen, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in het eerste lid, 1° en 6°, en om overtredingen van die bepalingen op te sporen en vast te stellen. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de overmaking van dit voorstel alsook de aanwijzingsprocedure. In haar beslissing tot aanwijzing bepaalt de Regering :

1° de uitgebreidheid van de bevoegdheden van de aangewezen vaststellende beambte ten opzichte van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen rekening houdend met het maatschappelijk doel van de instelling of van de intercommunale;

2° het grondgebied waarop de vaststellende beambte bevoegd is rekening houdend met de uitgebreidheid van de opdrachten van de instelling of van de intercommunale;

3° de voorwaarden die de aangewezen vaststellende beambte moet vervullen in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten met name om de belangenconflicten te voorkomen.

Deze vaststellende beambten voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1° geen strafrechtelijke veroordeling voor een misdrijf of overtreding van de eerste of tweede categorie in de zin van dit deel opgelopen hebben;
- 2° beschikken over minstens :
 - a) een getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs;
 - b) een getuigschrift van het lager middelbaar onderwijs en een nuttige ervaring voor de uitoefening van de functie (vijf jaar) in dienst van een gemeente of een intercommunale;
- 3° een vorming waarvan de inhoud, voor elke type beambte, door de Regering wordt bepaald, met vrucht hebben gevolgd.

Deze vaststellende beambten oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

De Regering stelt de voorwaarden vast, waarbij de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de vaststellende beambten wordt gewaarborgd.

Art. D. 153. De instelling van openbaar nut of de intercommunale die overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling een vaststellende beambte aanwijst, bezorgt de Administratie een bewijs van deze aanstelling. In voorkomend geval licht ze ook de Administratie in over de beëindiging van de functie van de beambte.

De in artikel D.152 bedoelde vaststellende beambten werken samen bij de voeding van het in artikel D. 144 bedoelde centraal bestand.

Art. D. 154. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen wanneer een instelling van openbaar nut of een intercommunale daarom verzoekt voor de indienstneming of handhaving van de indienstneming van een beambte.

HOOFDSTUK II. — *Bestrijding van de milieucriminaliteit*

Art. D.155. § 1. De Regering richt binnen haar diensten een gespecialiseerde Onderzoekseenheid voor de bestrijding van milieucriminaliteit, hierna de "gespecialiseerde Onderzoekseenheid" genoemd, op.

Deze gespecialiseerde onderzoekseenheid heeft tot taak om, hetzij proactief, hetzij op verzoek van andere diensten, diepgaande onderzoeken te verrichten om ernstige milieudelicten op te sporen en vast te stellen en om de dagers van die milieudelicten te vervolgen. In deze context maakt ze gebruik van politietechnieken en richt ze vooral haar acties op :

- 1° de activiteitensectoren of exploitanten die hermetisch gesloten zijn om het milieurecht te eerbiedigen;
- 2° de georganiseerde criminele netwerken die actief zijn op de in artikel D.138 bedoelde gebieden.

Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, ondersteunt de gespecialiseerde Onderzoekseenheid de andere gewestelijke vaststellende beambten bedoeld in artikel D.146.

§ 2. Deze gespecialiseerde Onderzoekseenheid bestaat uit gewestelijke vaststellende beambten die de hoedanigheid van krachtens artikel D.146, § 3, aangewezen officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de Procureur des Koning, hebben.

De Eenheid wordt geleid door een beambte die als politiedeskundige wordt geïdentificeerd en de volgende opdrachten heeft :

- 1° zorgen voor de operationele coördinatie van de opdrachten en acties van de gespecialiseerde Onderzoekseenheid;
- 2° zorgen voor de coördinatie van de betrekkingen tussen de gespecialiseerde Onderzoekseenheid en de andere diensten bevoegd voor of betrokken bij de bestrijding van de milieuovertredingen;
- 3° zorgen voor de uniformering van de interpretaties van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen;
- 4° de onderzoeksprocedures verbeteren.

§ 3. Naast de in artikel D.146 bedoelde opleidingen zorgt de Regering voor de specifieke opleiding van de in § 2 bedoelde beambten in verband met hun opdrachten. De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten volgens welke die opleidingen worden verstrekt.

HOOFDSTUK III. — *Sanctionerende ambtenaren*

Afdeling 1. — Gewestelijke sanctionerende ambtenaren

Art. D.156. § 1. De Regering wijst de gewestelijke sanctionerende ambtenaren aan die gemachtigd worden om de administratieve sancties op te leggen.

De vaststellende beambten mogen niet als sanctionerende ambtenaren worden aangewezen.

De Regering bepaalt de kwalificatievoorwaarden waaraan de gewestelijke sanctionerend ambtenaar voldoet en stelt zijn geldelijk statuut vast.

De gewestelijke sanctionerende ambtenaren nemen deel aan de in artikel D.146, § 1, bedoelde opleidingen. De Regering kan deze opleidingen aanvullen met inhouden die voor de sanctionerende ambtenaren specifiek zijn.

§ 2. De sanctionerende ambtenaren oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

Afdeling 2. — Gemeentelijke sanctionerende ambtenaren

Art. D.157. § 1. Wanneer de gemeenteraad in zijn reglementen feiten veroordeelt die aan de basis van overtredingen liggen, wijst hij de volgende personen als gemeentelijk sanctionerend ambtenaar aan :

- 1° ofwel de directeur-generaal van het gemeentebestuur;
- 2° ofwel een ambtenaar met een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma vereist wordt of die beschikt over een gelijkwaardige beroepservaring.

Die ambtenaar is geen vaststellende beambte, noch de financieel directeur.

De gemeenteraad kan een door de provincieraad aangewezen provincieambtenaar als gemeentelijke sanctionerend ambtenaar aanwijzen. Die ambtenaar beschikt over een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma vereist wordt of over een gelijkwaardige beroepservaring.

De beslissing van de gemeenteraad over de aanwijzing van een gemeentelijke sanctionerend ambtenaar wordt ter informatie aan de Administratie overgemaakt. In voorkomend geval licht de gemeenteraad ook de Administratie in over de beëindiging van de functie van de sanctionerend ambtenaar.

In het geval bedoeld in het derde lid ontvangt de provincie van de betrokken gemeente een vergoeding voor de prestaties van de provincieambtenaar die optreedt als ambtenaar belast met het opleggen van de administratieve geldboetes. Een voorafgaande overeenkomst betreffende het bedrag van die vergoeding en de betalingswijze wordt tussen de gemeenteraad en de provincieraad gesloten.

Meerdere gemeenten kunnen samen beslissen om een statutair of contractueel personeelslid aan te wijzen om de opdrachten van gemeentelijke sanctionerend ambtenaar uit te oefenen. Ze kunnen onderling beslissen over de verdeling van de verschillende kosten die daarmee gepaard gaan.

§ 2. De beambte die krachtens § 1 als gemeentelijke sanctionerend ambtenaar aangewezen wordt, volgt een opleiding waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald.

§ 3. De gemeentelijke sanctionerende ambtenaren oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

De Regering stelt de voorwaarden vast, waarbij de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de gemeentelijke sanctionerende ambtenaren wordt gewaarborgd.

Art. D.158. Wanneer een instelling van openbaar nut of een intercommunale over krachtens artikel D.152 aangewezen vaststellende beambten beschikt, valt de bevoegdheid tot het instellen van administratieve vervolgingen voor de door deze vaststellende beambten vastgestelde overtredingen onder de bevoegdheid van de overeenkomstig artikel D.156 aangewezen sanctionerende ambtenaren.

TITEL III. — *Controles, opsporing van de overtredingen en dwangmaatregelen*

HOOFDSTUK I. — *Controle*

Art. D.159. § 1. Onverminderd de taken van de politieambtenaren worden de controle van de naleving van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen en de vaststelling van de overtredingen door de in de artikelen D.146 tot D.154 bedoelde beambten gewaarborgd.

De vaststellende beambten mogen het optreden van de openbare macht vorderen in de uitoefening van hun opdracht.

§ 2. Voor de uitoefening van de opdrachten van de vaststellende beambten bedoeld in de artikelen D.146 tot D.154 neemt de Regering een legitimatiekaart aan. Ze bepaalt de modaliteiten voor het gebruik van deze kaart. De Regering kan een uniform bepalen dat, in voorkomend geval, specifiek is voor de hoedanigheid van de vaststellende beambten.

HOOFDSTUK II. — *Onderzoeksmiddelen*

Art. D.160. De Regering kan bepalingen betreffende de inspectiemodaliteiten vastleggen voor alle of sommige categorieën van installaties en activiteiten bedoeld in de wetgevingen vermeld in artikel D.138.

Art. D.161. Onverminderd artikel 94 van het Boswetboek kunnen de vaststellende beambten in de uitoefening van hun opdrachten en onverminderd hun voor het overige vastgelegde inspectietaken op elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen binnentreden, behalve als het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen die beambten er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter of voor zover hij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming heeft van de persoon die het effectieve genot van de betrokken plaatsen geniet.

Art. D.162. In de uitoefening van hun opdracht kunnen de vaststellende beambten :

1° alle onderzoeken, controles, enquêtes uitvoeren en alle gegevens inwinnen die nuttig geacht worden om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen bedoeld in artikel D.138 nageleefd worden en o.a. :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;
b) zich ter plaatse elk document, stuk of bewijsstuk laten overleggen of opsporen dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht, er een fotokopie of een ander afschrift van maken, of tegen ontvangstbewijs meenemen;

c) de identiteit van elke persoon controleren;

2° monsters nemen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;

3° laten overgaan tot analyses volgens de regels vastgesteld overeenkomstig artikel D.163;

4° ieder voertuig, met inbegrip van de voor het vervoer gebruikte voertuigen aanhouden, en hun lading controleren;

5° elke bewarende maatregel nemen met het oog op de overlegging van het bewijs, meer bepaald gedurende een maximumtermijn van tweeënzeventig uur :

a) verbieden voorwerpen te verplaatsen of de inrichtingen of installaties verzegelen waar mogelijk een overtreding werd begaan;

b) de vervoermiddelen en andere tuigen die gediend zouden kunnen hebben om een overtreding te begaan aanhouden, tot stilstand brengen of verzegelen;

6° in de aanwezigheid van de betrokkene of van de behoorlijk opgeroepen betrokkene, de toestellen en voorzieningen in overtreding met de bepalingen bedoeld in artikel D.138 uittesten of laten uittesten door erkende personen, laboratoria of openbare en private instellingen;

7° zich door technische deskundigen laten bijstaan;

8° administratieve politiematregelen nemen om voorwerpen die een overtreding in de zin van deze afdeling kunnen vormen, uit het verkeer te kunnen halen, en dit, ook via een administratieve inbeslagname;

9° onverminderd artikel D.161, de voorwerpen opsporen tot waar ze naartoe vervoerd werden en er beslag op leggen.

10° de voertuigen naar de oever laten komen om hun inhoud te controleren;

11° overgaan tot vaststellingen door middel van audiovisuele middelen;

12° tot metingen overgaan aan de hand van een sonometer;

13° de nodige administratieve gegevens raadplegen en een afschrift ervan nemen, zoals de wettelijk voorgeschreven documenten die de bestuurder in zijn bezit moet hebben en in ruimere zin alle documenten die nuttig zijn voor de identificatie van het voertuig, de bestuurder of de persoon op wiens naam het voertuig staat ingeschreven.

In geval van monsterneming met het oog op een analyse overeenkomstig het eerste lid, 3°, wordt de overtreder er onmiddellijk op gewezen dat hij de mogelijkheid heeft om een tegenanalyse te laten uitvoeren op zijn kosten. Indien uit het analyseprotocol blijkt dat een overtreding werd begaan, wordt overeenkomstig artikel D.165 een proces-verbaal opgemaakt.

In toepassing van het eerste lid, 8°, bepaalt de Regering de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming, het informeren van de overtreder en het aanduiden van de bestemming van de in beslag genomen voorwerpen, alsook de modaliteiten voor het dekken van de kosten van de inbeslagneming. In het geval van een overtreding zoals bedoeld in artikel D.397, § 1, van het Waalse Landbouwwetboek, heeft de administratieve inbeslagneming betrekking op de voorwerpen, monsters, levensmiddelen of documenten die de overtreding vormen.

Art. D.163. De Regering bepaalt de regels voor de erkenning van de laboratoria die met de officiële analyses belast worden.

De Regering kan modellen van analyseprotocollen vastleggen, analyse- en tegenanalysemethodes bepalen, regels vastleggen voor de verdeling van de analyses onder de laboratoria, alsook voor de financiering van de kostprijs van de analyses en monsternemingen.

Indien de algemene, sectorale, bijzondere of integrale voorwaarden voorzien in regels m.b.t. de analyse- en monsternemingsmethodes of indien de Regering er los daarvan opgelegd heeft, moeten de monsternemingen, analyses en tegenanalyses aan die regels voldoen.

HOOFDSTUK III. — Waarschuwing en vaststelling van overtredingen

Art. D.164. § 1. In geval van overtreding kunnen de vaststellende beambten een waarschuwing geven aan de vermeende pleger van de overtreding of aan de eigenaar van het goed waarop ze is gepleegd of waarvan de inbreukmakende handeling afkomstig is. Indien een aanpassing mogelijk is, bepaalt de waarschuwing de termijn voor de regularisatie.

De waarschuwing houdt geen vaststelling van de overtreding in de zin van artikel D.165 in.

Als de waarschuwing schriftelijk wordt gericht, wordt ze binnen vijftien dagen schriftelijk bevestigd door de vaststellende beambte.

De waarschuwing bevat een herinnering aan de wetgeving waarop het vastgestelde gedrag betrekking heeft en het feit dat een overtreding vormt.

§ 2. De vaststellende beambten geven elkaar onverwijld kennis van de waarschuwingen waarvan ze de auteur zijn en maken na afloop van de regularisatietermijn verslag op, wanneer een termijn is vastgesteld.

Art. D.165. § 1. Wanneer niet in een waarschuwing is voorzien of wanneer aan het einde van de in de waarschuwing vastgestelde regularisatieperiode blijkt dat de overtreding niet is geregulariseerd, stellen de vaststellende beambten de overtredingen bij proces-verbaal dat geldt tot bewijs van het tegendeel vast.

§ 2. De Regering kan een standaardmodel van proces-verbaal dat door de vaststellende beambten gebruikt moet worden, alsook zijn minimale inhoud bepalen.

De processen-verbaal kunnen, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten, worden opgesteld in elektronische vorm met elektronische handtekening of door middel van een beveiligde drager, waardoor een handgeschreven handtekening in digitale vorm kan worden gebruikt.

§ 3. In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van de bepaling van de betrokken wetgeving die aan de overtreding ten grondslag ligt, alsmede van de eventuele reglementeringen die dit bepalen.

In geval van vaststelling van een overtreding door een krachtens artikel D.149 aangewezen beambte, of door een ambtenaar van de lokale politie, vermeldt het proces-verbaal, in voorkomend geval, de bepaling van het gemeentelijk reglement dat aan de overtreding ten grondslag ligt.

Art. D.166. § 1. De vaststellende beambte die overeenkomstig artikel D.165 een overtreding heeft vastgesteld, zendt een afschrift van het proces-verbaal bij aangetekend schrijven aan de overtreder. Deze zending wordt verricht :

1° indien het proces-verbaal niet na het verstrijken van de in de waarschuwing genoemde regularisatietermijn is opgesteld : binnen 30 dagen na de afsluiting van het proces-verbaal;

2° indien het proces-verbaal na het verstrijken van de in de waarschuwing krachtens artikel D.164, § 1 vastgelegde regularisatietermijn is opgesteld: binnen 30 dagen na afloop van deze regularisatietermijn.

Na de in het eerste lid bedoelde termijn kan de overtreding niet meer worden vervolgd op grond van de vaststelling uitgevoerd door de vaststellende beambte.

§ 2. Binnen dezelfde termijn als die bedoeld in paragraaf 1 worden het origineel van dit proces-verbaal en het bewijs van de verzending van de aangetekende brief aan de overtreder toegezonden aan de territoriaal bevoegde Procureur des Konings, tenzij de vastgestelde overtreding een in de zin van artikel D.192 opgenomen gedeclasseerde overtreding vormt.

De procureur des Konings wordt verondersteld het proces-verbaal te hebben ontvangen op de derde werkdag na de in het proces-verbaal vermelde datum van verzending.

Binnen dezelfde termijn zendt de vaststellende beambte, met inbegrip van de politieambtenaar, die de overtreding heeft vastgesteld, een afschrift van dit proces-verbaal aan de sanctionerend ambtenaar die krachtens artikel D.197 bevoegd is voor het opleggen van een eventuele administratieve sanctie.

§ 3. Om de bevoegde sanctionerend ambtenaar ervan in kennis te stellen dat een informatie of een onderzoek is ingesteld of dat hij het nodig acht de zaak zonder verdere actie af te sluiten, beschikt de Procureur des Konings vanaf het vermoeden van ontvangst van het proces-verbaal over een termijn van :

1° veertig dagen voor overtredingen van de vierde categorie;

2° tachtig dagen voor overtredingen van de derde of tweede categorie.

De in het eerste lid bedoelde informatie wordt verstrekt via het door de Regering vastgestelde passende formulier.

Vóór de vervaldatum van de in het eerste lid bedoelde termijn mag in principe geen administratieve sanctie opgelegd worden, tenzij de Procureur des Konings vooraf heeft laten weten dat hij geen gevolg zou geven aan de vastgestelde feiten. Na afloop van die termijn kunnen de in het proces-verbaal vermelde feiten slechts administratief gestraft worden.

§ 4. Wanneer de overtreding betrekking heeft op een overtreding die overeenkomstig artikel D.192 is gedeclasseerd, worden het proces-verbaal en een bewijs van verzending van de aangetekende brief aan de overtreder binnen dezelfde termijn als die welke in lid 1 is genoemd, aan de bevoegde sanctionerend ambtenaar gezonden. In dit verband zullen de in het proces-verbaal vermelde feiten slechts administratief gestraft kunnen worden.

Binnen dezelfde termijn maakt de vaststellende beambte, met inbegrip van de politieambtenaar die de overeenkomstig artikel D.192 gedeclasseerde overtreding heeft vastgesteld, een afschrift van dit proces-verbaal ter informatie aan de territoriaal bevoegde Procureur des Konings over.

§ 5. Wanneer de vaststelling van de overtreding een overeenkomstig artikel D.192 gedeclasseerde overtreding en een andere overtreding bevat, zijn de paragrafen 2 en 3 van toepassing.

Art. D.167. De vaststellende beambte kan, indien hij dit passend acht, in de opgemaakte processen-verbaal of de erbij gevoegde documenten aan de Procureur des Konings voorstellen dat toepassing gemaakt wordt van de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Wetboek van strafvordering. In voorkomend geval vermeldt hij het bedrag van de gemaakte analyse- of expertisekosten.

Art. D. 168. Wanneer de vaststellende beambte, in geval van overtreding begaan vanuit een motorvoertuig of aan de hand van een motorvoertuig, niet de auteur van de feiten maar wel de nummerplaat van het voertuig heeft kunnen identificeren, heeft het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding en bevattende de identificering van de nummerplaat van het voertuig bewijskracht dat de overtreding werd begaan door de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven staat bij de voor de inschrijving verantwoordelijke instantie of bij zijn buitenlandse equivalent. Dat vermoeden kan door elk rechtsmiddel omgekeerd worden, met uitzondering van de eed.

In geval van betwisting van het vermoeden door een rechtspersoon deelt laatstgenoemde de identiteit mede van de bestuurder op het ogenblik van de betrokken feiten of, indien zij die niet kent, de identiteit van de persoon die het voertuig onder zich heeft.

HOOFDSTUK IV. — *Dwangmaatregelen*

Art. D.169. § 1. Wanneer een proces-verbaal van een overtreding van de bepalingen bedoeld in artikel D.138 is opgesteld, kan de burgemeester, onverminderd de acties waarin genoemde bepalingen voorzien, op basis van het verslag van de vaststellende beambte :

1° bevel geven tot de volledige of gedeeltelijke opheffing van een exploitatie of een activiteit voor de duur die hij bepaalt;

2° de toestellen verzegelen en, desnoods, overgaan tot de onmiddellijke tijdelijke sluiting van de installatie voor de duur die hij bepaalt;

3° de voor voornoemde installatie, exploitatie of activiteit verantwoordelijke persoon een interventieplan opleggen of hem verplichten binnen een bepaalde termijn een herstel- of rehabilitatieplan in te dienen en, desgevallend, ten gunste van het Gewest een zekerheid te stellen volgens één van de modaliteiten bedoeld in de wetgeving betreffende de milieuvergunning om het herstel in de oorspronkelijke staat te waarborgen;

4° iedere andere nuttige maatregel nemen om een einde te maken aan een dreiging voor het leefmilieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, of voor het dierenwelzijn;

5° de voor het dier verantwoordelijke persoon de nodige maatregelen opleggen om het dier te beschermen of zijn welzijn te waarborgen;

6° de Administratie inlichten in de zin van artikel 2, 18°, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

7° namens de houder van de verplichtingen aangewezen krachtens artikel 26 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, ambtshalve laten voorzien in de uitvoering van de opvolgingsmaatregelen voorgeschreven bij artikel 26, § 1, eerste lid, van datzelfde decreet.

De in het eerste lid, 3°, voorgeschreven maatregelen kunnen maatregelen omvatten om de hinder voor de bevolking en het milieu te verzachten en weg te nemen, of maatregelen die een overgangmaatregel vormen voor de voltooiing van het interventieplan of de invoering van een herstel- of rehabilitatieplan.

De burgemeester stelt de overtreder in kennis van zijn beslissing die hij op grond van lid 1 heeft genomen, hetzij door afgifte tegen ontvangstbewijs, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbewijs. De burgemeester zendt tegelijkertijd het afschrift van deze beslissing aan de vaststellende beambte die het verslag heeft opgesteld.

§ 2. Indien de burgemeester niet optreedt binnen dertig dagen met ingang van de datum van verzending van het verslag bedoeld in paragraaf 1, of als het gevaar zo dreigend is dat de minste vertraging een risico inhoudt voor het leefmilieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, of voor het dierenwelzijn, beschikken de in artikel D.146 bedoelde vaststellende beambten over dezelfde voorrechten als de burgemeester.

Hetzelfde geldt in geval van overtreding van de artikelen D. 135 tot en met D. 163 van het Waalse Landbouwwetboek, die onomkeerbare schade kan veroorzaken, ook al is er geen gevaar voor het milieu, met inbegrip van de menselijke gezondheid.

De vaststellende beambte stelt de overtreder in kennis van zijn beslissing die hij op grond van paragraaf 1 heeft genomen, hetzij door afgifte tegen ontvangstbewijs, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbewijs.

§ 3. De overeenkomstig paragraaf 1, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven zodra de administratieve vergunning die nodig is voor de exploitatie of de activiteit toegekend wordt of zodra de aangifte of de registratie die nodig is voor de exploitatie of de activiteit door de bevoegde overheid ontvankelijk is verklaard.

§ 4. Wanneer de overtreder verzuimt binnen de vastgelegde termijn een herstel- of rehabilitatieplan in te dienen of er de voorwaarden van niet naleeft, kan de burgemeester of, desgevallend, de Regering of haar afgevaardigde ambtshalve ten koste van de overtreder tot het herstel in de oorspronkelijke staat laten overgaan.

§ 5. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn neemt, kan de Regering of haar afgevaardigde, ambtshalve of op verzoek van de burgemeester, de SPAQuE belasten met de uitvoering van het herstel in de oorspronkelijke staat ambtshalve, waarbij de kosten door de overtreder gedragen worden.

§ 6. Naast de in de §§ 4 en 5 bedoelde maatregelen kan de Regering of haar afgevaardigde de overtreder verplichten om ten gunste van het Gewest een zekerheid te stellen volgens één van de modaliteiten bedoeld in de wetgeving betreffende de milieuvergunning om de uitvoering ervan te waarborgen.

De Regering of haar afgevaardigde verwittigt de persoon of personen die een zekerheid moet/moeten stellen bij aangetekend schrijven en wijst ze op het bedrag en de mogelijke wijzen van betaling.

Indien binnen acht dagen geen zekerheid gesteld wordt, laat de Regering of haar afgevaardigde een opdracht tot betaling binnen vierentwintig uur aan de overtreder betekenen, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het stellen van een zekerheid vormt geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de termijn van de opdracht tot betaling kan de Regering of haar afgevaardigde laten overgaan tot een inbeslagname, die uitgevoerd wordt op de wijze waarin het Gerechtelijk wetboek voorziet.

§ 7. De kosten gebonden aan de maatregelen genomen op basis van dit artikel zijn ten laste van de in de §§ 1 en 2 bedoelde vermeende overtreder.

Indien de in het eerste lid bedoelde kosten door het Waalse Gewest worden voorgeschoten, worden zij gevorderd van de vermeende overtreder.

Art. D.170. § 1. Wanneer een overtreding wordt of vooraf is vastgesteld en de overtreding betrekking heeft op een of meerdere levende dieren, kan de administratieve inbeslagneming van de dieren worden besloten door een vaststellende beambte of door de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de dieren zich in het algemeen bevinden. Tenzij het doden onmiddellijk noodzakelijk is, moet de vaststellende beambte of de burgemeester de dieren dan op een geschikte plaats van ontvangst laten onderbrengen.

Dieren die worden gehouden ondanks een verbod opgelegd krachtens de artikelen D.180, D.189, D.198, D.198, § 5, en D.199 kunnen te allen tijde in beslag worden genomen door een vaststellende beambte of door de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de dieren zich in het algemeen bevinden.

§ 2. Wanneer een vaststellende beambte of een burgemeester tot een inbeslagneming overgaat of laat overgaan overeenkomstig paragraaf 1, wordt een afschrift van de beslissing tot inbeslagneming toegezonden aan de bevoegde dienst die door de Regering wordt aangewezen op de door haar vastgestelde modaliteiten. De beambte voegt bij zijn zending een afschrift van het proces-verbaal waarbij de overtreding wordt of is vastgesteld.

Wanneer de overtreding die tot de inbeslagneming heeft geleid door een politieambtenaar is vastgesteld, wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de feiten een afschrift van het proces-verbaal toegezonden aan de door de Regering aangewezen bevoegde dienst, overeenkomstig de door haar vastgestelde modaliteiten.

§ 3. De Regering of de burgemeester bepaalt de bestemming van de overeenkomstig paragraaf 1 in beslag genomen dieren. Deze bestemming bestaat in :

1° de teruggave aan de eigenaar onder bepaalde voorwaarden;

2° de schenking in volle eigendom aan een natuurlijke of rechtspersoon, indien nodig onder bepaalde voorwaarden;

3° of het doden van de dieren onmiddellijk wanneer dat nodig is tijdens of aan het einde van de periode van onderbrenging.

Overeenkomstig het eerste lid, 1° en 2°, zijn de voorwaarden bedoeld om het welzijn van het in beslag genomen dier te waarborgen. De Regering kan de aard van de bedoelde voorwaarden bepalen. De voorwaarden kunnen specifiek zijn voor het gebruik van de dieren of voor de omstandigheden waaronder zij worden vastgehouden. Wanneer het dier aan de eigenaar wordt teruggegeven, kan een van de voorwaarden ook bestaan in de verplichting om het dier over te dragen.

De Regering bepaalt de te volgen procedure om de bestemming van de dieren vast te stellen.

§ 4. Wanneer een inbeslagneming overeenkomstig de §§ 1 tot 3 wordt verricht, richt de vaststellende beambte of de burgemeester de volgende elementen aan de voor de in beslag genomen dieren verantwoordelijke persoon :

1° een afschrift van de akte van inbeslagneming;

2° de nuttige inlichtingen m.b.t. de onderbrenging en de bestemming van de dieren;

3° in voorkomend geval, een afschrift van de veterinaire rechtvaardiging waaruit blijkt dat het onmiddellijk doden overeenkomstig paragraaf 3, eerste lid, 3°, noodzakelijk is.

§ 5. De in paragraaf 1 bedoelde inbeslagneming wordt van rechtswege opgeheven door de in paragraaf 3 bedoelde beslissing of, bij gebreke daarvan, na een termijn van 60 dagen na de datum van ontvangst door de Administratie van het in paragraaf 2 bedoelde rapport en de beslissing tot inbeslagneming.

Voor de berekening van de in het eerste lid bedoelde termijn wordt de dag van ontvangst van de in het eerste lid bedoelde documenten niet meegerekend. De vervaldatum wordt meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

Bij gebrek aan beslissing binnen de in het eerste lid bedoelde termijn stelt de Regering of de burgemeester de voor de dieren verantwoordelijke persoon in kennis van de automatische opheffing van de inbeslagneming en van de mogelijkheid om de dieren in ontvangst te nemen op het adres waar zij zijn ondergebracht. De dieren worden binnen vijftien dagen na de kennisgeving gehaald. Na afloop van die termijn wordt de eigendom van de dieren automatisch overgedragen aan de natuurlijke of rechtspersoon die bedoelden dieren onderbrengt.

§ 6. De kosten gebonden aan de maatregelen genomen op basis van de §§ 1 en 3 zijn ten laste van de voor de dieren verantwoordelijke persoon.

Indien de in het eerste lid bedoelde kosten door het Waalse Gewest worden voorgeschoten, worden zij gevorderd van de voor de dieren verantwoordelijke persoon.

Art. D.171. Onverminderd artikel 94 van het Boswetboek kunnen de vaststellende beambten voor de uitvoering van de dwangmaatregelen elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen binnentreden, behalve als het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen die vaststellende beambten er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter of voor zover hij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming heeft van de persoon die het effectieve genot van de betrokken plaatsen geniet.

Art. D.172. Er kan beroep bij de Regering ingesteld worden door de bestemmelingen van elke beslissing aangenomen overeenkomstig artikel D.169.

Op straffe van nietigheid wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de Regering ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing. Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet. De dag van inontvangstname van de akte, die het startpunt van de beroepstermijn is, wordt niet meegerekend. De vervaldatum wordt meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

De Regering zendt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de eerste dag volgend op de datum van ontvangst van het beroep. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag van deze termijn evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn voorgeschreven in het derde lid wordt de beslissing die het voorwerp van het beroep heeft uitgemaakt, geacht bevestigd te zijn.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het beroep.

TITEL IV. — Eventueel verval van de strafvordering mits een schikking

Art. D. 173. In het kader van hun respectievelijke prerogatieven en vóór de instelling van strafrechtelijke of administratieve vervolgingen kan een schikking worden voorgesteld door de procureur des Konings of door de sanctionerend ambtenaar :

1° indien het feit de anderen geen rechtstreekse schade heeft toegebracht;

2° mits toestemming van de overtreder.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde som doet :

1° de strafrechtelijke en administratieve vervolgingen vervallen wanneer ze door de Procureur des Konings wordt uitgesproken;

2° de administratieve vervolgingen vervallen wanneer ze door de sanctionerend ambtenaar wordt uitgesproken.

Het bedrag van de schikking mag niet hoger zijn dan maximum de geldboete bedoeld :

1° in artikel D.178, § 2, wanneer ze door de rechter wordt uitgesproken;

2° in artikel D.198, § 1, tweede lid, wanneer ze door de sanctionerend ambtenaar wordt uitgesproken.

Art. D.174. § 1. Tijdens de vaststelling van één van de in § 2 bedoelde overtredingen kan een onmiddellijke inning voorgesteld worden door de vaststellende beambte onder dezelfde voorwaarden als de in artikel D.173, eerste lid, bedoelde schikking.

Het voor onmiddellijke inning gelaste bedrag wordt onmiddellijk of binnen vijf werkdagen na de vaststelling van de feiten geïnd. De vaststellende beambte kan bovendien het herstel aan de overtreder opleggen. In voorkomend geval vermeldt hij het bedrag van de gemaakte analyse- of expertisecosten.

Wanneer de vaststellende beambte overeenkomstig het tweede lid het herstel in de oorspronkelijke staat oplegt, kan hij ook maatregelen om de hinder voor de bevolking en het milieu te verzachten en weg te nemen, of maatregelen die een overgangsmaatregel vormen voor de voltooiing van het herstel in de oorspronkelijke staat uitspreken.

De Regering bepaalt het bedrag van die som, dat niet hoger mag zijn dan het maximumbedrag van de geldboete bedoeld in artikel D.198, § 1, tweede lid, voor die overtreding, alsook de inningsmodaliteiten.

De vaststellende beampten zijn belast met de toepassing van dit artikel en van de voor de uitvoering ervan genomen maatregelen.

§ 2. De in dit artikel bedoelde overtredingen zijn :

1° de verbranding van huisafval in de openlucht of in installaties die niet voldoen aan de wetgeving betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verbranding van droge natuurlijke afval afkomstig van bossen, velden en tuinen, zoals geregeld bij het Veldwetboek en het Boswetboek;

2° het achterlaten van afval, zoals verboden krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van gestorte afval die de waterlopen schade toebrengt;

3° het gebrek aan milieuvergunning of aan aangifte of de niet-naleving van de exploitatievoorwaarden overeenkomstig de wetgeving betreffende de milieuvergunning;

4° de overtredingen van derde en vierde categorie van de wetgevingen bedoeld in artikel D.138;

5° de overtredingen van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;

6° de overtredingen van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

7° de overtredingen bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek;

8° de overtredingen van het Waals Dierenwelzijnwetboek;

9° het niet-verkrijgen van de krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen vereiste erkenning of registratie, of het niet-naleven van deze erkenning of registratie;

10° het niet-naleven van Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen en van Verordening (EG) nr. 1418/2007 van de Commissie van 29 november 2007 betreffende de uitvoer, met het oog op terugwinning, van bepaalde in bijlage III of III A bij Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad genoemde afvalstoffen naar bepaalde landen waarop het OESO-besluit betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen niet van toepassing is;

11° de overtredingen van het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen;

12° de overtredingen van het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht.

§ 3. De betaling van de in paragraaf 1 bedoelde som doet :

1° de strafrechtelijke of administratieve vervolgingen vervallen tenzij de bevoegde Procureur des Konings binnen dertig dagen na de dag van de betaling aan de betrokkene in kennis stelt dat hij voornemens is de strafrechtelijke vervolgingen in te stellen;

2° de administratieve vervolgingen vervallen voor wat betreft een overtreding gedeclasseerd overeenkomstig artikel D.192, tenzij de sanctionerend ambtenaar de betrokkene binnen 30 dagen na de betaling in kennis stelt dat hij voornemens is administratieve vervolgingen in te stellen.

De in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde kennisgeving wordt bij aangetekend schrijven verricht. Ze wordt geacht gedaan te zijn op de eerstkomende kalenderdag na die van de indiening bij de post.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 betaalt, de overtreder die geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft, de voorgestelde som onmiddellijk. In geval van betwisting consigneert hij in de handen van de vaststellende beampten een som die de geldboete, de analyse- of expertisecosten en de eventuele gerechtskosten moet dekken. Het bedrag van de te consigneren som en de modaliteiten voor de inning ervan worden door de Regering vastgelegd.

§ 5. Indien de uitoefening van de strafrechtelijke of administratieve vervolgingen tot de veroordeling van de betrokkene leidt, wordt het geïnde of gedeponeerde bedrag in mindering gebracht op de aan de staat verschuldigde gerechtskosten en op de opgelegde geldboete, respectievelijk op de administratieve geldgeldboete. Het eventuele overschot wordt terugbetaald.

In geval van vrijspraak wordt de krachtens paragraaf 4 geïnde of geconsigneerde som terugbetaald.

De krachtens paragraaf 4 geconsigneerde som wordt terugbetaald wanneer de Procureur des Konings beslist geen vervolging in te stellen of wanneer de strafvordering vervallen of verjaard is.

Art. D. 175. In geval van recidive wordt het bedrag van de schikking verdubbeld.

Art. D.176. De krachtens artikel D.174 geïnde som wordt gestort aan het bij artikel D.220 opgericht Fonds voor de milieubescherming, afdeling milieuwangedrag of aan de gemeente, al naar gelang de overtreding is vastgesteld door een personeelslid bedoeld in de artikelen D.146, D.149 en D.152.

Art. D.177. De krachtens deze titel genomen maatregelen worden in het centraal bestand opgenomen overeenkomstig de bepalingen die door de Regering vastgelegd worden.

TITEL V. — *Strafrechtelijke vervolging van de overtredingen*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. D.178. § 1. Met uitzondering van de overeenkomstig artikel D.192 gedeclasseerde overtredingen zijn de overtredingen van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen het voorwerp van strafvervolgingen, tenzij het openbaar ministerie overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem krachtens de artikelen 216bis en 216ter van het Gerechtelijk wetboek toegewezen worden.

§ 2. De overtredingen van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen worden in vier categorieën ingedeeld.

De overtredingen van eerste categorie worden gestraft met een gevangenisstraf van tien tot vijftien jaar en met een geldboete van minimum 100.000 euro en maximum 10.000.000 euro of met slechts één van beide straffen.

De overtredingen van tweede categorie worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van minimum 100 euro en maximum 1.000.000 euro of met slechts één van beide straffen.

De overtredingen van derde categorie worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van minimum 100 euro en maximum 100.000 euro of met slechts één van beide straffen.

De overtredingen van vierde categorie worden gestraft met een geldboete van minimum 1 euro en maximum 1.000 euro.

In afwijking van het eerste lid zijn de strafrechtelijke sancties voorzien voor de overtredingen van de in artikel D.138, eerste lid, 1° en 6° bedoelde bepalingen de sancties die bij de betrokken wetgevingen voorzien zijn.

§ 3. De overtredingen van tweede, derde en vierde categorie kunnen beurtelings het voorwerp uitmaken van hetzelfde schikking, hetzij een administratieve sanctie.

Art. D.179. De overtredingen van eerste categorie vereisen cumulatief de volgende bestanddelen :

1° een materieel element dat aanleiding zou hebben gegeven tot een overtreding van tweede categorie;

2° een moreel element waardoor de overtreding met winstoogmerk werd begaan;

3° een materieel element waardoor de gezondheid van de mens in gevaar werd of zou kunnen worden gebracht.

In afwijking van het eerste lid vereisen de overtredingen van eerste categorie, inzake dierenwelzijn, cumulatief de volgende bestanddelen :

1° een materieel element dat aanleiding zou hebben gegeven tot een overtreding van tweede categorie;

2° een moreel element waardoor de overtreding werd begaan met de bedoeling om het dier bewust te laten lijden;

3° een materieel element dat bestaat uit het feit dat het leven van het dier ernstig in gevaar is gebracht.

Art. D. 180. In geval van recidive kunnen de straffen worden verhoogd tot tweemaal het maximum van artikel D.178, § 2. Bovendien mag de minimumgeldboete in dit geval niet minder dan driemaal het minimum bedragen.

In geval van recidive voor een overtreding:

1° bedoeld in het Waalse Dierenwelzijnwetboek verbiedt de rechter het houden van het dier dat het voorwerp uitmaakt van de overtreding of de intrekking van de vergunning om een dier bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek definitief of voor een periode van één maand tot tien jaar te houden;

2° gepleegd in de uitoefening van zijn beroep, kan de rechter de overtreder verbieden om gedurende een periode van één tot vijf jaar persoonlijk of via een persoon een specifieke beroepsactiviteit uit te oefenen die verband houdt met de overtreding.

Art. D. 181. Indien de exploitant een rechtspersoon is die het voorwerp heeft uitgemaakt van een opheffing, een concordaat of een faillissement en die gecontroleerd was door één of verschillende andere rechtspersonen in de zin van de artikelen 5 en volgende van het Wetboek van vennootschappen of die een consortium vormen in de zin van artikel 10 van het Wetboek van vennootschappen, moet (en) de moedervennootschap(pen) die het consortium vormt (vormen) in de plaats van de niet-verschenen exploitant instaan voor de strafgeldboetes, de administratieve geldboetes, de schikkingsmaatregelen, de dwingende maatregelen bedoeld in de artikelen D.169 tot D.172 of voor de teruggavemaatregelen bedoeld in de artikelen D.185 tot D.201.

Art. D.182. § 1. De dagvaarding m.b.t. een overtreding van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering wordt overgeschreven op de hypotheekbewaring van de toestand van de goederen, op benaerstiging van de gerechtsdeurwaarder.

De dagvaarding bevat de kadastrale aanduiding van het onroerend goed waarop de overtreding betrekking heeft en identificeert de eigenaar ervan.

Elke terzake gegeven beslissing wordt aan de zelfkant van de overschrijving van de dagvaarding of van het exploit vermeld volgens de procedure bepaald bij artikel 84 van de wet van 16 december 1851.

§ 2. De griffier van het burgerlijke of strafrechtelijke rechtsgebied bezorgt de Administratie en, desgevallend, de SPAQuE een afschrift van de dagvaardingen m.b.t. overtredingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering voor de bodemrechtbanken, zowel in eerste instantie als in beroep.

HOOFDSTUK II. — *Sommige overtredingen*

Art. D.183. Krachtens de wetgevingen bedoeld in artikel D.138 wordt een overtreding van tweede categorie begaan door :

1° degene die zich tegen de dwingende maatregelen bedoeld in artikel D.169 tot D.172, ze overtreedt of niet in acht neemt;

2° degene die zich tegen de opdrachten van de vaststellende beambten verzet of ze belemmert of die niet voldoet aan een bevel;

3° degene die zich tegen de opdrachten van de sanctionerende ambtenaren verzet of ze belemmert;

4° degene die zich verzet tegen de sancties of teruggavemaatregelen uitgesproken door de rechter krachtens artikel D.185, ze belemmert, niet in acht neemt of niet uitvoert;

4° degene die zich verzet tegen de sancties of teruggavemaatregelen opgelegd door een sanctionerend ambtenaar krachtens artikel D.201, behalve in geval van beroep krachtens de artikelen D.217 en D.218, ze belemmert, niet in acht neemt of niet uitvoert;

6° degene die een beroepsactiviteit uitoefent ondanks een verbod dat door een rechter of een sanctionerend ambtenaar is opgelegd.

Art. D.184. § 1. Er wordt een overtreding van de tweede categorie begaan door degene die de volgende bepalingen van Verordening 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie (hierna REACH-Verordening) overtreedt :

- 1° artikel 5;
- 2° artikel 6, §§ 1 en 3;
- 3° artikel 7, § 1;
- 4° artikel 9, §§ 5 en 6;
- 5° artikel 14, §§ 1, 6 en 7;
- 6° artikel 37, §§ 4, 5, 6 en 7;
- 7° artikel 38, §§ 1, 3 en 4;
- 8° artikel 39, §§ 1 en 2;
- 9° artikel 40, § 4;
- 10° artikel 50, § 4;
- 11° artikel 56, §§ 1 en 2;
- 12° artikel 60, § 10;
- 13° artikel 67.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen van verordening van 18 december 2006.

§ 2. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie de volgende bepalingen van Verordening (EU) nr. 517/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 842/2006 overtreedt:

- 1° artikel 3, §§ 2 tot 4;
- 2° artikel 4, §§ 1 tot 4;
- 3° artikel 5, § 1;
- 4° artikel 6, §§ 1 en 2;
- 5° artikel 8, §§ 1 tot 3;
- 6° artikel 10, § 3;
- 7° artikel 11, § 4;
- 8° artikel 13, §§ 1 en 2.

§ 3. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die:

1° op onwettelijke wijze afvalstoffen overbrengt in de zin van artikel 2, 35), van Verordening 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, hierna "Verordening van 14 juni 2006" genoemd;

2° de artikelen 3, 4, 5, 9, § 6, 10 tot 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35, § 4, 36, § 1, 37, 38, 39, 40, 41, 42, §§ 3, c) en 4, 45, 46, 47, 48 en 49 van Verordening van 4 juni 2006 overtreedt.

§ 4. Er wordt een overtreding van de tweede categorie begaan door degene die de bepalingen overtreedt van artikel 1 van, en de bijlage bij Verordening 1418/2007 van de Commissie van 29 november 2007 betreffende de uitvoer, met het oog op terugwinning, van bepaalde in bijlage III of III A bij Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad genoemde afvalstoffen naar bepaalde landen waarop het OESO-besluit betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen niet van toepassing is.

§ 5. Een overtreding van de tweede categorie van Verordening 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen wordt begaan door :

1° degene die gereguleerde stoffen produceert in overtreding van de verbodsbepalingen of de productiebeperkingen opgelegd bij of overeenkomstig de artikelen 4, 7, 8 en 11;

2° degene die gereguleerde stoffen gebruikt in overtreding van de verbodsbepalingen of de productiebeperkingen opgelegd bij of overeenkomstig de artikelen 5, 7, 8, 11, 12 en 13;

3° degene die gereguleerde stoffen recupereert of vernietigt in overtreding van de voorschriften opgelegd bij of overeenkomstig artikel 22;

4° elk bedrijf dat de preventieve maatregelen opgelegd bij of overeenkomstig artikel 23 miskent;

5° degene die artikel 17 overtreedt.

§ 2. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die de bepalingen van de volgende artikelen van Verordening (EU) nr. 2017/852 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende kwik, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1102/2008 of de overeenkomstig deze artikelen genomen bepalingen overtreedt :

- 1° artikel 3, §§ 1, 2 en 4;
- 2° artikel 4, §§ 1 en 4;
- 3° artikel 5;
- 4° artikel 7;
- 5° artikel 8, §§ 1 tot 3;
- 6° artikel 9, § 1;
- 7° artikel 10, §§ 4 tot 6;

8° artikel 11;

9° artikel 13, §§ 1 en 3.

§ 7. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die artikel 4, §§ 1 tot 3, 5, 6 en 8, of artikel 7, §§ 1, 2 en 3 van Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie overtreedt.

§ 8. Een overtreding van tweede categorie van artikel 24 van Verordening nr. 1069/2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002 (verordening dierlijke bijproducten) begaan door degene die :

1° een inrichting en/of installaties zonder erkenning exploiteert;

2° de voorschriften vermeld in zijn erkenning niet naleeft.

§ 9. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die de volgende bepalingen van Verordening van 18 december 2006 overtreedt :

1° artikel 6, § 4;

2° artikel 7, § 2;

3° artikel 9, § 2;

4° artikel 12, §§ 2 en 3;

5° artikel 17, § 1;

6° artikel 18, § 1;

7° artikel 22, §§ 1, 2 en 4;

8° artikel 24, § 2;

9° artikel 36, §§ 1 en 2;

10° artikel 41, § 4;

11° artikel 46, § 2;

12° artikel 49;

13° artikel 50, § 2;

14° artikel 61, §§ 1 en 3;

15° artikel 63, § 3;

16° artikel 66, § 1;

17° artikel 105.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

§ 10. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die artikel 19 van Verordening (EU) nr. 517/204 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende gefluoreerde broeikasgassen en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 842/2006, of van de krachtens bedoeld artikel aangenomen bepalingen overtreedt.

§ 11. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door degene die de bepalingen van de volgende artikelen van Verordening (EU) nr. 2017/852 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende kwik, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1102/2008 of de overeenkomstig deze artikelen genomen bepalingen overtreedt.

HOOFDSTUK III. — *Bijkomende maatregelen die door de rechter uitgesproken kunnen worden*

Art. D.185. § 1. Naast de straf kan de rechter, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de door de Regering aangewezen persoon, hetzij op verzoek van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is gepleegd, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij, op kosten van de overtreder, de volgende teruggavemaatregelen gelasten:

1° het herstel in de oorspronkelijke staat;

2° de uitvoering van de maatregelen om aan de overtreding een einde te maken;

3° de uitvoering van maatregelen ter bescherming van de bevolking of het milieu tegen de veroorzaakte hinder of maatregelen die erop gericht zijn de toegang tot de plaatsen van de overtreding te verhinderen;

4° de uitvoering van maatregelen die erop gericht zijn de veroorzaakte hinder en de gevolgen daarvan te beperken;

5° de uitvoering van inrichtingswerken die erop gericht zijn de situatie op een voorlopige manier op te lossen vóór het herstel in de oorspronkelijke staat;

6° de uitvoering van een studie om de geschikte veiligheids- of schadevergoedingsmaatregelen te bepalen;

7° het opnieuw uitzetten van vis bij overtreding van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren.

Overeenkomstig het eerste lid, 2°, kunnen de maatregelen die erop gericht zijn een einde te maken aan de overtreding, met name bestaan in :

1° de stillegging van elke exploitatie of deel van een exploitatie, gedurende de door de rechter bepaalde termijn, op de plaats waar de overtreding werd begaan;

2° de sluiting, voor een periode van één maand tot drie jaar, van de vestiging waar de overtreding is begaan.

Om de aard en de omvang van de teruggavemaatregel die hij voornemens is uit te spreken, te bepalen, kan de rechter eerst de door hem daartoe aangewezen derden horen.

In zijn beslissing stelt de rechter de termijn vast waarbinnen de teruggavemaatregelen door de dader moeten zijn voltooid.

§ 2. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk wetboek, kan de rechter, wanneer de plaats niet hersteld wordt of de werken niet uitgevoerd worden binnen de voorgeschreven termijn, bevelen dat de Regering of de burgemeester ambtshalve tot de uitvoering ervan zal kunnen overgaan.

De veroordeelde wordt gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de overheid die voor de uitvoering heeft gezorgd.

Art. D.186. De rechter kan bevelen dat de veroordeelde, op straffe van een dwangsom, binnen acht dagen na de datum waarop de veroordeling definitief is geworden, ten gunste van de Regering een zekerheid stelt volgens de modaliteiten bedoeld in de wetgeving betreffende de milieuvergunning, ten belope van een bedrag gelijk aan de geraamde kostprijs van de bevolen maatregelen.

Art. D. 187. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van deel IV van het Gerechtelijk Wetboek, kan de Regering of het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan, in geval van niet-naleving van de door de rechter opgelegde teruggavemaatregelen van rechtswege voorzien in de tenuitvoerlegging ervan.

De veroordeelde wordt gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de overheid die voor de uitvoering heeft gezorgd.

Art. D.188. De rechter kan de overtreder veroordelen tot het storten van een som geld gelijk aan de kosten die de gemeente of het Waalse Gewest gemaakt heeft om het schaderisico of de door de overtreding aan het milieu, met inbegrip van de gezondheid van de mens, gerichte schade te voorkomen, te beperken, te verhelpen of om er een einde aan te maken. Hij moet die som storten aan de gemeente of aan het bij artikel D.220 ingesteld Fonds voor de milieubescherming, afdeling "milieuwangedrag". Die bepaling belet elke betrokken overheid niet om voor het gerecht schadevergoeding te vorderen, inclusief via een burgerlijke geldboete.

Art. D.189. § 1. Naast de straf kan de rechter, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de door de Regering aangewezen persoon, hetzij op verzoek van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is gepleegd, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij, de overtreder veroordelen:

1° om een of meerdere dieren van een of meerdere soorten niet permanent of gedurende een periode van drie maanden tot tien jaar te houden;

2° het aantal gehouden dieren of soorten te beperken;

3° tot de intrekking van zijn vergunning voor het houden van een dier als bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek.

Overeenkomstig het eerste lid, 3°, kan de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier voor een bepaalde termijn of definitief worden uitgesproken. De bepaalde termijn mag niet kleiner zijn dan drie maanden.

Het verbod op het houden of de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier, die door de rechter krachtens het eerste lid is uitgesproken, houdt in dat de overtreder, onder de vastgestelde voorwaarden, niet langer gemachtigd is om, rechtstreeks, onrechtstreeks of via een tussenpersoon, een of meerdere dieren te houden.

De beslissingen m.b.t. de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier worden in het in artikel D.144 bedoelde centraal bestand opgenomen.

§ 2. In de in artikel D.170, § 1, bedoelde gevallen kan de rechter de inbeslagneming gelasten. De inbeslagneming wordt altijd gelast in de gevallen bedoeld in artikel D.170, § 1, tweede lid. Hetzelfde geldt in het geval van gevechten of het afschieten van dieren, van inzet, het bedrag van de toegangsrechten en de voorwerpen of installaties die voor deze gevechten of schietpartijen worden gebruikt.

Art. D.190. De rechter kan bevelen dat het veroordelingsvonnis op de kosten van de veroordeelde bekendgemaakt wordt volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

Art. D. 191. De griffier van de burgerlijke of strafrechtbank bezorgt de directeur-generaal van de Administratie en, in voorkomend geval, het gemeentecollege, een afschrift van de verzoekschriften of van de dagvaardingen tot verschijning voor de feitenrechter, zowel in eerste aanleg als in beroep, betreffende overtredingen bedoeld in de artikelen D.185 en D.187.

De arresten en beslissingen waarvoor een afschrift van de verzoekschriften of dagvaardingen tot verschijningen overeenkomstig het eerste lid is bezorgd, worden door de griffier van de rechtbank tegelijk met de veroordeelde ter kennis gebracht van de directeur-generaal van de Administratie en, in voorkomend geval, van het gemeentecollege.

TITEL VI. — *Administratieve vervolging van de overtredingen*

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Art. D.192. § 1. Voor zover de vastgestelde overtredingen geen overtredingen van de eerste categorie vormen, kunnen de krachtens § 2 gedeclasseerde overtredingen overeenkomstig deze titel het voorwerp uitmaken van exclusieve administratieve sancties, met uitzondering van iedere strafvervolging.

De onmiddellijke inning die krachtens artikel D.174 door de vaststellende beambte voorgesteld kan worden, blijft van toepassing.

§ 2. De Regering kan, mits het advies van de vertegenwoordigers van de parketten van de verschillende rechtsgebieden van de hoven van beroep en de gerechtelijke arrondissementen, een lijst van gedeclasseerde overtredingen opstellen. Deze declassering mag niet worden toegepast wanneer het gedrag dat nodig is voor het plegen van de overtreding :

1° door een georganiseerde structuur wordt gepleegd;

2° het vervoer van afvalstoffen in de zin van de vigerende wetgeving inzake afvalstoffen betreft;

3° het milieu, met inbegrip van de menselijke gezondheid, ernstige schade toebrengt of het welzijn van dieren of de dood veroorzaakt;

4° erin bestaat niet in het bezit te zijn van een milieuvergunning of geen veiligheidsrapport of een milieueffectrapport op te stellen.

Art. D. 193. Onverminderd artikel D.192 worden de vastgestelde overtredingen d.m.v. een administratieve geldboete vervolgd, tenzij :

1° het openbaar ministerie oordeelt dat strafvervolgingen nodig zijn of overweegt gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem toegewezen worden krachtens de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Wetboek van strafvordering;

2° een schikking krachtens artikel D.173 gesloten en uitgevoerd is.

De strafvervolgingen en de schikking sluiten de toepassing van de administratieve vervolgingen door een sanctionerend ambtenaar uit.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheden van de sanctionerend ambtenaar*

Art. D.194. § 1. Indien de Procureur des Konings afziet van vervolgingen of verzuimt zijn beslissing binnen de in artikel D.166, § 3, vastgelegde termijn of voor de krachtens artikel D.192 gedeclasseerde overtredingen mee te delen, beslist de bevoegde sanctionerend ambtenaar of de administratieve vervolgingen opgestart moeten worden.

§ 2. De sanctionerend ambtenaar kan:

- 1° iedere persoon vragen stellen over alle informatie waarvan de kennis nuttig kan zijn;
- 2° zich ter plaatse alle nuttige inlichtingen, documenten, stukken of bewijsstuk laten overleggen er een fotokopie of een ander afschrift van maken, of tegen ontvangbewijs meenemen;
- 3° de vaststellende beambten om aanvullende werken verzoeken;
- 4° de griffiers van de rechterlijke instanties verzoeken om de in beslag genomen voorwerpen voor te leggen;
- 5° een beroep doen op een technisch deskundige;
- 6° zich ter plaatse begeven;
- 7° de feiten opnieuw kwalificeren.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1° en 2°, kan de sanctionerend ambtenaar aan andere personen dan de betrokken persoon persoonsgegevens vragen die nodig zijn voor de voortzetting van de opdrachten die hem toevertrouwd worden. In zijn aanvraag toont ze aan dat het noodzakelijk is om deze gegevens te bezitten. De opgevraagde gegevens worden dan door de persoon bij wie de gegevens worden opgevraagd, overgemaakt aan de sanctionerend ambtenaar die verantwoordelijk is voor de verwerking van deze persoonsgegevens onmiddellijk van hun ontvangst.

Voor de toepassing van het eerste lid, 7°, bestaat de herkwalificatie van de feiten in de beoordeling van de feiten die de door de vaststellende beambte vastgestelde overtreding vormen, zo nodig na de overtreder te hebben gehoord, en in het vaststellen van het bestaan van een of meerdere andere overtredingen van de in artikel D.138 bedoelde wetgevingen, in voorkomend geval, in plaats van de aanvankelijk vastgestelde overtreding, of in het vaststellen of aan de voorwaarden van een overtreding van eerste categorie in de zin van artikel D.179 kan worden voldaan.

Art. D.195. § 1. Alvorens een beslissing te nemen, deelt de sanctionerend ambtenaar per aangetekende brief of op iedere andere door de Regering vastgestelde wijze waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, de volgende elementen aan de overtreder mee :

- 1° de feiten waarvoor de procedure is opgestart;
- 2° een uittreksel uit de overtreden wetgeving alsook, in voorkomend geval, een uittreksel uit het overtreden gemeentelijk reglement;
- 3° de administratieve sancties en de eventuele teruggavemaatregelen die voor de vastgestelde feiten worden opgelegd;
- 4° het feit dat de overtreder de mogelijkheid heeft om schriftelijk, bij aangetekend schrijven of via elke andere door de Regering bepaalde modaliteit, waarbij vaste datum aan de zending wordt verleend, zijn verweermiddelen te laten gelden binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het aangetekend schrijven, en dat hij bij die gelegenheid het recht heeft om aan de sanctionerend ambtenaar te vragen of hij zijn verweermiddelen mondeling mag voordragen;
- 5° het feit dat de overtreder zich kan laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze;
- 6° het feit dat de overtreder het recht heeft om zijn dossier in te kijken;
- 7° een afschrift van het proces-verbaal van vaststelling bedoeld in artikel D.165.

De sanctionerend ambtenaar bepaalt, in voorkomend geval, de dag en het uur waarop de overtreder erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

§ 2. Bij het verstrijken van de in paragraaf 1, eerste lid, 4°, bedoelde termijn, of vóór het verstrijken daarvan, kan de sanctionerend ambtenaar, indien de overtreder de feiten niet betwist of, in voorkomend geval, na het mondeling verweer van de overtreder of de daartoe gemachtigde persoon, een administratieve sanctie als bedoeld in artikel D.198 opleggen en een teruggavemaatregel als bedoeld in artikel D.201 opleggen.

Geen enkele administratieve sanctie en geen enkele teruggavemaatregel kan worden bevolen meer dan twee jaar na ontvangst van het afschrift van het proces-verbaal.

HOOFDSTUK III. — *Administratieve sancties en alternatieve maatregelen**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. D. 196. De administratieve sanctie staat in verhouding tot de ernst van de feiten waarop zij is gebaseerd.

Art. D.197. § 1. Onverminderd paragraaf 2 wordt de administratieve sanctie door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar opgelegd.

§ 2. Indien de overtreding door een krachtens artikel D.149 aangewezen beambte of door een ambtenaar van de lokale politie vastgesteld is en indien ze voorgeschreven is bij het gemeentelijke reglement overeenkomstig paragraaf 3, wordt de sanctie opgelegd door de gemeentelijke of provinciale sanctionerend ambtenaar die overeenkomstig artikel D.157, § 1, derde lid, door de gemeenteraad is aangewezen.

§ 3. De gemeenteraad kan via het gemeentelijk reglement geheel of gedeeltelijk de feiten veroordelen die aan de basis liggen van de volgende overtredingen :

- 1° de verbranding van huisafval in de openlucht of in installaties die niet voldoen aan de bepalingen van de wetgeving betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verbranding van droge natuurlijke afval afkomstig van bossen, velden en tuinen, zoals geregeld bij het Veldwetboek en het Boswetboek;
- 2° het achterlaten van afval, zoals verboden krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van gestorte afval die de waterlopen schade toebrengt;
- 3° de overtredingen van derde en vierde categorie van de bepalingen bedoeld in artikel D.138, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in artikel D.138, eerste lid, 1° en 6°;

4° de overtredingen van het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen;

De in het gemeentelijk reglement bedoelde overtredingen zijn strafbaar met een administratieve sanctie of teruggavemaatregelen bedoeld in artikel D.201.

Art. D.198. § 1. De sanctionerend ambtenaar kan één of meerdere van de volgende maatregelen uitspreken :

1° een administratieve geldboete waarvan het bedrag in het tweede lid vastgesteld wordt;

2° de gemeenschapsdienst gedefinieerd als een dienst van algemeen belang die door de overtreder ten behoeve van de gemeenschap wordt verleend;

3° de bemiddeling bepaald in artikel D. 202.

De opgelopen administratieve bedraagt :

1° 150 tot 200.000 euro voor een overtreding van tweede categorie;

2° 50 tot 15.000 euro voor een overtreding van derde categorie;

3° 1 tot 2.000 euro voor een overtreding van vierde categorie.

Voor de overtredingen die op grond van artikel D.192 zijn gedeclasseerd, gelden de in lid 2 genoemde bedragen naar gelang van de categorie van de betrokken overtreding.

§ 2. Enkel de gewestelijke sanctionerend ambtenaar kan de intrekking of de administratieve schorsing van een erkenning, registratie, vergunning of afwijking, afgegeven overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel D.138 en hun uitvoeringsbesluiten, opleggen, na raadpleging van de autoriteit die deze heeft verleend.

De overheid die een erkenning, registratie, vergunning of afwijking heeft afgegeven, deelt haar advies aan de sanctionerend ambtenaar mede binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de adviesaanvraag ingediend door de sanctionerend ambtenaar. Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt dit advies geacht voor intrekking of schorsing te zijn.

De intrekking van de in het eerste lid bedoelde handelingen kan ertoe leiden dat het de beheerder van de betrokken inrichting voor een periode van één maand tot vijf jaar verboden wordt een nieuwe erkenning, registratie of vergunning aan te vragen.

De milieuvergunning en de verklaring in de zin van de wetgeving betreffende de milieuvergunning worden niet onderworpen aan de in het eerste lid bedoelde sanctie.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar kan bij wijze van bijkomende sanctie overgaan tot inbeslagneming van :

1° de dingen die het voorwerp van de overtreding uitmaken en de zaken die gediend hebben of die bestemd zijn om bedoelde overtreding te plegen, wanneer de goederen aan de overtreder toebehoren;

2° de dingen die door de overtreding zijn geproduceerd;

3° de geldelijke voordelen die rechtstreeks voortvloeien uit de overtreding, de eigendommen en activa die daarvoor in de plaats zijn gekomen en de inkomsten uit deze belegde voordelen.

Voor de toepassing van het eerste lid stelt de Regering de procedure vast voor het beheer en de toezending van in beslag genomen stukken die in het bezit zijn van de griffiers der rechterlijke orde aan de bevoegde sanctionerend ambtenaar.

In voorkomend geval bepaalt de sanctionerend ambtenaar de bestemming van de in beslag genomen goederen.

§ 4. De sanctionerend ambtenaar kan bij wijze van bijkomende sanctie de bekendmaking van zijn beslissing op kosten van de overtreder en volgens de door hem vastgestelde modaliteiten bevelen.

§ 5. Wanneer een overtreding van het Waalse Dierenwelzijnwetboek of van de maatregelen die op grond daarvan zijn genomen, wordt vastgesteld, kan de sanctionerend ambtenaar:

1° verbieden een of meerdere dieren van een of meerdere soorten gedurende een periode van één maand tot vijf jaar te houden;

2° het aantal dieren of soorten die gehouden kunnen worden, beperken;

3° tot de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier als bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek overgaan.

Overeenkomstig het eerste lid, 3°, kan de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier voor een bepaalde termijn of definitief worden uitgesproken. De bepaalde termijn mag niet kleiner zijn dan één maand.

Het verbod op het houden of de intrekking van de door de sanctionerend ambtenaar overeenkomstig het eerste lid afgegeven vergunning om een dier te houden, houdt in dat de overtreder, onder de vastgestelde voorwaarden, niet langer gemachtigd is om, rechtstreeks, onrechtstreeks of via een tussenpersoon, een of meerdere dieren te houden.

De beslissingen m.b.t. de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier worden in het in artikel D.144 bedoelde centraal bestand opgenomen.

Art. D.199. In geval van recidive :

§ 1. Wordt het maximumbedrag van de opgelopen administratieve geldboete verdubbeld;

2° beveelt de sanctionerend ambtenaar voor een overtreding bedoeld in het Waalse Dierenwelzijnwetboek een verbod op het houden van het dier dat het voorwerp uitmaakt van de overtreding of de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek definitief of voor een periode van één maand tot vijf jaar;

3° kan de sanctionerend ambtenaar voor een overtreding gepleegd in de uitoefening van zijn beroep de overtreder verbieden om gedurende een periode van één maand tot drie jaar persoonlijk of via een persoon een specifieke beroepsactiviteit uit te oefenen die rechtstreeks verband houdt met de overtreding.

Art. D.200. § 1. Bij de vaststelling van een administratieve sanctie kan de sanctionerend ambtenaar:

1° de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering van het geheel of een deel van de in artikel D.198 bedoelde sancties toestaan;

2° in geval van verzachtende omstandigheden het bedrag, de administratieve geldboete verlagen tot onder het in artikel D.198 voorziene minimum.

Wanneer een maatregel tot uitstel van de uitvoering overeenkomstig het eerste lid, 1°, wordt opgelegd, mag de termijn voor het uitstel niet korter zijn dan één jaar en niet langer dan vier jaar, te rekenen vanaf de datum van de beslissing. Dit uitstel van de uitvoering kan:

1° een probatie-uitstel zijn, wanneer het vergezeld gaat van bijzondere voorwaarden die overeenkomstig paragraaf 2 zijn vastgesteld;

2° een gewoon uitstel zijn wanneer geen enkele bijzondere voorwaarde wordt vastgesteld.

Het uitstel van de uitvoering is in ieder geval afhankelijk van de voorwaarde dat geen enkele overtreding van één van de bepalingen van artikel D.138 en hun uitvoeringsbesluiten wordt gepleegd binnen de door de sanctionerend ambtenaar vastgestelde termijn.

§ 2. Het in paragraaf 1, tweede lid, 1°, bedoelde probatie-uitstel gaat altijd vergezeld van de volgende voorwaarden :

1° een vast adres hebben en, bij wijziging ervan, het adres van zijn nieuwe verblijfplaats onmiddellijk meedelen aan de sanctionerend ambtenaar of aan de door de Regering aangewezen dienst;

2° gevolg geven aan de oproepingen van de sanctionerend ambtenaar of van de door de Regering aangewezen dienst.

Deze voorwaarden kunnen worden aangevuld met bijzondere voorwaarden vastgesteld door de sanctionerend ambtenaar. Deze bijzondere voorwaarden houden rekening met de vastgestelde feiten en de aan de overtreder eigen situatie en zijn gericht op het voorkomen van recidive en op de begeleiding van de omkadering.

Deze bijzondere voorwaarden kunnen met name bestaan in de verplichting om:

1° een gemeenschapsdienst te verlenen zoals bedoeld in artikel D.203 en volgende;

2° een bepaalde opleiding te volgen.

De in het tweede lid bedoelde omkaderingsmodaliteiten worden door de Regering bepaald. Deze modaliteiten hebben tot doel recidive te voorkomen door de opvolging en het toezicht op de naleving van de krachtens deze paragraaf vastgestelde voorwaarden.

§ 3. De uitvoering van de krachtens paragraaf 2 vastgestelde voorwaarden wordt door de sanctionerend ambtenaar of door de door de Regering aangewezen dienst gecontroleerd. De Regering bepaalt de modaliteiten en de periodiciteit van deze controle.

§ 4. Het uitstel wordt door de sanctionerend ambtenaar van rechtswege herroepen in geval van nieuwe overtreding van één van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen of van de uitvoeringsbesluiten ervan begaan gedurende de proeftijd en die de toepassing meebrengt van een in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke of administratieve geldgeldboete.

Het probatie-uitstel kan herroepen worden indien de persoon die het voorwerp uitmaakt van deze maatregel, de krachtens § 2 vastgestelde voorwaarden niet naleeft. In dit geval wordt de herroepingsprocedure door de sanctionerend ambtenaar ingeleid uiterlijk drie maanden nadat hij heeft vastgesteld dat niet aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan.

Alvorens een beslissing tot herroeping te nemen, deelt de sanctionerend ambtenaar per aangetekende brief of op iedere andere door de Regering vastgestelde wijze die een bepaalde datum aan de zending verleent, volgende elementen aan de overtreder mee :

1° de feiten op grond waarvan de herroepingsprocedure is ingeleid en de mogelijkheid om het uitstel te herroepen;

2° het feit dat de overtreder de mogelijkheid heeft om schriftelijk, bij aangetekend schrijven of via elke andere door de Regering bepaalde modaliteit, waarbij vaste datum aan de zending wordt verleend, zijn verweermiddelen te laten gelden binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het aangetekend schrijven, en dat hij bij die gelegenheid het recht heeft om aan de sanctionerend ambtenaar te vragen of hij zijn verweermiddelen mondeling mag voordragen;

3° het feit dat de overtreder zich kan laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze;

4° het feit dat de overtreder het recht heeft om zijn dossier in te kijken.

De sanctionerend ambtenaar bepaalt, in voorkomend geval, de dag en het uur waarop de overtreder erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

Bij het verstrijken van de termijn van dertig dagen, of, in voorkomend geval, na het mondeling verweer van de overtreder of de daartoe gemachtigde persoon, beslist de sanctionerend ambtenaar over de herroeping van het herstel. Wanneer hij het uitstel niet herroept, kan de sanctionerend ambtenaar nieuwe voorwaarden verbinden met het probatie-uitstel.

De sanctionerende ambtenaar stelt de overtreder binnen drie maanden na het begin van de procedure tot herroeping van het uitstel in kennis van zijn beslissing.

§ 5. Tegen de beslissing tot herroeping en de beslissing tot vaststelling van nieuwe voorwaarden voor het probatie-uitstel kan door de overtreder binnen dertig dagen, op straffe van verval, beroep worden aangetekend, te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing.

Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Het beroep wordt ingediend :

1° in geval van overtredingen van tweede categorie, d.m.v. een verzoekschrift bij de correctionele rechtbank;

2° in geval van overtredingen van derde en vierde categorie, d.m.v. een verzoekschrift bij de politierechtbank.

Een afschrift van het verzoek wordt door de aanvrager op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de sanctionerend ambtenaar die de procedure voor de herroeping van het uitstel heeft ingeleid.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de overtreder, de omstrede beslissing, de redenen voor het aanvechten van deze beslissing.

De beslissingen van de politierechtbank en de correctionele rechtbank zijn niet vatbaar voor beroep.

Art. D. 201. Naast de administratieve sancties kan de sanctionerend ambtenaar, hetzij ambtshalve, op verzoek van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de door de Regering aangewezen persoon, hetzij op verzoek van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is gepleegd, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij, op kosten van de overtreder, de volgende teruggavemaatregelen gelasten :

1° het herstel in de oorspronkelijke staat;

2° de uitvoering van de maatregelen om aan de overtreding een einde te maken;

3° de uitvoering van maatregelen ter bescherming van de bevolking of het milieu tegen de veroorzaakte hinder of maatregelen die erop gericht zijn de toegang tot de plaatsen van de overtreding te verhinderen;

4° de uitvoering van maatregelen die erop gericht zijn de veroorzaakte hinder en de gevolgen daarvan te beperken;

5° de uitvoering van inrichtingswerken die erop gericht zijn de situatie op een voorlopige manier op te lossen vóór het herstel;

6° de uitvoering van een studie om de geschikte veiligheids- of schadevergoedingsmaatregelen te bepalen.

Overeenkomstig het eerste lid, 2°, kunnen de maatregelen die erop gericht zijn de overtreding te laten beëindigen, met name bestaan in

1° de stillegging van iedere exploitatie of ieder deel van een exploitatie, gedurende een periode van één maand tot vijf jaar, op de plaats waar de overtreding werd begaan;

2° de sluiting, voor een periode van één maand tot drie jaar, van de vestiging waar de overtreding is begaan.

Om de aard en de omvang van de teruggavemaatregel die hij voornemens is uit te spreken, te bepalen, kan de sanctionerend ambtenaar eerst de door hem daartoe aangewezen derden horen.

In zijn beslissing stelt de sanctionerend ambtenaar de termijn vast waarbinnen de teruggavemaatregelen door de overtreder moeten zijn voltooid.

Art. D.202. § 1. De sanctionerend ambtenaar kan de overtreder een bemiddelingsprocedure voorstellen die wordt georganiseerd door een bemiddelaar die bevoegd is om administratieve strafzaken te behandelen. De Regering bepaalt de machtigingsvoorwaarden van de bemiddelaars.

Bemiddeling is een opvoedkundige en herstellende maatregel die de overtreder in staat stelt om, via de tussenkomst van een bemiddelaar, verbeterings-, schadevergoedings-, of compensatiemaatregelen te treffen, of een gemeenschapsdienst als bedoeld in de artikelen D.203 tot en met D.208.

De overtreder deelt zijn instemming of zijn weigering om deel te nemen aan deze bemiddelingsprocedure mee binnen 20 dagen na het voorstel van de sanctionerend ambtenaar.

§ 2. Wanneer de overtreder instemt met het voorstel om een bemiddelingsprocedure in te stellen, zendt de sanctionerend ambtenaar binnen 30 dagen na de in § 1, derde lid, bedoelde beslissing het volledige dossier betreffende de strafbare feiten toe aan de door hem aangewezen bemiddelaar. Binnen dezelfde termijn stelt de sanctionerend ambtenaar alle bij de administratieve procedure betrokken partijen, met inbegrip van eventuele slachtoffers van de inbreuken, in kennis van de organisatie van een bemiddelingsprocedure.

§ 3. In alle onpartijdigheid praat de bemiddelaar met de overtreder en eventuele slachtoffers van de strafbare feiten. Indien mogelijk probeert de bemiddelaar ze tijdens de bemiddeling bij elkaar te brengen.

Tijdens de bemiddeling analyseert de bemiddelaar de redenen en de gevolgen van de strafbare feiten, alsook de verwachtingen van de partijen om tot een wederzijds bevredigende overeenkomst te komen.

Wanneer de verschillende partijen overeenstemming hebben bereikt, stelt de bemiddelaar een voorstel van overeenkomst op dat hij ter ondertekening aan de partijen voorlegt. In dit voorstel van overeenkomst wordt het doel van de overeenkomst gespecificeerd en worden de concrete maatregelen en procedures voor de uitvoering ervan uiteengezet. Na ondertekening door de verschillende partijen stuurt de bemiddelaar het ter goedkeuring naar de sanctionerend ambtenaar.

Naast de goedkeuring van de overeenkomst kan de sanctionerend ambtenaar op aanvullende wijze een teruggavemaatregel overeenkomstig artikel D.201 gelasten.

Wanneer de overeenkomst wordt goedgekeurd, kan de sanctionerend ambtenaar, niet langer administratieve procedures tegen de betrokken overtreder inleiden.

De uitvoering van de goedgekeurde overeenkomst wordt na afloop van de in de overeenkomst bepaalde termijn gecontroleerd door de bemiddelaar of de door de Regering aangewezen dienst. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze controle.

§ 4. Indien de overtreder het in § 1 bedoelde voorstel weigert of indien de bemiddelaar vaststelt dat de bemiddelingsprocedure is mislukt, kan de sanctionerend ambtenaar een of meerdere van de in artikel D.198 bedoelde sancties opleggen. Zodra de bemiddeling is ingeleid, beëindigt de sanctionerend ambtenaar met zijn besluit de bemiddelingsprocedure.

Het mislukken van de bemiddelingsprocedure wordt vastgesteld wanneer de bemiddelaar tijdens de besprekingen van mening is dat het onmogelijk is om een akkoord tussen de partijen te bereiken of wanneer hij vaststelt dat de overtreder niet actief deelneemt aan de besprekingen. Wanneer de bemiddelaar of de door de Regering aangewezen dienst overeenkomstig § 3, zesde lid, bovendien vaststelt dat de overeenkomst niet wordt nageleefd, wordt het mislukken van de bemiddelingsprocedure bovendien door de sanctionerend ambtenaar uitgesproken.

§ 5. De in het kader van de bemiddelingsprocedure opgestelde documenten en gedane mededelingen zijn vertrouwelijk, met uitzondering van wat de partijen ter kennis van de sanctionerend ambtenaar willen geven. Zij mogen niet worden gebruikt in strafrechtelijke, burgerlijke, administratieve, arbitrale of andere geschillenbeslechtsprocedures en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Vertrouwelijke documenten die niettemin openbaar worden gemaakt of waarop een partij zich baseert in strijd met de geheimhoudingsplicht, worden automatisch uit de debatten uitgeweerd.

Onverminderd de verplichtingen die de wet hem oplegt, mag de bemiddelaar de feiten waarvan hij uit hoofde van zijn functie kennis krijgt, niet openbaar maken. Hij mag niet worden opgeroepen als getuige in een strafrechtelijke, burgerlijke, administratieve of arbitrale procedure of in een andere procedure die verband houdt met de feiten waarvan hij tijdens een bemiddelingsprocedure kennis heeft gekregen.

§ 6. De Regering kan de modaliteiten van de bemiddelingsprocedure bepalen.

Afdeling 2. — Gemeenschapdienst voor de meerderjarigen

Art. D.203. § 1. Onverminderd de teruggavemaatregelen kan de sanctionerend ambtenaar, wanneer hij dit passend acht, de meerderjarige overtreder, met zijn toestemming of op verzoek van laatstgenoemde, een gemeenschapdienst voorstellen ter vervanging van de administratieve geldboete.

In geval van weigering van de overtreder behoudt de sanctionerend ambtenaar de middelen van de administratieve sancties bedoeld in artikel D.198.

§ 2. De gemeenschapdienst mag niet meer dan dertig uur bedragen en moet worden uitgevoerd binnen een jaar na de kennisgeving van de beslissing van de sanctionerend ambtenaar.

De gemeenschapdienst bestaat, in voorkomend geval gezamenlijk, in :

1° een opleiding;

2° een kosteloze dienst omkaderd door van de Administratie, de gemeente, de intercommunale of een door de Administratie of de gemeente aangewezen bevoegde rechtspersoon, en verricht ten behoeve van een gewestelijke of gemeentelijke dienst of een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting of een vereniging zonder winstoogmerk aangewezen door de Administratie, de gemeente of de intercommunale.

Krachtens het tweede lid, 2°, kan de Regering, met hun voorafgaande toestemming, de omkadering van de gemeenschapdienst toevertrouwen aan de milieuverenigingen die erkend zijn krachtens titel II/1, deel III, van dit Wetboek of aan de toevluchtsoorden en verenigingen die erkend zijn krachtens de artikelen D.28 en D.32 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek. In dit geval bepaalt de Regering de modaliteiten en de organisatie van deze begeleiding.

Art. D.204. § 1. Wanneer de sanctionerend ambtenaar vaststelt dat de gemeenschapdienst binnen de voorgescreven termijn is uitgevoerd, kan hij de administratieve geldboete niet meer opleggen.

Bij gehele of gedeeltelijke niet-naleving binnen een jaar na kennisgeving van de beslissing van de sanctionerend ambtenaar kan deze laatste, onverminderd § 2, derde lid, een administratieve geldboete opleggen.

§ 2. De uitvoering van de gemeenschapdienst wordt na afloop van de in artikel D.203, § 2, bedoelde termijn gecontroleerd door de dienst van de Regering die door haar is aangewezen voor de omkadering van de dienst. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze controle.

Indien de in het eerste lid bedoelde instelling vaststelt dat de gemeenschapdienst niet of niet volledig is uitgevoerd overeenkomstig de beslissing van de sanctionerend ambtenaar of dat ze niet binnen de gestelde termijn is uitgevoerd, meldt zij dit binnen 30 dagen na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn aan de sanctionerend ambtenaar.

Wanneer de gestelde termijn niet in acht is genomen en de overtreder een naar behoren gemotiveerde motivering geeft, kan de sanctionerend ambtenaar de in artikel D.203, § 2, bedoelde termijn van één jaar met maximaal 60 dagen verlengen.

Afdeling 3. — Maatregelen die van toepassing zijn op de minderjarigen van veertien jaar en meer

Art. D.205. § 1. Een minderjarige die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van veertien jaar heeft bereikt, kan het voorwerp uitmaken van een administratieve vervolging. Daartoe stelt de Regering de begeleidende maatregelen voor de betrokken minderjarigen vast om hun adequate bescherming tijdens het administratieve repressieproces te waarborgen. Indien hij het opportuun acht de vastgestelde feiten administratief te vervolgen, moet de sanctionerend ambtenaar een bemiddelingsprocedure als bedoeld in artikel D.202 voorstellen aan de minderjarige die op het moment van de feiten de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt.

De vader en moeder, de voogd of de personen die de hoede hebben over de minderjarige, kunnen op hun verzoek de minderjarige tijdens de bemiddelingsprocedure vergezellen.

Wanneer de bemiddelingsprocedure wordt afgesloten met een voorstel voor gemeenschapdienst, is dit in overeenstemming met de artikelen D.206 en volgende.

§ 2. In geval van weigering van de minderjarige en zijn ouders, zijn voogd of degene die de hoede heeft over de minderjarige, of in geval van mislukking van de bemiddelingsprocedure, en indien de sanctionerend ambtenaar de burger geen gemeenschapdienst voorstelt overeenkomstig artikel D.206, § 1, kan de sanctionerend ambtenaar overeenkomstig artikel D.208 een administratieve geldboete opleggen.

Art. D.206. § 1. In geval van weigering door de minderjarige en zijn ouders, voogd of de personen die de hoede hebben over de minderjarige, in geval van mislukking van de bemiddelingsprocedure, of wanneer de sanctionerend ambtenaar van mening is dat de bemiddelingsprocedure niet geschikt is wegens de omstandigheden van de overtreding of wegens de persoonlijkheid van de overtreder, stelt de sanctionerend ambtenaar de minderjarige die op het moment van de feiten de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt, een gemeenschapdienst als bedoeld in deze afdeling aan.

De gemeenschapdienst wordt georganiseerd op basis van zijn leeftijd en vaardigheden.

De vader en moeder, de voogd of de personen die de hoede hebben over de minderjarige, kunnen op hun verzoek de minderjarige tijdens de gemeenschapdienst vergezellen.

In afwijking van artikel D.203 duurt de gemeenschapdienst niet meer dan vijftien uur.

§ 2. In geval van weigering van de minderjarige en zijn ouders, zijn voogd of de personen die de minderjarige onder zijn bewaring hebben, kan de sanctionerend ambtenaar overeenkomstig artikel D.208 een administratieve geldboete opleggen.

Art. D. 207. Een procedure van ouderlijke betrokkenheid kan worden voorzien voorafgaand aan het voorstel van bemiddeling en van gemeenschapsdienst.

In het kader van deze procedure informeert de sanctionerend ambtenaar per aangetekende brief de vader en moeder, voogd of personen die de hoede hebben over de minderjarige, over de vastgestelde feiten en verzoekt hen om, onmiddellijk na het ontvangen van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.165, hun mondelinge of schriftelijke opmerkingen mee te delen over deze feiten en de eventueel te nemen opvoedkundige maatregelen. Hij kan hiertoe een ontmoeting vragen met de vader en moeder, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en de minderjarige.

Na de in het tweede lid bedoelde opmerkingen te hebben ingewonnen of de minderjarige overtreder evenals zijn vader, moeder, voogd of personen die er de hoede over uitoefenen, te hebben ontmoet, en indien hij tevreden is over de educatieve maatregelen die door deze laatsten werden voorgesteld, kan de sanctionerend ambtenaar hetzij de zaak in dit stadium van de procedure afsluiten, hetzij de administratieve vervolgingen bedoeld in deze afdeling opstarten.

Art. D.208. § 1. Wanneer de sanctionerend ambtenaar een administratieve sanctie oplegt, zijn de vader en moeder, voogd of personen die de minderjarige onder hun hoede hebben, burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete.

§ 2. Wanneer de sanctionerend ambtenaar beslist een minderjarige die op het tijdstip van de overtreding de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt, administratief te vervolgen, wordt een aangetekende brief of document met een vaste datum aan de minderjarige en aan zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die er de hoede over uitoefenen, toegezonden. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de overtreder.

De sanctionerend ambtenaar geeft daarvan kennis aan de stafhouder van de orde van advocaten, zodat hij nagaat of de minderjarige wordt bijgestaan door een advocaat. Die kennisgeving wordt samen met de in het eerste lid bedoelde zending verstuurd. Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand. Een afschrift van de kennisgeving waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het proceduredossier gevoegd.

Indien er een belangenconflict is, ziet de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand erop toe dat betrokkene bijgestaan wordt door een andere advocaat dan diegene op wie zijn vader en moeder, voogden of personen die er de hoede over uitoefenen of die een vorderingsrecht hebben.

HOOFDSTUK IV. — *Beslissing van de sanctionerend ambtenaar*

Art. D. 209. De sanctionerend ambtenaar stelt de overtreder per aangetekende brief of op een wijze die een vaste datum kan verlenen, in kennis van zijn beslissing en brengt deze binnen twee jaar ter kennis van de betrokken gemeente. Die termijn gaat in op de datum van ontvangst van het afschrift van het proces-verbaal. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

De sanctionerend ambtenaar ziet toe op de tenuitvoerlegging van zijn beslissingen, onverminderd artikel D.201.

De sanctionerend ambtenaar maakt tegelijkertijd met de overtreder een afschrift van zijn beslissing aan de directeur-generaal van de Administratie over.

De sanctionerend ambtenaar kan een afschrift van zijn beslissing overmaken aan elke belanghebbende partij die hem vooraf een geschreven en gemotiveerde aanvraag heeft toegestuurd.

Art. D.210. — De beslissing waarbij een administratieve sanctie of een teruggavemaatregel wordt opgelegd, heeft uitvoerende kracht op de vervaldatum van een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van kennisgeving ervan, krachtens de artikelen D.217 en D.218.

Art. D.211. Wanneer hij een teruggavemaatregel krachtens artikel D.201 uitvaardigt, kan de sanctionerend ambtenaar de overtreder gelasten om binnen de acht dagen na de datum waarop zijn beslissing definitief is geworden, een zekerheid te stellen ten gunste van het Waals Gewest of het gemeentecollege, overeenkomstig de procedures voorzien in de wetgeving betreffende de milieuvergunning, ten belope van een bedrag dat gelijk is aan de geraamde kosten van de opgelegde maatregelen.

Art. D. 212. § 1. De sanctionerend ambtenaar kan een dwangsom opleggen indien de sancties opgelegd krachtens de artikelen D.198, § 1, eerste lid, 2° en 3°, §§ 2 tot en met 5, en D.199 of de teruggavemaatregelen opgelegd krachtens artikel D.201 niet worden nageleefd binnen de door hem gestelde termijn.

De sanctionerend ambtenaar kan de dwangsom vaststellen op een totaal bedrag of op een bedrag per tijdseenheid of per overtreding. In de laatste twee gevallen kan hij ook een bedrag vaststellen waarboven geen dwangsom wordt opgelegd.

De dwangsom kan niet worden opgelegd voordat de beslissing van de sanctionerend ambtenaar definitief wordt. De bepalingen van deel V van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot inbeslagneming en tenuitvoerlegging zijn ook van toepassing op de tenuitvoerlegging van de beslissing van de sanctionerend ambtenaar tot oplegging van een dwangsom.

§ 2. De sanctionerend ambtenaar die de dwangsom heeft opgelegd, kan op verzoek van de overtreder de dwangsom vernietigen, de uitvoering ervan gedurende een door hem te bepalen periode opschorten of de dwangsom verminderen indien de overtreder permanent, tijdelijk of gedeeltelijk niet in staat is de opgelegde maatregelen na te leven. Op voorwaarde dat de dwangsom is opgelopen voordat deze onmogelijkheid zich voordoet, kan de sanctionerend ambtenaar deze niet vernietigen of verminderen.

§ 3. De op een vast bedrag per tijdseenheid vastgestelde dwangsom vervalt vanaf het overlijden van de overtreder, maar de dwangsommen die vóór het overlijden zijn opgelegd, blijven verschuldigd. De betaling van de dwangsom aan de erfgenamen en andere rechthebbenden van de overtreder wordt pas hervat nadat de sanctionerend ambtenaar die deze dwangsom heeft bevolen, daartoe heeft besloten. Hij kan het bedrag en de modaliteiten daarvan wijzigen. Andere dwangsommen kunnen op verzoek van de erfgenamen en andere rechthebbenden worden kwijtgescholden of verminderd door de sanctionerend ambtenaar die ze tijdelijk of definitief heeft bevolen en, in voorkomend geval, met ingang van de dag van het overlijden van de dader.

Art. D.213. Wanneer de sanctionerend ambtenaar opdracht heeft gegeven tot een onderzoek om de passende veiligheids- of schadevergoedingsmaatregelen vast te stellen, kan hij binnen 180 dagen na ontvangst van het onderzoek opdracht geven tot het herstellen in de oorspronkelijke staat overeenkomstig artikel D.201, eerste lid, 1°. Zo niet wordt er geen herstel in de oorspronkelijke staat bevolen.

Art. D. 214. Wanneer het in artikel D.201, eerste lid, 1°, bedoelde herstel in de oorspronkelijke staat niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgevoerd, kan de sanctionerend ambtenaar de uitvoering ervan bepalen door de directeur-generaal van de Administratie of het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding werd begaan, aan te wijzen.

De termijn begint te lopen op de dag waarop de beslissing van de sanctionerend ambtenaar definitief wordt. De overtreders worden gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de overheid die voor de uitvoering heeft gezorgd.

De vaststellende beambten kunnen voor de uitvoering van het herstel in de oorspronkelijke staat elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen binnentreden, behalve als het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen die beambten er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter of voor zover hij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming heeft van de persoon die het effectieve genot van de betrokken plaatsen geniet.

HOOFDSTUK V. — *Bestemming van de administratieve geldboetes en van de dwangsommen*

Art. D. 215. De administratieve geldboete opgelegd door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar wordt op het Fonds voor de milieubescherming, afdeling milieuwangedrag gestort binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven.

De administratieve geldboete opgelegd door de sanctionerend ambtenaar die krachtens artikel D.157 door de gemeenteraad aangewezen is, wordt ten gunste van de gemeente betaald binnen een termijn van dertig dagen die ingaat na de datum waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven. Het bedrag wordt door overschrijving op een rekening van de gemeentelijke administratie gestort d.m.v. een stortings- of overschrijvingsformulier.

Art. D.216. De door de gewestelijke sanctionerend ambtenaar opgelegde dwangsom wordt bestemd voor het Fonds voor de milieubescherming, afdeling milieuwangedrag.

De dwangsom opgelegd door de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar door de sanctionerend ambtenaar die krachtens artikel D.157 door de gemeenteraad aangewezen is, wordt ten gunste van de gemeente bestemd door overschrijving op een rekening van de gemeentelijke administratie.

HOOFDSTUK VI. — *Beroep*

Art. D. 217. De overtreders, de directeur-generaal van de Administratie tegen de beslissing van de in artikel D.157 bedoeld sanctionerend ambtenaar of de gemeente tegen de beslissing van de in artikel D.156 bedoelde sanctionerend ambtenaar, betreffende overtredingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een gemeentelijk reglement bedoeld in artikel D.197, § 3, kunnen een beroep instellen binnen een termijn van dertig dagen - op straffe van verval - die begint te lopen vanaf :

1° de kennisgeving van de in artikel D.209, eerste lid, bedoelde kennisgeving;

2° of, bij gebrek aan beslissing, het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel D.195, § 2, tweede lid, of in artikel D.213.

Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Voor overtredingen van derde en vierde categorie wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de politierechtbank ingediend.

Voor overtredingen van tweede categorie wordt het beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de correctionele rechtbank ingediend.

Een afschrift van het verzoekschrift wordt door de aanvrager op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de sanctionerend ambtenaar die de administratieve sanctie heeft uitgesproken.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de aanvrager, de aangevochten beslissing, de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

De beslissingen van de politierechtbank en de correctionele rechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. Het Wetboek van strafvordering is toepasselijk op de procedures en beslissingen van dit hoofdstuk.

Art. D. 218. § 1. In afwijking van artikel D.217 wordt het beroep, indien de beslissing van de sanctionerend ambtenaar betrekking heeft op minderjarigen, altijd door middel van een gratis verzoekschrift bij de jeugdrechter ingediend. In dat geval kan het beroep ook ingediend worden door de vader en moeder, de voogden of de personen die het toezicht op hem uitoefenen. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtreders meerderjarig is wanneer zij zich uitspreken.

Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Een afschrift van het verzoekschrift wordt door de aanvrager op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de sanctionerend ambtenaar die de administratieve sanctie heeft uitgesproken.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de aanvrager, de aangevochten beslissing en de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

§ 2. Wanneer een beroep tegen een administratieve sanctie aanhangig wordt gemaakt bij de jeugdrechtbank, kan deze de sanctie vervangen door een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding zoals die wordt bepaald in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. In dat geval is artikel 60 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing.

§ 3. De beslissingen van de politierechtbank zijn niet vatbaar voor beroep.

Wanneer de jeugdrechtbank evenwel beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel bedoeld in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is zijn beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

HOOFDSTUK VII. — *Inning en invordering*

Art. D. 219. § 1. Op grond van een betalingsbevel betreffende een beslissing tot het opleggen van een uitvoerbare administratieve geldboete overeenkomstig artikel D.210 of een vonnis in hoger beroep van de in de artikelen D.217 en D.218 bedoelde bevoegde rechtbank dat in kracht van gewijsde is gegaan, dan wel een vonnis op grond van de artikelen D.185 en D.187. dat in kracht van gewijsde is gegaan, en met het oog op de invordering van de administratieve geldboetes, van de dwangsom, van de geldsom bedoeld in artikel D.188 en de kosten van het herstel in de oorspronkelijke staat genieten het Waalse Gewest en de gemeente op het grondgebied waarvan de overtreding is begaan een algemeen bevoorrecht op alle goederen van de betrokken persoon en kunnen zij alle goederen van de betrokkene die eraan onderworpen kunnen zijn en die zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevinden, met een wettelijke hypotheek bezwaren.

Dat voorrecht neemt rang in onmiddellijk na de voorrechten die vermeld zijn in de artikelen 19 en 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van Koophandel.

De rangorde van de wettelijke hypotheek wordt bepaald door de datum van inschrijving die is toegekend na de betekening van het betalingsbevel.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de sanctionerend ambtenaar of van de bevoegde autoriteit die de krachtens de artikelen D.185 en D.187 gelaste maatregelen uitvoert.

§ 2. Artikel 19 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek inzake ten onrechte gestorte steun en administratieve geldgeldboetes waarvoor een dwangbevel werd uitgevaardigd en waarvan betekening aan betrokkene is gedaan voor het vonnis van faillietverklaring.

TITEL VII. — *Fonds voor de milieubescherming*

Art. D. 220. Er wordt binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Gewest een Begrotingsfonds voor de milieubescherming, hierna "het Fonds" genoemd, ingesteld dat uit vier afdelingen bestaat, met name :

- 1° de afdeling "milieuwangedrag";
- 2° de afdeling "waterbescherming";
- 3° de afdeling "bodembescherming";
- 4° de afdeling "bescherming van de luchtkwaliteit".

Art. D. 221. § 1. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de spijzing en het beheer van het Fonds.

Dat fonds wordt gespijsd door het geheel van de volgende opbrengsten :

- 1° de geldsommen bedoeld in de artikelen D.174, D.185, D.18 en D.188;
- 2° de opbrengst van de administratieve geldboetes die door de in artikel D. 156 bedoelde sanctionerende ambtenaren worden opgelegd en die krachtens artikel D.198 worden geïnd;
- 3° de giften en legaten gedaan ten voordele van het Waalse Gewest voor de ondersteuning van de milieubescherming;
- 4° de geldsommen ingevorderd door de bevoegde overheid overeenkomstig artikel D.123;
- 5° de dossiersrechten bepaald bij de wetgeving betreffende de milieuvergunning en bij het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 :

1° wordt het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten gespijsd door de opbrengst van de dwangsommen uitgesproken voor overtredingen vermeld in de artikelen D.396, eerste lid, 1° en 2°, D. 397, §§ 1 tot 3 en D.398 van het Waalse Landbouwwetboek en van de administratieve geldboetes opgelegd in geval van overtreding van het Waalse Landbouwwetboek;

2° wordt het Begrotingsfonds voor de financiering van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem gespijsd door de opbrengst van de dwangsommen uitgesproken voor de overtreding vermeld in artikel D.396, lid 1, 3°, van het Landbouwwetboek;

3° wordt het Begrotingsfonds inzake het landbouwgrondbeleid gespijsd door de opbrengst van de dwangsommen uitgesproken voor de overtreding vermeld in artikel D.397, § 4, van het Landbouwwetboek;

4° wordt het Begrotingsfonds ten gunste van het visserij- en hengelbeheersplan in Wallonië gespijsd door de opgelegde administratieve geldboetes en de gesloten schikkingen in geval van overtreding van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

5° wordt het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn gespijsd door de opgelegde administratieve geldboetes en de gesloten schikkingen in geval van overtreding van het Waalse Dierenwelzijnwetboek alsook door de opbrengst van de door de sanctionerend ambtenaar bevolen inbeslagname;

6° wordt het Begrotingsfonds voor Biodiversiteit gespijsd door de opgelegde administratieve geldboetes en de gesloten schikkingen in geval van overtreding van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of van artikel D.184, § 7.

Art. D. 222. § 1. De ontvangsten van het Begrotingsfonds voor de milieubescherming, afdeling "milieuwangedrag" worden bestemd voor de uitvoering van de volgende opdrachten :

- 1° de teruggavemaatregelen, met inbegrip van het herstel in de oorspronkelijke staat;
- 2° de acties inzake milieu-gezondheid;
- 3° de bevordering van preventie door de controle en de zelfcontrole op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138;
- 4° de projecten inzake milieuopleiding en -bewustmaking.
- 5° allerhande uitgaven betreffende de uitvoering van dit deel, met inbegrip van de uitgaven voor de prestaties, werking en investering;
- 6° de organisatie van de begeleiding, de opvolging en de controle van de gemeenschapsdienst;
- 7° allerhande uitgaven betreffende de basis- en voortgezette opleiding van de verschillende interveniënten in het kader van het repressieve milieubeleid.

Onverminderd het eerste lid worden de ontvangsten van het Fonds, afdeling "milieuwangedrag", bestemd voor de kosten die voortvloeien uit de indienstneming van personeel binnen de Administratie dat belast is met het opsporen, het vaststellen, het vervolgen, het bestraffen of het opleggen van teruggavemaatregelen in geval van overtredingen inzake leefmilieu.

§ 2. De ontvangsten van het Fonds, afdeling "bodembescherming", worden bestemd voor de financiering van de uitgaven betreffende het beleid inzake bodembescherming en- beheer.

§ 3. De ontvangsten van het Fonds, afdeling "bescherming van de luchtkwaliteit", worden bestemd voor de financiering van de uitgaven betreffende het beleid inzake de bescherming, de verbetering en de handhaving van de luchtkwaliteit.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. Artikel 51 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 51. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die :

1° afvalstoffen achterlaat in het kader van de gewoonlijke uitoefening van een activiteit;

2° afvalstoffen van zodanige omvang achterlaat dat het milieu en, in voorkomend geval, de menselijke gezondheid in gevaar zijn of kunnen worden gebracht;

3° afvalstoffen in een andere context dan die bedoeld in 1° en met een andere omvang dan die bedoeld in 2° achterlaat;

4° artikel 13, §§ 1 en 2 overtreedt;

5° artikel 6 overtreedt;

6° onverminderd de punten 1° tot 3°, artikel 7, §§ 1, 2 en 3 overtreedt;

7° artikel 8 overtreedt;

8° artikel 10 overtreedt;

9° artikel 14 overtreedt;

10° artikel 19, § 3, overtreedt;

11° artikel 23 overtreedt."

Art. 3. In artikel 58, § 2, 3°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "in artikel 1 D. 146, 1°, 2° en 3°, van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "in artikel D.162 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 4. In artikel 71, § 3, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "artikel D.149, § 5, van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "artikel D.169 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 5. In artikel D.28-19 van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De Regering stort maximum 80 % van de onvoorwaardelijke jaarlijkse schijf van de subsidie op de vijfde werkdag van de maand januari aan de aanvrager die aan de volgende voorwaarden voldoet : ";

2° de §§ 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 6. Artikel D.28-20, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2018, wordt opgeheven.

Art. 7. In hoofdstuk VII, Titel IV, Deel II van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt wordt een artikel D.177bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.177bis. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de opvolging door middel van metingen van potentieel uitspoelbare stikstof, voor de overeenstemming van de in kwetsbare gebieden gelegen landbouwbedrijven met de goede landbouwpraktijken die nodig zijn om het water te beschermen tegen nitraatverontreiniging uit agrarische bronnen."

Art. 8. In artikel D.263, § 1, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014 en gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "artikel D.147" vervangen door de woorden "artikel D.163";

1° in het derde lid worden de woorden "artikel D.147" vervangen door de woorden "artikel D.163";

Art. 9. Artikel D.396 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt het eerste lid aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

"4° de landbouwer wiens landbouwbedrijf gedurende ten minste drie jaar, al dan niet na elkaar, tijdens eenzelfde programma voor de waarneming van de metingen van potentieel uitspoelbare niet-conform wordt verklaard.

Art. 10. Artikel D.398 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 33 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de vissersstructuren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Onverminderd artikel D. 154, van Boek I van het Milieuwetboek, wordt er een overtreding van derde categorie in de zin van artikel D. 151 van dit Boek begaan door" vervangen door de woorden "Onverminderd artikel D. 183, van Boek I van het Milieuwetboek, wordt er een overtreding van derde categorie in de zin van Boek I van het Milieuwetboek begaan door";

2° in het tweede lid worden de woorden "van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "van artikel D.178 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 12. In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Onverminderd artikel D. 152 van Boek I van het Milieuwetboek " vervangen door de woorden "Onverminderd artikel D.180 van Boek I van het Milieuwetboek";

2° in het tweede lid worden de woorden "van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "van artikel D.178 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 13. In artikel 35, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "artikel D.159, § 1, tweede lid," vervangen door de woorden "artikel D.174".

Art. 14. Artikel D.390 van het Landbouwwetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 390. De personeelsleden belast met de controle op de naleving van de bepalingen van dit Wetboek en de krachtens dit Wetboek genomen bepalingen zijn de personeelsleden en deskundigen bedoeld in de artikelen D.146 en D.148 en in de artikelen D.149 en D.152 van Boek I van het Milieuwetboek."

Art. 15. In artikel 391, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "overeenkomstig artikel D.147 van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel D.163 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 16. In artikel 395 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in artikel D.148 van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel D.164 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 17. In artikel 399, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "overeenkomstig artikel D.159, § 1, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel D.174 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 18. In artikel 400 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "In afwijking van artikel D.165, lid 3, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "In afwijking van artikel D.216 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 19. In artikel 37 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide worden de woorden "artikel D.151, deel VIII, van het decreetale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek" telkens vervangen door de woorden "artikel D.178 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 20. In artikel 124, eerste lid, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

"4° worden, voor artikel 99 van dit decreet, de administratieve procedures betreffende een verontreinigde bodem in situ, vóór de inwerkingtreding van dit decreet door de Regering op basis van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of door de Burgemeester of het toezichthoudend personeelslid op basis van artikel D.149 van Boek I van het Milieuwetboek besloten en worden de desbetreffende beroepen behandeld volgens de regels die van kracht zijn op de dag van deze beslissing."

Art. 21. In artikel D.12, § 3, van het Waalse Dierenwelzijnwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het cijfer "20" vervangen door het cijfer "10" en worden de woorden "Na afloop van die termijn" vervangen door de woorden "Na afloop van die termijn en bij gebrek aan verlenging bedoeld in het tweede lid";

2° er wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De in het eerste lid bedoelde termijn kan op verzoek van de voor het dier verantwoordelijke persoon met tien dagen worden verlengd, wanneer hij bepaalt dat hij het dier niet binnen de bedoelde termijn kan terugnemen."

Art. 22. In het Waalse Dierenwelzijnwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel D.20, § 2, eerste lid, 4°, a) worden de woorden "artikel D.149bis" vervangen door de woorden "artikel D.170";

2° in artikel D.29, § 2, worden de woorden "artikel D.163bis" vervangen door de woorden "artikel D.198, § 2";

3° in artikel D.58, § 2, tweede lid, 3°, worden de woorden "artikel D.140bis" vervangen door de woorden "artikel D.148";

4° in artikel D.101, eerste lid, 2°, worden de woorden "D.170, § 3, vierde lid", vervangen door de woorden "artikel D.221, § 2, eerste lid, 5°";

5° in artikel D.101, eerste lid, 3°, worden de woorden "artikel D.149bis" vervangen door de woorden "artikel D.170";

6° in artikel D.104, § 1, worden de woorden "artikel D.140" vervangen door de woorden "de artikelen D.146 tot D.155";

7° in artikel D.104, § 3, worden de woorden "artikel D.140, § 1" vervangen door de woorden "artikel D.146".

Art. 23. Artikel D.38 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste en het tweede lid blijft de bij deze interventie betrokken paardachtige gemachtigd om deel te nemen aan een tentoonstelling, keuring of wedstrijd en kan hij er worden toegelaten, wanneer kan worden aangetoond dat de staart vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek is geamputeerd."

Art. 24. In artikel D.105 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt 10° aangevuld met de woorden "of een activiteit die krachtens dit Wetboek onderworpen is aan een erkenning of een vergunning uitoefent zonder de vastgestelde voorwaarden daarvan na te leven";

2° in paragraaf 1, punt 32°, wordt het punt vervangen door een puntkomma;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 33° luidend als volgt :

"33° zich verzet tegen, verhindert of niet voldoet aan de gestelde voorwaarden, bij het teruggeven van het dier of bij de schenking van het dier op grond van artikel D.170 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 25. In artikel 15 van het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de volgende voertuigen :

1° de in artikel 37 van de Wegcode bedoelde prioritaire voertuigen;

2° de voertuigen van de krijgsmacht;

3° de voertuigen die in noodsituaties of bij reddingswerken worden gebruikt op verzoek van de brandweer, de politie, het leger, de civiele bescherming of de wegenautoriteiten;

4° de voertuigen die speciaal uitgerust zijn voor het onderhoud en de controle van infrastructuren en installaties van algemeen nut;

5° de voertuigen uitgerust met een koelapparatuur;

6° de speciaal uitgeruste voertuigen die door de werking van de motor autonoom elektrische energie leveren aan de uitrustingen van het voertuig;

7° de voertuigen met een technisch probleem waarbij het noodzakelijk is de motor draaiende te houden.";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De Regering kan de lijst van de in het tweede lid bedoelde voertuigen die afwijken van de toepassing van het eerste lid, aanvullen.”.

Art. 26. Artikel 19 van het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht wordt vervangen als volgt :

“Met uitzondering van artikel 4 treedt dit decreet in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Artikel 4 treedt in werking op 1 september 2019.”.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 27. De personeelsleden bedoeld in artikel D.139, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek, in de versie vóór de wijziging voorzien bij dit decreet, worden geacht te zijn aangewezen in overeenstemming met dit decreet.

De sanctionerende ambtenaren bedoeld in artikel D.137, 4°, van Boek I van het Milieuwetboek, in de versie vóór de wijziging voorzien bij dit decreet, worden geacht te zijn aangewezen in overeenstemming met dit decreet.

Art. 28. Onverminderd artikel D.138 van Boek I van het Milieuwetboek bevat Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek de bepalingen m.b.t. toezicht, dwang en sancties die nodig zijn voor de toepassing van de volgende wetten en decreten en hun uitvoeringsbesluiten :

1° het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberg;en;

2° de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

3° het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

4° het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

5° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

6° het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden;

7° het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide.

De in het eerste lid bedoelde verschillende opsommingen worden door de Regering opgeheven op de datum die zij bepaalt.

Art. 29. Opgeheven worden :

1° artikel 13 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden;

2° de artikelen 413 en 414 van het Waalse Landbouwwetboek;

3° artikel 40 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide;

4° artikel 17 van het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht.

Art. 30. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021.

In afwijking van het eerste lid bepaalt de Regering de datum van inwerking van artikel 29, eerste lid, 4°.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 :

1° hebben de artikelen 20 en 24 van dit decreet uitwerking met ingang van 1 januari 2019;

2° heeft artikel 25 van dit decreet uitwerking met ingang van 1 maart 2019;

3° treden de artikelen 7, 9, 10, 21, 23 en 26 van dit decreet in werking op 1 juli 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1333 (2018-2019) Nrs 1, *1bis* tot 11.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 mei 2019.

Bespreking.

Stemming.